



Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI. ch. 3)
Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI. Ch. 3)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 29 mai 1954

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, May 29th, 1954

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la Reine, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la Reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur de la Reine, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the Queen's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the Queen's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

Authorized by the Canada Post Office, Ottawa, as second class mailable matter.

délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la Reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avvertir l'Imprimeur de la Reine avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate* pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur de la Reine,
RÉDEMPTE PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
36322 — 1-52

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTE PARADIS,
Queen's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.
36322 — 1-52

Lettres patentes

(P.G. 11122-54)

Albert Lord Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit avril 1954, constituant en corporation: Marc-André Blain, c.r., François Coron, tous deux avocats, et Dolorès Héту, secrétaire, célibataire majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de quincaillerie, peintures, huiles, sous le nom de "Albert Lord Limitée", avec un capital total de \$25,000, divisé en 250 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-huit avril 1954.

L'Assistant-procureur général,

37280-o

L. DÉSILETS.

Letters Patent

(A.G. 11122-54)

Albert Lord Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of April, 1954, incorporating: Marc-André Blain, Q.C., François Coron, both advocates, and Dolorès Héту, secretary, spinster, both of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in hardware, paints, oils, under the name of "Albert Lord Limitée", with a total capital stock of \$25,000, divided into 250 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of April, 1954.

L. DÉSILETS.

37280

Deputy Attorney General.

(P.G. 11127-54)

Ameublements Baillargeon Limitée
Baillargeon Furniture Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit avril 1954, constituant en corporation: Elphège Lagüe, agent, J.-Eugène Chamberland, comptable, tous deux de Montréal, et Guy Baillargeon, voyageur, de Sainte-Rose, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de meubles, d'appareils et d'accessoires électriques et d'articles d'utilité domestique, sous le nom de "Ameublements Baillargeon Limitée" — "Baillargeon Furniture Limited", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt huit avril 1954.

L'Assistant-procureur général,
37280-o L. DÉSILETS.

(A.G. 11127-54)

Ameublements Baillargeon Limitée
Baillargeon Furniture Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of April 1954, incorporating: Elphège Lagüe, agent, J. Eugène Chamberland, accountant, both of Montreal, and Guy Baillargeon, traveller, of Saint Rose, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in furniture, electrical apparatus and appliances and articles of a domestic utility, under the name of "Ameublements Baillargeon Limitée" — "Baillargeon Furniture Limited", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of April 1954.

L. DÉSILETS,
37280 Deputy Attorney General.

(P.G. 10717-54)

Arto Construction Inc.
Construction Arto Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatre avril 1954, constituant en corporation: Jean-Marie Nadeau, avocat, Louis Collard, secrétaire, tous deux de Montréal, et André Nadeau, avocat, de Saint-Lambert, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneur et constructeur en général, sous le nom de "Arto Construction Inc." — "Construction Arto Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-quatre avril 1954.

L'Assistant-procureur général,
37280-o L. DÉSILETS.

(A.G. 10717-54)

Arto Construction Inc.
Construction Arto Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of April, 1954, incorporating: Jean-Marie Nadeau, advocate, Louis Collard, secretary, both of Montreal, and André Nadeau, advocate, of Saint-Lambert, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a general contractor and builder, under the name of "Arto Construction Inc." — "Construction Arto Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of April, 1954.

L. DÉSILETS,
37280 Deputy Attorney General.

(P.G. 11150-54)

Autobus Victoriaville Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf avril 1954, constituant en corporation: J.-Aurèle Roux, industriel, Georges-Étienne Labbé, garagiste, et Laurent Trottier, avocat, tous de Victoriaville, district judiciaire d'Arthabaska, pour les objets suivants:

"Exercer les entreprises d'une compagnie de transport, sous le nom de "Autobus Victoriaville Ltée", avec un capital total de \$100,000, divisé en 250 actions ordinaires de \$100 chacune et en 750 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Victoriaville, district judiciaire d'Arthabaska.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-neuf avril 1954.

L'Assistant-procureur général,
37280-o L. DÉSILETS.

(A.G. 11150-54)

Autobus Victoriaville Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of April 1954, incorporating: J. Aurèle Roux, industrialist, Georges Étienne Labbé, garage-keeper, and Laurent Trottier, advocate, all of Victoriaville, judicial district of Arthabaska, for the following purposes:

To carry out the operations of a transport company, under the name of "Autobus Victoriaville Ltée", with a total capital stock of \$100,000, divided into 250 common shares of \$100 each and 750 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Victoriaville, judicial district of Arthabaska.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of April 1954.

L. DÉSILETS,
37280 Deputy Attorney General.

(P.G. 10767-54)

Automat Merchandising Ltd

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf avril 1954, constituant en corporation: Suzanne Poirier, fille majeure, Roger Poirier, industriel, et Paul-E. Mallette, comptable agréé, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de produits alimentaires et en général de tous produits pouvant être vendus dans des machines automatiques, sous le nom de "Automat Merchandising Ltd", avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-neuf avril 1954.

L'Assistant-procureur général,

37280-o

L. DÉSILETS.

(A.G. 10767-54)

Automat Merchandising Ltd

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth of April, 1954, incorporating: Suzanne Poirier, spinster, Roger Poirier, industrialist, and Paul E. Mallette, chartered accountant, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in food products, and in general, in all products which may be sold in automatic machines, under the name of "Automat Merchandising Ltd", with a total stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of April, 1954.

L. DÉSILETS,

37280

Deputy Attorney General.

(P.G. 11044-54)

Barwood Flooring (Canada) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un avril 1954, constituant en corporation: James Arthur Mathewson, c.r., Ruston Botterell Lamb, Jacques Chassé, Raymond Eric Parsons, tous avocats, Beatrice McVean et Ethel May Peirce, toutes deux secrétaires, filles majeures, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de matériaux de construction et agir comme entrepreneurs généraux, sous le nom de "Barwood Flooring (Canada) Ltd.", avec un capital total de \$500,000, divisé en 40,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et en 10,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt un avril 1954.

L'Assistant-procureur général,

37280-o

L. DÉSILETS.

(A.G. 11044-54)

Barwood Flooring (Canada) Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of April 1954, incorporating: James Arthur Mathewson, Q.C., Ruston Botterell Lamb, Jacques Chassé, Raymond Eric Parsons, all advocates, Beatrice McVean and Ethel May Peirce, both secretaries, filles majeures, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in building materials and act as general contractors, under the name of "Barwood Flooring (Canada) Ltd.", with a total capital stock of \$500,000, divided into 40,000 common shares of a par value of \$10 each and 10,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of April 1954.

L. DÉSILETS,

37280

Deputy Attorney General.

(P.G. 10984-54)

Beaver Foundries Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze avril 1954, constituant en corporation: Arthur Mitchell Weldon, Peter Robert David MacKell, tous deux avocats, et Jessie Stein, sténographe, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de métaux, sous le nom de "Beaver Foundries Ltd.", avec un capital divisé en 20,000 actions sans valeur au pair ou nominale.

Le siège social de la compagnie sera à Joliette, district judiciaire de Joliette.

Daté du bureau du Procureur général le quinze avril 1954.

L'Assistant-procureur général,

37280-o

L. DÉSILETS.

(A.G. 10984-54)

Beaver Foundries Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of April, 1954, incorporating: Arthur Mitchell Weldon, Peter Robert David MacKell, both advocates and Jessie Stein, stenographer, spinster, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To operate a business dealing with metals, under the name of "Beaver Foundries Ltd.", with a capital stock divided into 20,000 shares of no par or nominal value.

The head office of the company will be at Joliette, judicial district of Joliette.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of April, 1954.

L. DÉSILETS,

37280

Deputy Attorney General.

(P.G. 11061-54)

Best Brands Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatre avril 1954, constituant en corporation: Jean-Marie Nadeau, avocat, Louis Collard, secrétaire, tous deux de Montréal, et André Nadeau, avocat, de Saint-Lambert, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de produits de confiserie, d'épicerie, des articles de nouveauté et des produits pharmaceutiques brevetés, sous le nom de "Best Brands Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-quatre avril 1954.

L'Assistant-procureur général,
37280-o L. DÉSILETS.

(A.G. 11061-54)

Best Brands Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of April, 1954, incorporating: Jean-Marie Nadeau, advocate, Louis Collard, secretary, both from Montreal, and André Nadeau, advocate, of Saint-Lambert, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in confectionery products, groceries, novelty articles and patented pharmaceutical products, under the name of "Best Brands Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of April, 1954.

L. DÉSILETS,
37280 Deputy Attorney General.

(P.G. 11060-54)

Bordeaux Housing Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatre avril 1954, constituant en corporation: Fernande Bienvenue, secrétaire, fille majeure, de Richelieu, district judiciaire de Saint-Hyacinthe, Roland Thouin, comptable, de Ville Saint-Laurent, Paul Ranger, et J. Jacques Beauchemin, tous deux avocats, d'Outremont, ces trois derniers du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneur et constructeur, et exercer le commerce d'immeubles, sous le nom de "Bordeaux Housing Incorporated", avec un capital total de \$60,000, divisé en 600 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-quatre avril 1954.

L'Assistant-procureur général,
37280-o L. DÉSILETS.

(A.G. 11060-54)

Bordeaux Housing Incorporated

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of April, 1954, incorporating: Fernande Bienvenue, secretary, spinster, of Richelieu, judicial district of Saint-Hyacinthe, Roland Thouin, accountant, of Ville Saint-Laurent, Paul Ranger and J. Jacques Beauchemin, both advocates of Outremount, the latter three of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as contractor and builder and to deal in real estate, under the name of "Bordeaux Housing Incorporated", with a total capital stock of \$60,000, divided into 600 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of April, 1954.

L. DÉSILETS,
37280 Deputy Attorney General.

(P.G. 11048-54)

Borgsen Steel Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit avril 1954, constituant en corporation: Colette Blondeau, sténographe, fille majeure, Jean-Paul Gingras, contremaître, tous deux de l'Ancienne Lorette, et Jean-Guy Ménard, commis, de Québec, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer l'industrie et le commerce d'articles et pièces en métal, sous le nom de Borgsen Steel Corporation", avec un capital total de \$3,000, divisé en 300 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 12, Avenue St-Sacrement, Petite-Rivière, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-huit avril 1954.

L'Assistant-procureur général,
37280-o L. DÉSILETS.

(A.G. 11048-54)

Borgsen Steel Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of April, 1954, incorporating: Colette Blondeau, stenographer, spinster, Jean-Paul Gingras, foreman, both of l'Ancienne Lorette, and Jean-Guy Ménard, clerk, of Québec, all of the judicial district of Québec, for the following purposes:

To manufacture and deal in metal articles and pieces, under the name of "Borgsen Steel Corporation", with a total capital stock of \$3,000, divided into 300 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 12, St-Sacrement Avenue, Little River, judicial district of Québec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of April, 1954.

L. DÉSILETS,
37280 Deputy Attorney General.

(P.G. 10810-54)

Buttons & Ornaments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente avril 1954, constituant en corporation: Charles-Louis Kassie, Jack Wright Rundle, tous deux manufacturiers, et Toby Waldman Kassie, ménagère, épouse séparée de biens dudit Charles Louis Kassie, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de boutons, ornements et articles de fantaisie, sous le nom de "Buttons & Ornaments Ltd.", avec un capital de \$100,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$100 chacune et en 500 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 151, rue Lagauchetière ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le trente avril 1954.

L'Assistant-procureur général,

37280-o

L. DÉSILETS.

(A.G. 10810-54)

Buttons & Ornaments Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of April 1954, incorporating: Charles Louis Kassie, Jack Wright Rundle, both manufacturers, and Toby Waldman Kassie, housewife, wife separate as to property of the said Charles Louis Kassie, and duly authorized by the latter for the purposes herein set forth, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

Manufacture and deal in buttons, ornaments and fancy goods, under the name of "Buttons & Ornaments Ltd.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 500 common shares of \$100 each and 500 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 151, Lagauchetière Street, West, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of April 1954.

L. DÉSILETS,

37280

Deputy Attorney General.

(P.G. 10998-54)

Charron, Simard & Raymond, Incorporée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente avril 1954, constituant en corporation: Christian-Bruno Charron, courtier, de Montréal, Charles-Maurice Raymond, courtier, de Ville Mont-Royal, et Paul Ranger, c.r., avocat, d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme courtiers en valeurs mobilières; exercer le commerce d'immeubles, de portefeuille et de placement et agir comme entrepreneurs généraux, sous le nom de "Charron, Simard & Raymond, Incorporée", avec un capital total de \$150,000, divisé en 1,500 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le trente avril 1954.

L'Assistant-procureur général,

37280-o

L. DÉSILETS.

(A.G. 10998-54)

Charron, Simard & Raymond, Incorporée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of April 1954, incorporating: Christian Bruno Charron, broker, of Montreal, Charles Maurice Raymond, broker, of the Town of Mount Royal, and Paul Ranger, Q.C., advocate, of Outremont, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as stock brokers; deal in real estate, holdings and investments, and act as general contractors, under the name of "Charron, Simard & Raymond, Incorporée", with a total capital stock of \$150,000, divided into 1,500 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of April 1954.

L. DÉSILETS,

37280

Deputy Attorney General.

(P.G. 10813-54)

Chs Ed. Lamothe Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier mai 1954, constituant en corporation: Charles-Édouard Lamothe, entrepreneur-électricien, Henri St-Amant et Jean Pierre Lamothe, tous deux électriciens, tous des cité et district judiciaire des Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Agir comme entrepreneurs en électricité et exercer le commerce d'appareils et de machines électriques, sous le nom de "Chs Ed. Lamothe Inc.", avec un capital total de \$50,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera aux Trois-Rivières, district judiciaire des Trois-Rivières.

(A.G. 10813-54)

Chs Ed. Lamothe Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of May, 1954, incorporating: Charles-Édouard Lamothe, electrical contractor, Henri St-Amant and Jean-Pierre Lamothe, both electricians, all of the city and judicial district of Trois-Rivières, for the following purposes:

To operate as electrical contractors and to deal in electrical machines and appliances, under the name of "Chs Ed. Lamothe Inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 200 common shares of \$100 each, and into 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général le premier 1954.

L'Assistant-procureur général,
37280-o L. DÉSILETS.

(P.G. 11090-54)

Commission Industrielle de St-Jovite Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept avril 1954, constituant en corporation sans capital-actions: Jean O'Keefe, restaurateur, Gaston Gervais, J.-R. Roland Savaria, tous deux gérants, et J.-A. Léo Girard, avocat, tous de Saint-Jovite, district judiciaire de Terrebonne, pour les objets suivants:

Développement industriel, commercial, économique et social de la région de St-Jovite, dans le district de Terrebonne, sous le nom de "Commission Industrielle de St-Jovite Inc."

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$50,000.

Le siège social de la corporation sera à Saint-Jovite, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-sept avril 1954.

L'Assistant-procureur général,
37280-o L. DÉSILETS.

(P.G. 11083-54)

**Consolidated Uranium Corporation
(No Personal Liability)**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six avril 1954, constituant en corporation: R.-Maurice Phillips, administrateur, Shirley Greenfield, secrétaire, et Samuel J. Smiley, avocat, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire des recherches et des explorations pour découvrir des mines et minerais, et les négocier, sous le nom de "Consolidated Uranium Corporation" (No Personal Liability), avec un capital total de \$2,000,000, divisé en 2,000,000 d'actions de \$1 chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité au delà du montant du prix qu'ils auront payé ou convenu de payer à la compagnie pour leurs actions.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-six avril 1954.

L'Assistant-procureur général,
37280-o L. DÉSILETS.

(P.G. 11082-54)

Crawford & Chenier Ltd. — Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six avril 1954, constituant en corporation: Joseph Cohen, c.r., Ezra Leithman, tous deux avocats, et Dorothy Singer, secrétaire, veuve de feu H.-D. Singer, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de marchands de grains et de céréales, sous le nom de "Crawford & Chenier Ltd.—Ltée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Dated at the office of the Attorney General this first day of May, 1954.

L. DÉSILETS,
37280 Deputy Attorney General.

(A.G. 11090-54)

Commission Industrielle de St-Jovite Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of April, 1954, to incorporate as a corporation without share capital: Jean O'Keefe, restaurant-keeper, Gaston Gervais, J.R. Roland Savaria, both managers, and J. A. Léo Girard, advocate, all of Saint-Jovite, judicial district of Terrebonne, for the following purposes:

Industrial, commercial, economical and social development of the region of St-Jovite, in the district of Terrebonne, under the name of "Commission Industrielle de St-Jovite Inc."

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$50,000.

The head office of the corporation will be at Saint-Jovite, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of April, 1954.

L. DÉSILETS,
37280 Deputy Attorney General.

(A.G. 11083-54)

**Consolidated Uranium Corporation
(No Personal Liability)**

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec bearing date the twenty-sixth day of April, 1954, incorporating: R. Maurice Phillips, administrator, Shirley Greenfield, secretary, and Samuel J. Smiley, advocate, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals and deal with same, under the name of "Consolidated Uranium Corporation", (No Personal Liability), with a total capital stock of \$2,000,000, divided into 2,000,000 shares of \$1 each.

The shareholders of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of April, 1954.

L. DÉSILETS,
37280 Deputy Attorney General.

(A.G. 11082-54)

Crawford & Chenier Ltd. — Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of April, 1954, incorporating: Joseph Cohen, Q.C., Ezra Leithman, both advocates, and Dorothy Singer, secretary, widow of the late H. D. Singer, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To operate as grain and cereal merchants, under the name of "Crawford & Chenier Ltd.—Ltée", with a total capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-six avril 1954.

L'Assistant-procureur général,
37280-o L. DÉSILETS.

(P.G. 11117-54)

Cut Rate Tile & Linoleum Co.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit avril 1954, constituant en corporation: Stephen Skoda, marchand, Francesca Giunta, épouse séparée de biens dudit Stephen Skoda, et Mary Polacek, épouse séparée de biens de Joseph Skoda, ceux dernières ménagères et dûment autorisées par leurs maris aux fins des présentes, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de tuile, linoléum et de matériaux de construction, sous le nom de "Cut Rate Tile & Linoleum Co.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et en 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 4302, Boulevard St-Laurent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-huit avril 1954.

L'Assistant-procureur général,
37280-o L. DÉSILETS.

(P. G. 10915-54)

Danville Curling Club Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatre avril 1954, constituant en corporation: Cecil H. Brehaut, Victor C. Lindsay, tous deux ingénieurs, et J.-Guy Lemieux, hôtelier, tous du Village de Danville, district judiciaire de Saint-François, pour les objets suivants:

Organiser et développer la pratique des sports, et spécialement le curling, sous le nom de "Danville Curling Club Inc.", avec un capital total de \$50,000, divisé en 350 actions ordinaires de \$100 chacune et en 150 actions privilégiées de \$50 chacune et 75 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera dans le village de Danville, district judiciaire de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-quatre avril 1954.

L'Assistant-procureur général,
37280-o L. DÉSILETS.

(P.G. 11026-54)

Dorset Securities Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un avril 1954, constituant en corporation: Lovell Caverhill Carroll, c.r., avocat, de Ville Mont-Royal, Marcel Lajeunesse, avocat, et Anne Mikula, secrétaire, fille majeure, tous deux de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement et de promotion, sous le nom de "Dorset Se-

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of April, 1954.

L. DÉSILETS,
37280 Deputy Attorney General.

(A.G. 11117-54)

Cut Rate Tile & Linoleum Co.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of April, 1954, incorporating: Stephen Skoda, merchant, Francesca Giunta, wife separate as to property of the said Stephen Skoda, and Mary Polacek, wife separate as to property of Joseph Skoda, the latter two housewives and duly authorized by their husbands for the purposes hereof, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in tile, linoleum and in building materials, under the name of "Cut Rate Tile & Linoleum Co.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 100 common shares of \$100 each, and into 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 4302 St-Lawrence Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of April, 1954.

L. DÉSILETS,
37280 Deputy Attorney General.

(A. G. 10915-54)

Danville Curling Club Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of April, 1954, incorporating: Cecil H. Brehaut, Victor C. Lindsay, both engineers, and J. Guy Lemieux, hotel-keeper, all of the village of Danville, judicial district of Saint-François, for the following purposes:

To organize and develop the practice of sports, particularly curling, under the name of "Danville Curling Club Inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 350 common shares of \$100 each, and into 150 preferred shares of \$50 each and 75 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be in the village of Danville, judicial district of Saint-François.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of April, 1954.

L. DÉSILETS,
37280 Deputy Attorney General.

(A.G. 11026-54)

Dorset Securities Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of April 1954, incorporating: Lovell Caverhill Carroll, Q.C., advocate of the Town of Mount Royal, Marcel Lajeunesse, advocate, and Anne Mikula, secretary, fille majeure, both of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment and promotion company, under the name of

curities Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt et un avril 1954.

L'Assistant-procureur général,
37280-o L. DÉSILETS.

(P.G. 11040-54)

Dubé & Gagnon Automobiles Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept avril 1954, constituant en corporation: Louis Dubé, comptable, Léo Dubé, mécanicien, Armand Gagnon, entrepreneur, et François Gagnon, agent d'assurance, tous de Saint-Joseph d'Alma, district judiciaire de Roberval, pour les objets suivants:

Agir comme garagiste et distributeur de véhicules automobiles, sous le nom de "Dubé & Gagnon Automobiles Ltée", avec un capital total de \$60,000, divisé en 400 actions communes de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Joseph d'Alma, district judiciaire de Roberval.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-sept avril 1954.

L'Assistant-procureur général,
37280-o L. DÉSILETS.

(P. G. 10759-54)

Ducharme & Frère Incorporé

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept avril 1954, constituant en corporation: Herman Ducharme, industriel, Yvon Ducharme, vendeur, Gaëtan Ducharme, machiniste, Jean-Claude Ducharme, comptable, et André Ducharme, camionneur, tous de Saint-Césaire, district judiciaire de Saint-Hyacinthe, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce du bois et faire affaires comme entrepreneurs généraux en constructions de toutes sortes, sous le nom de "Ducharme & Frère Incorporé", avec un capital total de \$50,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur nominale ou au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Césaire, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-sept avril 1954.

L'Assistant-procureur général,
37280-o L. DÉSILETS.

(P. G. 11176-54)

Electrical Consulting, Estimating and Draftin Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente avril 1954, constituant en corporation: Roland-R. Perron, technicien diplômé et maître électricien, J.-Richard Lessard, ingénieur professionnel, et Gérard-P. Laganrière, avocat, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

"Dorset Securities Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 40,000 common shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of April 1954.

L. DÉSILETS,
37280 Deputy Attorney General.

(A.G. 11040-54)

Dubé & Gagnon Automobiles Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of April, 1954, incorporating: Louis Dubé, accountant, Léo Dubé, mechanic, Armand Gagnon, contractor, and François Gagnon, insurance agent, all of Saint-Joseph d'Alma, judicial district of Roberval, for the following purposes:

To operate as a garage-keeper and distributor of motor vehicles, under the name of "Dubé & Gagnon Automobiles Ltée", with a total capital stock of \$60,000, divided into 400 common shares of \$100 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Saint-Joseph d'Alma, judicial district of Roberval.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of April, 1954.

L. DÉSILETS,
37280 Deputy Attorney General.

(A. G. 10759-54)

Ducharme & Frère Incorporé

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of April 1954, incorporating: Herman Ducharme, industrialist, Yvon Ducharme, salesman, Gaëtan Ducharme, machinist, Jean Claude Ducharme, accountant, and André Ducharme, trucker, all of Saint Césaire, judicial district of Saint Hyacinthe, for the following purposes:

To carry on the business and deal in lumber and act as general contractors in construction work of every nature and kind, under the name of "Ducharme & Frère Incorporé", with a total capital stock of \$50,000, divided into 500 common shares of a nominal or par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Saint Césaire, judicial district of St. Hyacinthe.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of April, 1954.

L. DÉSILETS,
37280 Deputy Attorney General.

(A. G. 11176-54)

Electrical Consulting, Estimating and Draftin Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of April, 1954, incorporating: Roland R. Perron, graduate technician and master electrician, J. Richard Lessard, professional engineer, and Gérard P. Laganrière, advocate, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

Agir comme électriciens, travailleurs en électricité et en électronique, en radio, en radar et en communications et manufacturer et exercer le commerce de machines et appareils électriques et électroniques, sous le nom de "Electrical Consulting, Estimating and Drafting Company Limited", avec un capital total de \$10,000, divisé en 100 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le trente avril 1954.

L'Assistant-procureur général,
37280-o L. DÉSILETS.

(P.G. 11045-54)

Eugène Lavoie Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt avril 1954, constituant en corporation: Yves Royer, Pierre Bienjonetti, tous deux avocats, et Robert Lavoie, agent d'assurance, tous des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme courtiers, agents et ajusteurs d'assurances, sous le nom de "Eugène Lavoie Inc.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le vingt avril 1954.

L'Assistant-procureur général,
37280-o L. DÉSILETS.

(P.G. 10851-54)

**Fédération des Clubs de Yacht
du Québec**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit avril 1954, constituant en corporation sans capital-actions: René Beaudry, marchand, Paul Pauzé, manufacturier, et Victor Cardin, agent, tous de Sorel, district judiciaire de Richelieu, pour les objets suivants:

Développer et encourager le sport du yachting dans la province de Québec au point de vue sportif et touristique, sous le nom de "Fédération des Clubs de Yacht du Québec".

Le siège social de la corporation sera à 1, rue St-Pierre, Sorel, district judiciaire de Richelieu.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-huit avril 1954.

L'Assistant-procureur général,
37280-o L. DÉSILETS.

(P. G. 10825-54)

Frigon & Bouvier Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze avril 1954, constituant en corporation: Edouard Frigon, technicien, Jeanne d'Arc Frigon, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Edouard Frigon et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, tous deux de Tracy, et Roger Bouvier, garagiste, de Sorel, tous du district judiciaire de Richelieu, pour les objets suivants:

To operate as electricians, workmen in electricity and electronics, in radio, radar and in communications and to manufacture and deal in machines, electrical appliances and electronics, under the name of "Electrical Consulting, Estimating and Drafting Company Limited", with a total capital stock, of \$10,000, divided into 100 shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of April, 1954.

L. DÉSILETS,
37280 Deputy Attorney General.

(A.G. 11045-54)

Eugène Lavoie Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of April 1954, incorporating: Yves Royer, Pierre Bienjonetti, both advocates, and Robert Lavoie, insurance agent, all of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as brokers, insurance agents and adjusters, under the name of "Eugène Lavoie Inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of April 1954.

L. DÉSILETS,
37280 Deputy Attorney General.

(A.G. 10851-54)

**Fédération des Clubs de Yacht
du Québec**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of April, 1954, to incorporate as a corporation without share capital: René Beaudry, merchant, Paul Pauzé, manufacturer, and Victor Cardin, agent, all of Sorel, judicial district of Richelieu, for the following purposes:

To develop and encourage the sport of yachting in the Province of Quebec from a tourist and sporting point of view, under the name of "Fédération des Clubs de Yacht du Québec".

The head office of the corporation will be at 1, Peter Street, Sorel, judicial district of Richelieu.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of April, 1954.

L. DÉSILETS,
37280 Deputy Attorney General.

(A. G. 10825-54)

Frigon & Bouvier Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of April 1954, incorporating: Edouard Frigon, technician, Jeanne d'Arc Frigon, housewife, wife contractually separated as to property of the said Edouard Frigon and duly authorized by the latter for the purposes herein set forth, both of Tracy, and Roger Bouvier, garage-keeper, of Sorel, all of the judicial district of Richelieu, for the following purposes:

Exercer le commerce de garagiste et d'agent distributeur d'automobiles, sous le nom de "Frigon & Bouvier Ltée", avec un capital total de \$60,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Tracy, district judiciaire de Richelieu.

Daté du bureau du Procureur général le quatorze avril 1954.

L'Assistant-procureur général,
37280-o L. DÉSILETS.

(P. G. 10828-54)

Gauthier & Gauthier Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier mai 1954, constituant en corporation: Jean-P. Gauthier, agent d'assurances, de Montréal, Jean-Pierre Gatién, administrateur, de Saint-Lambert, et Lily Dulude, secrétaire, fille majeure, de Verdun, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme courtiers et agents d'assurances, entrepreneurs en construction et exercer le commerce d'immeubles, sous le nom de "Gauthier & Gauthier Inc.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Verdun, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le premier mai 1954.

L'Assistant-procureur général,
37280-o L. DÉSILETS.

(P.G. 11053-54)

Gerry Provost Enterprises Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six avril 1954, constituant en corporation: Jean-Paul Dansereau, Jean-Paul Grégoire, tous deux de Montréal, et Jean Vernier, de Verdun, tous avocats, du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'automobiles de course et de leurs accessoires, de tous objets et articles nécessaires à ce genre de commerce, ainsi que d'articles de sport en général, sous le nom de "Gerry Provost Enterprises Inc.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 1,000 actions d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Victoriaville, district judiciaire d'Arthabaska.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-six avril 1954.

L'Assistant-procureur général,
37280-o L. DÉSILETS.

(P.G. 11087-54)

Gilles Gagnon Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit avril 1954, constituant en corporation: Gilles Gagnon, entrepreneur, Jeanne d'Arc Fournier Gagnon, ménagère, épouse séparée de biens dudit Gilles Gagnon et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, et Claude

To carry on the business of garage-keeper and automobile distributing agent, under the name of "Frigon & Bouvier Ltée", with a total capital stock of \$60,000, divided into 400 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Tracy, judicial district of Richelieu.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of April 1954.

L. DÉSILETS,
37280 Deputy Attorney General.

(A. G. 10828-54)

Gauthier & Gauthier Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of May, 1954, incorporating: Jean P. Gauthier, insurance agent, of Montreal, Jean-Pierre Gatién, administrator, of Saint-Lambert, and Lily Dulude, secretary, spinster, of Verdun, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To operate as brokers and insurance agents, building contractors, and to deal in immovables, under the name of "Gauthier & Gauthier Inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 200 common shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Verdun, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this first day of May, 1954.

L. DÉSILETS,
37280 Deputy Attorney General.

(A.G. 11053-54)

Gerry Provost Enterprises Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of April, 1954, incorporating: Jean-Paul Dansereau, Jean-Paul Grégoire, both of Montreal, and Jean Vernier, of Verdun, all advocates, of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in racing automobiles and all their accessories, in any object and article necessary to this sort of business, as well as sporting articles in general, under the name of "Gerry Provost Enterprises Inc.", with a total capital stock of \$10,000 divided into 1,000 shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Victoriaville, judicial district of Arthabaska.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of April, 1954.

L. DÉSILETS,
37280 Deputy Attorney General.

(A.G. 11087-54)

Gilles Gagnon Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eight day of April, 1954, incorporating: Gilles Gagnon, contractor, Jeanne d'Arc Fournier Gagnon, housewife, wife separate as to property of the said Gilles Gagnon and duly authorized by the latter for the purposes hereof, and Claude Gagnon,

Gagnon, ingénieur-forestier, tous de Dolbeau, district judiciaire de Roberval, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs généraux et constructeurs, sous le nom de "Gilles Gagnon Limitée", avec un capital total de \$50,000, divisé en 250 actions communes de \$100 chacune et en 2,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-huit avril 1954.

L'Assistant-procureur général,
37280-o L. DÉSILETS.

(P. G. 10808-54)

Granby Speedway Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept avril 1954, constituant en corporation: Nelson H. Dunn, agent d'assurance, Dame Hélène Delaney, ménagère, épouse dudit Nelson H. Dunn et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, et Eddy Dutilly, entrepreneur, tous de Granby, district judiciaire de Bedford, pour les objets suivants:

Agir comme organisateurs de courses, sous le nom de "Granby Speedway Company Limited", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 123, rue Cowie, Granby, district judiciaire de Bedford.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-sept avril 1954.

L'Assistant-procureur général,
37280-o L. DÉSILETS.

(P. G. 11065-54)

Harmony Homes Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six avril 1954, constituant en corporation: Philip Fischel Vineberg, avocat, de Westmount, Yvonne Bélanger et Roma Connolly, toutes deux secrétaires, filles majeures, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles, sous le nom de "Harmony Homes Inc.", avec un capital divisé en 1,000 actions ordinaires sans valeur au pair ou nominale et en 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-six avril 1954.

L'Assistant-procureur général,
37280-o L. DÉSILETS.

(P.G. 11084-54)

Hoffman Upholstering (Canada) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux avril 1954, constituant en corporation: Jack Rudner, Joseph Mendelson, tous deux avocats, et Celia Cohen, secrétaire, fille majeure, tous de la cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

forestry-engineer, all of Dolbeau, judicial district of Roberval, for the following purposes:

To carry on the business of general contractors and builders, under the name of "Gilles Gagnon Limitée", with a total capital stock of \$50,000 divided into 250 common shares of \$100 each and into 2,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eight day of April, 1954.

L. DÉSILETS,
37280-o Deputy Attorney General.

(A. G. 10808-54)

Granby Speedway Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of April, 1954, incorporating: Nelson H. Dunn, insurance agent, Dame Hélène Delaney, housewife, wife of the said Nelson H. Dunn and duly authorized by the latter for the purposes hereof, and Eddy Dutilly, contractor, all of Granby, judicial district of Bedford, for the following purposes:

To operate as organizers for races, under the name of "Granby Speedway Company Limited", with a total capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 123 Cowie Street, Granby, judicial district of Bedford.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of April, 1954.

L. DÉSILETS,
37280 Deputy Attorney General.

(A. G. 11065-54)

Harmony Homes Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of April, 1954, incorporating: Philip Fischel Vineberg, advocate of Westmount, Yvonne Bélanger, and Roma Connolly, both secretaries, spinsters, of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in real estate, under the name of "Harmony Homes Inc.", with a capital stock divided into 1,000 common shares of no par or nominal value and into 3,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of April, 1954.

L. DÉSILETS,
37280 Deputy Attorney General.

(A.G. 11084-54)

Hoffman Upholstering (Canada) Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of April, 1954, incorporating: Jack Rudner, Joseph Mendelson, both advocates, and Celia Cohen, secretary, spinster, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

Manufacturer, réparer et exercer le commerce de meubles et de matériels de rembourrage, sous le nom de "Hoffman Upholstering (Canada) Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-deux avril 1954.

L'Assistant-procureur général,
37280-o L. DÉSILETS.

(P.G. 11075-54)

H.-Paul Chevalier Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six avril 1954, constituant en corporation: Henri-Paul Chevalier, agent-distributeur, Madeleine Maurais, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Henri-Paul Chevalier, et Suzanne Chevalier, secrétaire, célibataire, tous de Shawinigan Falls, district judiciaire des Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Exercer le commerce en gros ou en détail de la bière, ainsi que toutes les autres marchandises se rattachant au commerce ou à l'industrie de la compagnie, sous le nom de "H.-Paul Chevalier Inc.", avec un capital total de \$60,000, divisé en 400 actions communes de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Shawinigan-Falls, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-six avril 1954.

L'Assistant-procureur général,
37280-o L. DÉSILETS.

(P. G. 11194-54)

**Huddersfield Uranium & Minerals Ltd
(No Personal Liability)**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit mai 1954, constituant en corporation: Gaston Pouliot, avocat, Andrée Bourdon, sténographe, fille majeure, tous deux des cité et district judiciaire de Montréal, et Richard Lafontaine, avocat, de Valleyfield, district judiciaire de Beauharnois, pour les objets suivants:

Faire des recherches et des explorations pour découvrir des mines et minerais, et les négocier, sous le nom de "Huddersfield Uranium & Minerals Ltd." (No Personal Liability), avec un capital total de \$5,000,000, divisé en 5,000,000 d'actions de \$1 chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité au delà du montant du prix qu'ils auront payé ou convenu de payer à la compagnie pour leurs actions.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le huit mai 1954.

L'Assistant-procureur général,
37280-o L. DÉSILETS.

(P. G. 10880-54)

International Flooring Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

To manufacture, repair and deal in furniture and upholstering materials, under the name of "Hoffman Upholstering (Canada) Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of April, 1954.

L. DÉSILETS,
37280 Deputy Attorney General.

(A.G. 11075-54)

H.-Paul Chevalier Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of April 1954, incorporating: Henri Paul Chevalier, distributing agent, Madeleine Maurais, housewife, wife contractually separated as to property of Henri Paul Chevalier, and Suzanne Chevalier, secretary, spinster, all of Shawinigan Falls, judicial district of Trois Rivières, for the following purposes:

To carry on the business of wholesaling or retailing beer, as well as all other merchandise connected therewith, or with the company's business, under the name of "H.-Paul Chevalier Inc.", with a total capital stock of \$60,000, divided into 400 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Shawinigan Falls, judicial district of Trois Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of April 1954.

L. DÉSILETS,
37280 Deputy Attorney General.

(A. G. 11194-54)

**Huddersfield Uranium & Minerals Ltd
(No Personal Liability)**

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec bearing date the eighth day of May, 1954, incorporating: Gaston Pouliot, advocate, Andrée Bourdon, stenographer, spinster, both of the city and judicial district of Montreal, and Richard Lafontaine, advocate, of Valleyfield, judicial district of Beauharnois, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals and deal with same, under the name of "Huddersfield Uranium & Minerals Ltd" (No Personal Liability), with a total capital stock of \$5,000,000, divided into 5,000,000 shares of \$1 each.

The shareholders of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of May, 1954.

L. DÉSILETS,
37280 Deputy Attorney General.

(A. G. 10880-54)

International Flooring Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have

été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux avril 1954, constituant en corporation: Gérard David, vendeur, Claire Pellerin David, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Gérard David, et Yvon David, mécanicien, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce, l'exploitation et l'industrie du bois et agir comme agent d'immeubles et entrepreneurs généraux, sous le nom de "International Flooring Company Limited", avec un capital total de \$20,000, divisé en 400 actions de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-deux avril 1954.

L'Assistant-procureur général,
37280-o L. DÉSILETS.

(P.G. 10981-54)

I. Shaffran Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du quinze avril 1954, constituant en corporation: Israël Shaffran, marchand, Jack Gerald Krasnick, Norman Shaffran, tous deux gérants, Harry Shaffran, agent des achats, tous de Montréal, et William Frank, expéditeur, de Ville Saint-Laurent, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce d'épicerie, sous le nom de "I. Shaffran Limited", avec un capital total de \$150,000, divisé en 7,500 actions ordinaires de \$10 chacune et en 750 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le quinze avril 1954.

L'Assistant-procureur général,
37280-o L. DÉSILETS.

(P.G. 11050-54)

J. Babb Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six avril 1954, constituant en corporation: Max S. Kaufman, avocat, de Westmount, Joseph Roy Hoffman, avocat, de Montréal, et Leonore Gloven, secrétaire, fille majeure, d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme plombiers, constructeurs et entrepreneurs généraux sous le nom de "J. Babb Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-six avril 1954.

L'Assistant-procureur général,
37280-o L. DÉSILETS.

(P. G. 11029-54)

J. B. Todd & Company, Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la

Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of April 1954, incorporating: Gérard David, salesman, Claire Pellerin David, housewife, wife contractually separate as to property of the said Gérard David, and Yvon David, mechanic, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in, develop and carry on the lumber business, and act as real estate agent and general contractors, under the name of "International Flooring Company Limited", with a total capital stock of \$20,000, divided into 400 shares of \$50 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of April 1954.

L. DÉSILETS,
37280 Deputy Attorney General.

(A.G. 10981-54)

I. Shaffran Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of April, 1954, incorporating: Israël Shaffran, merchant, Jack Gerald Krasnick, Norman Shaffran, both managers, Harry Shaffran, purchasing agent, all of Montreal, and William Frank, shipper, of Ville Saint-Laurent, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in groceries, under the name of "I. Shaffran Limited", with a total capital stock of \$150,000, divided into 7,500 common shares of \$10 each, and into 750 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of April, 1954.

L. DÉSILETS,
37280 Deputy Attorney General.

(A.G. 11050-54)

J. Babb Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of April, 1954, incorporating: Max S. Kaufman, advocate, of Westmount, Joseph Roy Hoffman, advocate, of Montreal, and Leonore Gloven, secretary, spinster of Outremont, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To operate as plumbers, builders, and general contractors, under the name of "J. Babb Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each and into 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of April, 1954.

L. DÉSILETS,
37280 Deputy Attorney General.

(A. G. 11029-54)

J. B. Todd & Company, Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the

province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois avril 1954, constituant en corporation: Ernest William Mockridge, gérant, Charles Eric Humphrey et Guy Ambrose Miller, tous deux teneurs de livres, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de produits alimentaires, de marchandise à la verge, de machinerie, de quincaillerie, de bijouterie, d'instruments de musique, de marchandises et accessoires électriques, de meubles et de vêtements, sous le nom de "J. B. Todd & Company, Limited", avec un capital divisé en 100 actions ordinaires sans valeur au pair ou nominale et en 395 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-trois avril 1954.

L'Assistant-procureur général,
37280-o L. DÉSILETS.

(P. G. 10225-54)

J.-M. Simard, Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit avril 1954, constituant en corporation: J.-Montcalm Simard, industriel, Paul Cossette, commis de garage, Madame Cécile Cossette Simard, ménagère, épouse dudit J.-Montcalm Simard, tous de Rivière Bleue, district judiciaire de Kamouraska, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes, sous le nom de "J.-M. Simard, Ltée", avec un capital total de \$100,000, divisé en 1,000 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Rivière Bleue, district judiciaire de Kamouraska.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-huit avril 1954.

L'Assistant-procureur général,
37280-o L. DÉSILETS.

(P.G. 10924-54)

Kastner's Ltd. (1954)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept avril 1954, constituant en corporation: Herbert Hoffman, Meyer Rosenblatt, tous deux marchands, de Montréal, et Gail Kastner, fille majeure, d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de vêtements, sous le nom de "Kastner's Ltd. (1954)", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Shawinigan-Falls, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-sept avril 1954.

L'Assistant-procureur général,
37280-o L. DÉSILETS.

(P.G. 11073-54)

La Belle Furniture Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of April, 1954, incorporating: Ernest William Mockridge, manager, Charles Eric Humphrey and Guy Ambrose Miller, both book-keepers, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in food products, goods by the yard, machinery, hardware, jewelry, musical instruments, merchandise and electrical appliances, furniture and wearing apparel, under the name of "J. B. Todd & Company Limited", with a capital divided into 100 common shares without nominal or par value, and 395 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of April, 1954.

L. DÉSILETS,
37280 Deputy Attorney General.

(A. G. 10225-54)

J.-M. Simard, Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of April, 1954, incorporating: J. Montcalm Simard, industrialist, Paul Cossette, garage clerk, Madame Cécile Cossette Simard, housewife, wife of the said J. Montcalm Simard, all of Rivière Bleue, judicial district of Kamouraska, for the following purposes:

To operate as garage-keepers, under the name of "J.-M. Simard, Ltée", with a total capital of \$100,000, divided into 1,000 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Rivière Bleue, judicial district of Kamouraska.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of April, 1954.

L. DÉSILETS,
37280 Deputy Attorney General.

(A.G. 10924-54)

Kastner's Ltd. (1954)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of April, 1954, incorporating Herbert Hoffman, Mayer Rosenblatt, both merchants, of Montreal, and Gail Kastner, spinster of Outremont, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in clothings, under the name of "Kastner's Ltd. (1954)", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Shawinigan-Falls, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of April, 1954.

L. DÉSILETS,
37280 Deputy Attorney General.

(A.G. 11073-54)

La Belle Furniture Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been

été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt avril 1954, constituant en corporation: Louis Dormoy, des cité et district judiciaire de Québec, Harry Dorfman et Louis Ram, tous deux des cité et district judiciaire de Montréal, tous marchands, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de meubles et d'appareils électriques, sous le nom de "La Belle Furniture Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le vingt avril 1954.

L'Assistant-procureur général,
37280-o L. DÉSILETS.

(P. G. 10779-54)

**L'Aide à l'Éducation du Collège
L'Assomption Incorporé**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit avril 1954, constituant en corporation sans capital-actions: Frère Jean Félix (né Raoul Gagnon), directeur, Jean Duval, prêtre-curé, Victor Cloutier, médecin, Gédéon Gilbert, entrepreneur, Henri Quirion, contremaitre, Frère Jos. Lucien (né Louis-Philippe Poirier), instituteur, et Victor Rodrigue, agent d'assurance, tous de Ville Saint-Georges, district judiciaire de Beauce, pour les objets suivants:

Promouvoir et aider la cause de l'instruction et de l'éducation technique, universitaire et religieuse, sous le nom de "L'Aide à l'Éducation du Collège L'Assomption Incorporé".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$150,000.

Le siège social de la compagnie sera à Ville Saint-Georges, district judiciaire de Beauce.

Daté du bureau du Procureur général le huit avril 1954.

L'Assistant-procureur général,
37280-o L. DÉSILETS.

(P. G. 10887-54)

**Laprairie Insurance Agencies Ltd
Les Agences d'Assurance de Laprairie Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatre avril 1954, constituant en corporation: Maurice Riel, de Laprairie, Jean Geoffrion, d'Outremont, tous deux du district judiciaire de Montréal, et Lomer Gouin, de Sainte-Adèle, district judiciaire de Terrebonne, tous avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme courtiers, ajusteurs et agents d'assurances, sous le nom de "Laprairie Insurance Agencies Ltd" "Les Agences d'Assurance de Laprairie Ltée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Laprairie, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-quatre avril 1954.

L'Assistant-procureur général,
37280-o L. DÉSILETS.

issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of April, 1954, incorporating: Louis Dormoy, of the city and judicial district of Quebec, Harry Dorfman and Louis Ram, both of the city and judicial district of Montreal, all merchants, for the following purposes:

To deal in furniture and electrical appliances, under the name of "La Belle Furniture Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Date at the office of the Attorney General, this twentieth day of April, 1954.

L. DÉSILETS,
37280 Deputy Attorney General.

(A. G. 10779-54)

**L'Aide à l'Éducation du Collège
L'Assomption Incorporé**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of April, 1954, to incorporate as a corporation without share capital: Brother Félix (né Raoul Gagnon), Director, Jean Duval, priest-pastor, Victor Cloutier, physician, Gédéon Gilbert, contractor, Henri Quirion, foreman, Brother Jos. Lucien (né Louis-Philippe Poirier), Teacher and Victor Rodrigue, Insurance Agent, all of Ville Saint-Georges, judicial district of Beauce, for the following purposes:

To promote and assist the cause of university and religious teaching and technical education, under the name of "L'Aide à l'Éducation du Collège L'Assomption Incorporé".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$150,000.

The head office of the corporation will be at Ville Saint-Georges, judicial district of Beauce.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of April, 1954.

L. DÉSILETS,
37280 Deputy Attorney General.

(A. G. 10887-54)

**Laprairie Insurance Agencies Ltd
Les Agences d'Assurance de Laprairie Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of April, 1954, incorporating: Maurice Riel, of Laprairie, Jean Geoffrion, of Outremont, both of the judicial district of Montreal, and Lomer Gouin, of Saint Adèle, judicial district of Terrebonne, all advocates, for the following purposes:

To carry on business as brokers, insurance agents and adjusters, under the name of "Laprairie Insurance Agencies Ltd" "Les Agences d'Assurance de Laprairie Ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 40,000 shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Laprairie, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of April 1954.

L. DÉSILETS,
37280 Deputy Attorney General.

(P. G. 11012-54)

La Société des Éditions Le Réveil Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq mai 1954, constituant en corporation: Madame Veuve P. Oscar Côté, rentière, Adrienne Bouchard, secrétaire, toutes deux de Québec, et Paul-André Fournier, pédagogue, de Ste-Foy, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de l'imprimerie, sous le nom de "La Société des Éditions Le Réveil Limitée", avec un capital divisé en 100 actions sans valeur au pair ou nominale et en 1,000 actions privilégiées de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le cinq mai 1954.

L'Assistant-procureur général,
37280-o L. DÉSILETS.

(A. G. 11012-54)

La Société des Éditions Le Réveil Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of May, 1954, incorporating: Mrs. (Widow) P. Oscar Côté, annuitant, Adrienne Bouchard, secretary, both of Quebec, and Paul-André Fournier, pedagogue, of Ste-Foy, all of the judicial district of Quebec, for the following purposes:

To operate as a printer under the name of "La Société des Éditions Le Réveil Limitée", with a total capital stock divided into 100 shares of no par or nominal value and into 1,000 preferred shares of \$50 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of May, 1954.

L. DÉSILETS,
37280 Deputy Attorney General.

(P. G. 11070-54)

Les Publications Excel Ltée.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six avril 1954, constituant en corporation: Louis-Philippe Guay, Alexander Biega, tous deux avocats, et Claire Laferrière, secrétaire, fille majeure usant de ses droits, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de l'imprimerie et de la publication, sous le nom de "Les Publications Excel Ltée", avec un capital total de \$19,900, divisé en 500 actions ordinaires de \$10 chacune et en 14,900 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-six avril 1954.

L'Assistant-procureur général,
37280-o L. DÉSILETS.

(A. G. 11070-54)

Les Publications Excel Ltée.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of April, 1954, incorporating: Louis-Philippe Guay, Alexander Biega, both advocates, and Claire Laferrière, secretary, spinster, in use of her rights, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of printing and publishing, under the name of "Les Publications Excel Ltée", with a total capital stock of \$19,900, divided into 500 common shares of \$10 each, and into 14,900 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of April, 1954.

L. DÉSILETS,
37280 Deputy Attorney General.

(P.G. 10927-54)

Mark-Craft Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six avril 1954, constituant en corporation: Jean-Paul Dansereau, Raymond Daoust, tous deux de Montréal, et Jean Vernier, de Verdun, tous avocats, du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce d'objets mobiliers communément appelés "Nouveautés", d'ameublement et de mobiliers de maisons et accessoires, d'appareils de radio et de télévision, sous le nom de "Mark-Craft Co. Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-six avril 1954.

L'Assistant-procureur général,
37280-o L. DÉSILETS.

(A.G. 10927-54)

Mark-Craft Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of April, 1954, incorporating: Jean-Paul Dansereau, Raymond Daoust, both of Montreal, and Jean Vernier, of Verdun, all advocates, of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in household objects generally called "Novelties", furniture and household furnishings and accessories, radio and television sets, under the name of "Mark-Craft Co. Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of April, 1954.

L. DÉSILETS,
37280 Deputy Attorney General.

(P.G. 11021-54)

Maureen's Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six avril 1954, constituant en corporation: Michael Ettinger, comptable, Baruch Pollack, étudiant et Raymonde Doyle, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de vêtements, sous le nom de "Maureen's Ltd.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 50 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 150 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-six avril 1954.

L'Assistant-procureur général,

37280-o L. DÉSILETS.

(A.G. 11021-54)

Maureen's Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of April, 1954, incorporating: Michael Ettinger, accountant, Baruch Pollack, student, and Raymonde Doyle, spinster, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in wearing apparel, under the name of "Maureen's Ltd.", with a total capital of \$20,000, divided into 50 common shares of a par value of \$100 each and 150 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of April 1954.

L. DÉSILETS,

37280 Deputy Attorney General.

(P.G. 11086-54)

Mayfield Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un avril 1954, constituant en corporation: Jack Rudner, Joseph Mendelson, tous deux avocats, et Celia Cohen, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux et constructeurs, sous le nom de "Mayfield Construction Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt et un avril 1954.

L'Assistant-procureur général,

37280-o L. DÉSILETS.

(A.G. 11086-54)

Mayfield Construction Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of April 1954, incorporating: Jack Rudner, Joseph Mendelson, both advocates, and Celia Cohen, secretary, fille majeure, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as general contractors and builders, under the name of "Mayfield Construction Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of April 1954.

L. DÉSILETS,

37280 Deputy Attorney General.

(P.G. 11000-54)

McKay Street Interests Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit avril 1954, constituant en corporation: Louis H. Rohrlück, c.r., avocat, Amy Haubenstock et Thelma Goldstein, toutes deux secrétaires, filles majeures, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles, sous le nom de "McKay Street Interests Ltd.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 10 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 90 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-huit avril 1954.

L'Assistant-procureur général,

37280-o L. DÉSILETS.

(A.G. 11000-54)

McKay Street Interests Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of April 1954, incorporating: Louis H. Rohrlück, Q.C., advocate, Amy Haubenstock and Thelma Goldstein, both secretaries, filles majeures, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in furniture, under the name of "McKay Street Interests Ltd.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 10 common shares of a par value of \$100 each and 90 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of April 1954.

L. DÉSILETS,

37280 Deputy Attorney General.

(P.G. 10676-54)

Mid-Century Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six avril 1954, constituant en corporation: Roland-Gérard Lefrançois, Charles-Édouard Bertrand, tous deux avocats, et Denise Bastien, secrétaire, fille majeure, usant de ses droits, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneur général, constructeur et couvreur, sous le nom de "Mid-Century Construction Inc.", avec un capital divisé en 1,000 actions sans valeur au pair ou nominale et en 350 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-six avril 1954.

L'Assistant-procureur général,
37280-o L. DÉSILETS.

(A.G. 10676-54)

Mid-Century Construction Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of April, 1954, incorporating: Roland-Gérard Lefrançois, Charles-Édouard Bertrand, both advocates, and Denise Bastien, secretary, spinster, in use of her rights, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of general contractor, builder and roofer, under the name of "Mid-Century Construction Inc.", with a capital stock divided into 1,000 shares of no par or nominal value and into 350 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of April, 1954.

L. DÉSILETS,
37280 Deputy Attorney General.

(P.G. 10775-54)

**Nyco Uniforms Ltd
Les Uniformes Nyco Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept mars 1954, constituant en corporation: Edward I. Auerback, Edmund Gordon, tous deux avocats, Madeline Ferguson, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, et Cecil L. Roberts, gérant général, de Lachine, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de vêtements, sous le nom de "Nyco Uniforms Ltd" — "Les Uniformes Nyco Ltée", avec un capital total de \$200,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 1,900 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-sept mars 1954.

L'Assistant-procureur général,
37280-o L. DÉSILETS.

(A.G. 10775-54)

**Nyco Uniforms Ltd
Les Uniformes Nyco Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of March, 1954, incorporating: Edward I. Auerback, Edmund Gordon, both advocates, Madeline Ferguson, secretary, spinster, all of Montreal, and Cecil L. Roberts, general manager, of Lachine, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in wearing apparel, under the name of "Nyco Uniforms Ltd" — "Les Uniformes Nyco Ltée", with a total capital stock of \$200,000, divided into 100 common shares of a par value of \$100 each and 1,900 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of March, 1954.

L. DÉSILETS,
37280 Deputy Attorney General.

(P.G. 11125-54)

Oakdale Investment Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du premier mai 1954, constituant en corporation: Samuel Chait, Harry L. Aronovitch, Abraham M. Klein, avocat, et Lucienne Lefrançois, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille et de placement, sous le nom de "Oakdale Investment Corporation", avec un capital divisé en 2,000 actions ordinaires sans valeur au pair et en 1,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le premier mai 1954.

L'Assistant-procureur général,
37280-o L. DÉSILETS.

(A.G. 11125-54)

Oakdale Investment Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of May 1954, incorporating: Samuel Chait, Harry L. Aronovitch, Abraham M. Klein, advocates, and Lucienne Lefrançois, secretary, fille majeure, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a holding and investment company, under the name of "Oakdale Investment Corporation", with a capital stock divided into 2,000 common shares without par value and 1,000 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of May, 1954.

L. DÉSILETS,
37280 Deputy Attorney General.

(P.G. 11023-54)

Perfect Brush Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze avril 1954, constituant en corporation: Irwin A. Frankel, Louis M. Benjamin, tous deux avocats, et Sadie Gersovitz, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de brosses, peaux, cuirs et autres produits semblables, sous le nom de "Perfect Brush Inc.", avec un capital total de \$100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 900 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sainte-Martine, district judiciaire de Beauharnois.

Daté du bureau du Procureur général le quinze avril 1954.

L'Assistant-procureur général,
37280-o L. DÉSILETS.

(A.G. 11023-54)

Perfect Brush Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of April, 1954, incorporating: Irwin A. Frankel, Louis M. Benjamin, both advocates, and Sadie Gersovitz, secretary, spinster, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in brushes, hides, leathers and other similar products, under the name of "Perfect Brush Inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and into 900 preferred shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Sainte-Martine, judicial district of Beauharnois.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of April, 1954.

L. DÉSILETS,
37280 Deputy Attorney General.

(P.G. 10939-54)

Planned Insurance Services Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatre avril 1954, constituant en corporation: Moses Moscovitch, Ben Schechter, Reuben Spector, tous avocats, et Margaret McMartin, commis fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme courtiers et agents d'assurances, sous le nom de "Planned Insurance Services Inc.", avec un capital total de \$40,000 divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et en 400 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 5616, Avenue Park, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-quatre avril 1954.

L'Assistant-procureur général,
37280-o L. DÉSILETS.

(A.G. 10939-54)

Planned Insurance Services Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of April, 1954, incorporating: Moses Moscovitch, Ben Schechter, Reuben Spector, all advocates, and Margaret McMartin, clerk, spinster, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as brokers and insurance agents, under the name of "Planned Insurance Services Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of a par value of \$10 each and into 400 preferred shares of a par value of \$50 each.

The head office of the Company will be at 5616 Park Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-fourth day of April, 1954.

L. DÉSILETS,
37280 Deputy Attorney General.

(P.G. 11078-54)

Quality Offset Plates Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six avril 1954, constituant en corporation: Louis H. Rohrlück, c.r., avocat, Gertrude Litner et Amy Haubenstock, toutes deux secrétaires, filles majeures, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme lithographes, imprimeurs et éditeurs, sous le nom de "Quality Offset Plates Inc.", avec un capital total de \$15,000, divisé en 50 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 100 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-six avril 1954.

L'Assistant-procureur général,
37280-o L. DÉSILETS.

(A.G. 11078-54)

Quality Offset Plates Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of April, 1954, incorporating: Louis H. Rohrlück, Q.C., advocate, Gertrude Litner and Amy Haubenstock, both secretaries, spinsters, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To operate as lithographers, printers and editors, under the name of "Quality Offset Plates Inc.", with a total capital stock of \$15,000 divided into 50 common shares of a par value of \$100 each and into 100 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of April, 1954.

L. DÉSILETS,
37280 Deputy Attorney General.

(P.G. 11089-54)

Raby & Frère Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six avril 1954, constituant en corporation: Jean-Marc Raby, Gaston Raby, tous deux marchands, Irène Raby, ménagère, épouse séparée de biens dudit Jean-Marc Raby, et Thérèse Raby, ménagère, épouse séparée de biens dudit Gaston Raby, ces deux dernières dûment autorisées par leurs maris aux fins des présentes, tous de Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de meubles et de gaz propane, sous le nom de "Raby & Frère Ltée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-six avril 1954.

L'Assistant-procureur général,
37280-o L. DÉSILETS.

(A.G. 11089-54)

Raby & Frère Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of April, 1954, incorporating: Jean-Marc Raby, Gaston Raby, both merchants, Irène Raby, housekeeper, wife separate as to property of the said Jean-Marc Raby, and Thérèse Raby, housewife, wife separate as to property of the said Gaston Raby, the latter two duly authorized by their husbands for the purposes hereof, all of Sherbrooke, judicial district of St. Francis, for the following purposes:

To deal in furniture and propane gas, under the name of "Raby & Frère Ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Sherbrooke, judicial district of Saint-François.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of April 1954.

L. DÉSILETS,
37280 Deputy Attorney General.

(P.G. 11027-54)

Rapid Lumber & Manufacturing Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six avril 1954, constituant en corporation: Paul-H. de Grammont, vendeur, de Rosemont, Léon Fournier, fabricant, et Sylvia Ivanski, ménagère, épouse séparée de biens de William Ivanski, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce du bois et faire affaires comme entrepreneurs généraux, sous le nom de "Rapid Lumber & Manufacturing Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 300 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 100 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-six avril 1954.

L'Assistant-procureur général,
37280-o L. DÉSILETS.

(A.G. 11027-54)

Rapid Lumber & Manufacturing Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of April 1954, incorporating: Paul H. de Grammont, salesman, of Rosemont, Léon Fournier, manufacturer, and Sylvia Ivanski, housewife, wife separate as to property of William Ivanski, of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in wood and to operate as general contractors, under the name of "Rapid Lumber & Manufacturing Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 300 common shares of a par value of \$100 each and into 100 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of April, 1954.

L. DÉSILETS,
37280 Deputy Attorney General.

(P.G. 10761-54)

Robert Dessureault Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq avril 1954, constituant en corporation: Ronaldo Raboin, notaire, André-P. Casgrain, avocat, et Françoise Guévin, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Rimouski, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce général de fournitures de maison, de bureau, et d'appareils électriques et accessoires électriques et électroniques, sous le nom de "Robert Dessureault Ltée", avec un capital total de \$75,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 250 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Rimouski, district judiciaire de Rimouski.

(A.G. 10761-54)

Robert Dessureault Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of April, 1954, incorporating: Ronaldo Raboin, notary, André P. Casgrain, advocate, and Françoise Guévin, secretary, all of the city and judicial district of Rimouski, for the following purposes:

To manufacture and deal generally in house and office furnishings, in electrical and electronic appliances and accessories, under the name of "Robert Dessureault Ltée", with a total capital stock of \$75,000, divided into 500 common shares of a par value of \$100 each and into 250 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Rimouski, judicial district of Rimouski.

Daté du bureau du Procureur général le cinq avril 1954.

L'Assistant-procureur général,
37280-o L. DÉSILETS.

(P.G. 11106-54)

St. Rémi Entreprises Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six avril 1954, constituant en corporation: Bernard Lefebvre, conseil en loi de la Reine, de Montréal, Louis Freedman, conseil en loi de la Reine, de Hampstead, et Gabriel Houde, avocat, de Montréal-Sud, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs généraux, constructeurs et excavateurs, sous le nom de "St. Rémi Entreprises Limitée", avec un capital total de \$100,000, divisé en 800 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Rémi, district judiciaire d'Iberville.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-six avril 1954.

L'Assistant-procureur général,
37280-o L. DÉSILETS.

(P.G. 10973-54)

The Canadian Luggage Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit avril 1954, constituant en corporation: Alex Gross, Simon Rosenkrantz, tous deux marchands, Helena Freundlich, ménagère, épouse séparée de biens dudit Alex Gross, Reisel Goldman, ménagère, épouse séparée de biens dudit Simon Rosenkrantz, ces deux dernières dûment autorisées par leurs maris aux fins des présentes, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce d'articles et accessoires de voyage, sous le nom de "The Canadian Luggage Co. Ltd.", avec un capital total de \$25,000, divisé en 130 actions ordinaires de \$100 chacune et en 120 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-huit avril 1954.

L'Assistant-procureur général,
37280-o L. DÉSILETS.

(P.G. 11269-54)

Tunnel Champlain Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze mai 1954, constituant en corporation: Florian Desjardins, Louis Durand, tous deux commis, et Gertrude Gravel, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux et constructeurs, sous le nom de "Tunnel Champlain Inc.", avec un capital divisé en 5,000 actions ordinaires sans valeur au pair ou nominale.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of April, 1954.

L. DÉSILETS,
37280 Deputy Attorney General.

(A.G. 11106-54)

St. Rémi Entreprises Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of April, 1954, incorporating: Bernard Lefebvre, Queen's Council, of Montreal, Louis Freedman, Queen's Council, of Hampstead, and Gabriel Houde, advocate, of Montreal-South, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of general contractors, builders, excavators, under the name of "St. Rémi Entreprises Limitée", with a total capital stock of \$100,000, divided into 800 common shares of \$100 and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Saint-Rémi, judicial district of Iberville.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of April, 1954.

L. DÉSILETS,
37280 Deputy Attorney General.

(A.G. 10973-54)

The Canadian Luggage Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of April 1954, incorporating: Alex Gross, Simon Rosenkrantz, both merchants, Helena Freundlich, housewife, wife separate as to property of said Alex Gross, Reisel Goldman, housewife, wife separate as to property of said Simon Rosenkrantz, to two latter duly authorized by their husbands for the purposes herein set forth, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in travelling articles and accessories, under the name of "The Canadian Luggage Co. Ltd.", with a total capital stock of \$25,000, divided into 130 common shares of \$100 each and 120 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of April 1954.

L. DÉSILETS,
37280 Deputy Attorney General.

(A.G. 11269-54)

Tunnel Champlain Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of May 1954, incorporating: Florian Desjardins, Louis Durand, both clerks, and Gertrude Gravel, secretary, fille majeure, all of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as general contractors and builders, under the name of "Tunnel Champlain Inc.", with a capital stock divided into 5,000 common shares without nominal or par value.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le douze mai 1954.

L'Assistant-procureur général,
37280-o L. DÉSILETS.

(P.G. 10831-54)

Universal Land Development Co.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six mars 1954, constituant en corporation: Sydney Lazarovitz, François Veilleux, tous deux avocats, de Sillery, et Madeleine Bilodeau, secrétaire, fille majeure, de Québec, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Faire l'acquisition et exercer les entreprises de construction, réparations, amélioration et rénovation d'immeubles, sous le nom de "Universal Land Development Co.", avec un capital total de \$75,000, divisé en 750 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-six mars 1954.

L'Assistant-procureur général,
37280-o L. DÉSILETS.

(P.G. 10892-54)

Vitré Investment Co.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier mai 1954, constituant en corporation: Sydney Phillips, avocat, Rose-Marie Bourgoing et Tessey Frankel, toutes deux secrétaires, filles majeures, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles, sous le nom de "Vitré Investment Co.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et en 3,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 265, rue Vitré ouest Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur le premier mai 1954.

L'Assistant-procureur général,
37280-o L. DÉSILETS.

(P.G. 10938-54)

Well-Made Hosiery Mills Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier mai 1954, constituant en corporation: Alvin Mishkin, marchand, de Allentown, Pennsylvanie, U.S.A., Nathen Schachter et Seymour Turner, marchands, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de marchandises composées en tout ou en partie de soie, coton, fibres, laine, de bas et de vêtements de dessous, sous le nom de "Well-Made Hosiery Mills Limited", avec un capital total de \$59,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune et en 190 actions privilégiées de \$100 chacune.

The head office of the company will be at Quebec, Judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of May 1954.

L. DÉSILETS,
37280 Deputy Attorney General.

(A.G. 10831-54)

Universal Land Development Co.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of March, 1954, incorporating: Sydney Lazarovitz, François Veilleux, both advocates, of Sillery, and Madeleine Bilodeau, secretary, spinster, of Quebec, all of the judicial district of Quebec, for the following purposes:

To acquire building projects and real estate and to operate repairs, improvements and renovation of same, under the name of "Universal Land Development Co.", with a total capital stock of \$75,000, divided into 750 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of March, 1954.

L. DÉSILETS,
37280 Deputy Attorney General.

(A.G. 10892-54)

Vitré Investment Co.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of May 1954, incorporating: Sydney Phillips, advocate, Rose Marie Bourgoing and Tessey Frankel, both secretaries, spinsters, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in furniture, under the name of "Vitré Investment Co.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 500 common shares of a par value of \$10 each and 3,500 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at 265 Vitré Street, West, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of May 1954.

L. DÉSILETS,
37280 Deputy Attorney General.

(A.G. 10938-54)

Well-Made Hosiery Mills Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of May 1954, incorporating: Alvin Mishkin, merchant, of Allentown, Pennsylvania, U.S.A., Nathen Schachter and Seymour Turner, merchants, of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in merchandise made in whole or in part of silk, cotton, fibre, wool, as well as stockings and underwear, under the name of "Well-Made Hosiery Mills Limited", with a total capital stock of \$59,000, divided into 400 common shares of \$100 each and 190 preferred shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le premier mai 1954.

L'Assistant-procureur général,
37280-o L. DÉSILETS.

(P.G. 10763-54)

Whitney Uranium Mines Ltd.
(No Personal Liability)

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente et un mars 1954, constituant en corporation: Marcel Lajeunesse, Jean-Paul Cardinal, Jacques-P. Dansereau, tous trois avocats, de Montréal, Madeleine Pépin, de Rosemont, et Denise Jalbert, de Verdun, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire des recherches et des explorations pour découvrir des mines et minerais, et les négocier, sous le nom de "Whitney Uranium Mines Ltd." (No Personal Liability), avec un capital total de \$4,000,000, divisé en 4,000,000 d'actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité au delà du montant du prix qu'ils auront payé ou convenu de payer à la compagnie pour leurs actions.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le trente et un mars 1954.

L'Assistant-procureur général,
37280-o L. DÉSILETS.

(P.G. 11076-54)

Willie Dussault Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six avril 1954, constituant en corporation: Willie Dussault, entrepreneur en construction, Rodolphe Dussault, surintendant, et Marie Côté-Dussault, ménagère, épouse commune en biens dudit Willie Dussault, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, tous de Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs et constructeurs généraux, sous le nom de "Willie Dussault Limitée", avec un capital total de \$25,000, divisé en 250 actions d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-six avril 1954.

L'Assistant-procureur général,
37280-o L. DÉSILETS.

(P.G. 10929-54)

Yvon & Robert Construction Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatre avril 1954, constituant en corporation: Louis-Philippe Lauzon, Richard Lafontaine, tous deux avocats, et Raoul Lupien, notaire, tous de Salaberry de Valleyfield, district judiciaire de Beauharnois, pour les objets suivants:

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of May 1954.

L. DÉSILETS,
37280 Deputy Attorney General.

(A.G. 10763-54)

Whitney Uranium Mines Ltd.
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec bearing date the thirty-first day of March 1954, incorporating: Marcel Lajeunesse, Jean Paul Cardinal, Jacques P. Dansereau, all three advocates, of Montreal, Madeleine Pépin, of Rosemont, and Denise Jalbert, of Verdun, the two latter secretaries, filles majeures, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals and deal with same, under the name of "Whitney Uranium Mines Ltd." (No Personal Liability), with a total capital stock of \$4,000,000, divided into 4,000,000 common shares of a par value of \$1 each.

The shareholders of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of March 1954.

L. DÉSILETS,
37280 Deputy Attorney General.

(A.G. 11076-54)

Willie Dussault Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of April, 1954, incorporating: Willie Dussault, building contractor, Rodolphe Dussault, superintendent, and Marie Côté-Dussault, housewife, wife common as to property of the said Willie Dussault, and duly authorized by the latter for the purposes hereof, all of Sherbrooke, judicial district of Saint-François, for the following purposes:

To operate as general contractors and builders, under the name of "Willie Dussault Limitée", with a total capital stock of \$25,000, divided into 250 shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Sherbrooke, judicial district of Saint-François.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of April, 1954.

L. DÉSILETS,
37280 Deputy Attorney General.

(A.G. 10929-54)

Yvon & Robert Construction Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of April, 1954, incorporating: Louis-Philippe Lauzon, Richard Lafontaine, both advocates, and Raoul Lupien, notary, all of Salaberry de Valleyfield, judicial district of Beauharnois, for the following purposes:

Manufacturer et exercer le commerce général de matériaux de construction et de ferronnerie; agir comme constructeurs et entrepreneurs généraux et exercer le commerce d'immeubles, sous le nom de "Yvon & Robert Construction Limitée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,500 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Salaberry-de-Valleyfield, district judiciaire de Beauharnois.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-quatre avril 1954.

L'Assistant-procureur général,
37280-o L. DÉSILETS.

To manufacture and deal generally in building materials and ironware; to operate as general contractors and deal in the real estate business, under the name of "Yvon & Robert Construction Limitée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,500 common shares of \$10 each and into 2,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Salaberry-de-Valleyfield, judicial district of Beauharnois.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of April, 1954.

L. DÉSILETS,
37280 Deputy Attorney General.

Lettres patentes supplémentaires

(P.G. 10486-54)

**Armitage Tire Ltd.
Armitage Tire Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt et un avril 1954, à la compagnie "Armitage Tire Ltd.—Armitage Tire Ltée", augmentant son capital de \$40,000 à \$140,000: le capital-actions additionnel étant divisé en 100,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Daté du bureau du Procureur général le vingt et un avril 1954.

L'Assistant-procureur général,
37280-o L. DÉSILETS.

(P.G. 10642-54)

**Chibougamau Explorers Ltd.
(No Personal Liability)**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec et de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du quatorze avril 1954, à la compagnie "Chibougamau Explorers Ltd." (No Personal Liability), augmentant son capital de \$4,000,000 à \$5,000,000: le capital-actions additionnel étant divisé en 1,000,000 actions de \$1 chacune.

Daté du bureau du Procureur général le quatorze avril 1954.

L'Assistant-procureur général,
37280-o L. DÉSILETS.

(P.G. 11094-54)

**Continental Copper Mines Limited
(No Personal Liability)**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec et de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-six avril 1954, à la compagnie "Continental Copper Mines, Limited" (No Personal Liability), augmentant son capital de \$3,000,000 à \$3,500,000: le capital-actions additionnel étant divisé en 500,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-six avril 1954.

L'Assistant-procureur général,
37280-o L. DÉSILETS.

Supplementary Letters Patent

(A.G. 10486-54)

**Armitage Tire Ltd.
Armitage Tire Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, Supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the twenty-first day of April 1954, to the company "Armitage Tire Ltd.—Armitage Tire Ltée", increasing its capital of \$40,000 to \$140,000: the additional share capital being divided into 100,000 preferred shares of \$1 each.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of April 1954.

L. DÉSILETS,
37280 Deputy Attorney General.

(A.G. 10642-54)

**Chibougamau Explorers Ltd.
(No Personal Liability)**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, Supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated April fourteenth, 1954, to the company "Chibougamau Explorers Ltd." (No Personal Liability), increasing its capital stock from \$4,000,000 to \$5,000,000: the additional capital stock being divided into 1,000,000 shares of \$1 each.

Dated at the office of the Attorney General, the fourteenth day of April 1954.

L. DÉSILETS,
37280 Deputy Attorney General.

(A.G. 11094-54)

**Continental Copper Mines Limited
(No Personal Liability)**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, Supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the twenty-sixth day of April 1954, to the company "Continental Copper Mines, Limited" (No Personal Liability), increasing the company's capital from \$3,000,000 to \$3,500,000: the additional share capital being divided into 500,000 common shares of \$1 each.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of April 1954.

L. DÉSILETS,
37280 Deputy Attorney General.

(P.G. 49275-53)

General Medical Centre Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-neuf avril 1954, changeant le nom de la compagnie "Pine Medical Centre Ltd.", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de ladite loi, par lettres patentes en date du 27 novembre 1953, en celui de "General Medical Centre Ltd."

Daté du bureau du Procureur général le vingt-neuf avril 1954.

L'Assistant-procureur général,

37280-o

L. DÉSILETS.

(A.G. 49275-53)

General Medical Centre Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, Supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the twenty-ninth day of April 1954, changing the name of the company "Pine Medical Centre Ltd.", incorporated under said Part I of the said Act, by letters patent dated November 27, 1953, to that of "General Medical Centre Ltd."

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of April 1954.

L. DÉSILETS,

37280

Deputy Attorney General.

(P.G. 46171-53)

La Société Canadienne de Courtage Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-neuf avril 1954, changeant le nom de la compagnie "Montreal Affairs Co. Ltd." — "La Cie d'Affaires de Montréal Ltée", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 27 octobre 1953, en celui de "La Société Canadienne de Courtage Inc."

Daté du bureau du Procureur général le vingt-neuf avril 1954.

L'Assistant-procureur général,

37280-o

L. DÉSILETS.

(A.G. 46171-53)

La Société Canadienne de Courtage Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the twenty-ninth day of April, 1954, changing the name of the company "Montreal Affairs Co. Ltd." — "La Cie d'Affaires de Montréal Ltée", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated October 27, 1953, into that of "La Société Canadienne de Courtage Inc."

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of April, 1954.

L. DÉSILETS,

37280

Deputy Attorney General.

(P.G. 11016-54)

**Laurentien Heating Inc.
Chauffage Laurentien Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-trois avril 1954, changeant le nom de la compagnie "F.-A. Price Coal Co.", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 1er septembre 1938, en celui de "Laurentien Heating Inc." — "Chauffage Laurentien Inc."

Daté du bureau du Procureur général le vingt-trois avril 1954.

L'Assistant-procureur général,

37280-o

L. DÉSILETS.

(A.G. 11016-54)

**Laurentien Heating Inc.
Chauffage Laurentien Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the twenty-third day of April, 1954, changing the name of the company "F. A. Price Coal Co.", incorporated by the said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated September 1st, 1938, into that of "Laurentien Heating Inc." — "Chauffage Laurentien Inc."

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of April, 1954.

L. DÉSILETS,

37280

Deputy Attorney General.

(P.G. 11035-54)

L'Imprimerie du Saguenay, Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-trois avril 1954, à la compagnie "L'Imprimerie du Saguenay, Limitée", a) convertissant ses 60 actions privilégiées de catégorie "A" de \$30 chacune en 60 actions ordinaires de \$30 chacune; b) convertissant ses 470 actions privilégiées de catégorie "B", de \$30 chacune, en 470 actions ordinaires de \$30 chacune; c) augmentant son capital de \$30,000 à \$90,000: le capital-actions additionnel étant divisé en 2,000 actions ordinaires de \$30 chacune; d) modifiant les dispositions des lettres patentes antérieures de ladite compagnie de la manière prévue dans son règlement, N° 7 adopté à ces fins.

(A.G. 11035-54)

L'Imprimerie du Saguenay, Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, Supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the twenty-third day of April 1954, to the company "L'Imprimerie du Saguenay, Limitée", a) converting 60 Class "A" preference shares of \$30 each into 60 common shares of \$30 each; b) converting 470 Class "B" preference shares of \$30 each, into 470 common shares of \$30 each; c) increasing the company's capital of \$30,000 to \$90,000: the additional share capital being divided into 2,000 common shares of \$30 each; d) repealing the provisions of the said company's former letters patent in the manner provided for in by-law No. 7 adopted for such purposes.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-trois avril 1954.

L'Assistant-procureur général,
37280-o L. DÉSILETS.

(P.G. 10328-54)

Metropolitan Milk Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt et un avril 1954, changeant le nom de la compagnie "Metropolitan Mill Corporation", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 19 février 1954, en celui de "Metropolitan Milk Corporation".

Daté du bureau du Procureur général le vingt et un avril 1954.

L'Assistant-procureur général,
37280-o L. DÉSILETS.

(P.G. 10651-54)

Northern Petroleum Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt et un avril 1954, à la compagnie "North Transit Company Limited", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 28 mars 1950, a) augmentant son capital de \$35,000 à \$75,000; le capital-actions additionnel étant divisé en 4,000 actions privilégiées de \$10 chacune; b) changeant son nom en celui de "Northern Petroleum Co. Ltd."

Daté du bureau du Procureur général le vingt et un avril 1954.

L'Assistant-procureur général,
37280-o L. DÉSILETS.

(P.G. 8713-53)

Shell Construction Company

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du premier avril 1954, à la compagnie "Shell Construction Company", a) réduisant son capital de \$40,000 à \$2,400; le capital-actions annulé étant divisé en 3,760 actions privilégiées de \$10 chacune; b) augmentant ledit capital de \$2,400 à \$90,000; le capital-actions additionnel étant divisé en 876 actions privilégiées de \$100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général le premier avril 1954.

L'Assistant-procureur général,
37280-o L. DÉSILETS.

(P.G. 10246-54)

The Montreal Association for Multiple Sclerosis

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-quatre avril 1954, changeant le nom de la corporation "The Dr. C. K. Russel Chapter for Multiple Sclerosis Inc.", constituée en vertu de la troisième partie de ladite loi, par lettres patentes

Dated at the office of the Attorney General this twenty-third day of April 1954.

L. DÉSILETS,
37280 Deputy Attorney General.

(A.G. 10328-54)

Metropolitan Milk Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, Supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the twenty-first day of April, 1954, changing the name of the company "Metropolitan Mill Corporation", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent, of February 19, 1954, into that of "Metropolitan Milk Corporation".

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of April, 1954.

L. DÉSILETS,
37280 Deputy Attorney General.

(A.G. 10651-54)

Northern Petroleum Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the twenty-first day of April, 1954, to the company "North Transit Company Limited", incorporated under said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated March, 28, 1950, a) increasing the company's capital from \$35,000 to \$75,000; the additional share capital being divided into 4,000 preferred shares of \$10 each; b) changing the company's name to that of "Northern Petroleum Co. Ltd."

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of April, 1954.

L. DÉSILETS,
37280 Deputy Attorney General.

(A.G. 8713-53)

Shell Construction Company

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated April first, 1954, to the company "Shell Construction Company", a) reducing its capital stock from \$40,000 to \$2,400; the cancelled capital stock shares being divided into 3,760 preferred shares of \$10 each; b) increasing the said capital stock of \$2,400 to \$90,000; the additional capital stock shares being divided into 876 preferred shares of \$100 each.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of April, 1954.

L. DÉSILETS,
37280 Deputy Attorney General.

(A.G. 10246-54)

The Montreal Association for Multiple Sclerosis

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the twenty-fourth day of April, 1954, changing the name of the corporation "The Dr. C. K. Russel Chapter for Multiple Sclerosis Inc.", incorporated under Part III of the said Act, by letters patent

en date du 9 février 1954, en celui de "The Montreal Association for Multiple Sclerosis".

Daté du bureau du Procureur général le vingt-quatre avril 1954.

L'Assistant-procureur général,
37280-o L. DÉSILETS.

(P.G. 10857-54)

W. Klaar (Canada) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt et un avril 1954, à la compagnie "Millinery Imports Incorporated", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 3 avril 1945, a) étendant ses pouvoirs; b) changeant son nom en celui de "W. Klaar (Canada) Ltd.".

Daté du bureau du Procureur général le vingt et un avril 1954.

L'Assistant-procureur général,
37280-o L. DÉSILETS.

dated February 9, 1954, to that of "The Montreal Association for Multiple Sclerosis".

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of April, 1954.

L. DÉSILETS,
37280 Deputy Attorney General.

(A.G. 10857-54)

W. Klaar (Canada) Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the twenty-first day of April, 1954, to the company "Millinery Imports Incorporated", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent bearing date the third day of April, 1945, a) extending its powers; b) changing its name into that of "W. Klaar (Canada) Ltd.".

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of April, 1954.

L. DÉSILETS,
37280 Deputy Attorney General.

Soumissions

Province de Québec

CITÉ DE GIFFARD
(Comté de Québec)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Ronald Beaupré, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 71 avenue Royale, Giffard, comté de Québec, jusqu'à 8 heures p.m., lundi, le 14 juin 1954, pour l'achat de \$75,000.00 d'obligations de la cité de Giffard, comté de Québec, datées du 1er juillet 1954 et remboursables par séries du 1er juillet 1955 au 1er juillet 1974 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Règlement d'emprunt N° 174 — Aqueduc, égouts, pavages, trottoirs, création d'un fonds de roulement, etc.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er juillet 1954.

Tableau d'amortissement — \$75,000.00 — 20 ans.

Année	Capital
1er juillet 1955.....	\$2,000.00
1er juillet 1956.....	2,500.00
1er juillet 1957.....	2,500.00
1er juillet 1958.....	3,000.00
1er juillet 1959.....	3,000.00
1er juillet 1960.....	3,000.00
1er juillet 1961.....	3,000.00
1er juillet 1962.....	3,000.00
1er juillet 1963.....	3,500.00
1er juillet 1964.....	3,500.00
1er juillet 1965.....	4,000.00
1er juillet 1966.....	4,000.00
1er juillet 1967.....	4,000.00
1er juillet 1968.....	4,000.00
1er juillet 1969.....	4,500.00
1er juillet 1970.....	4,500.00
1er juillet 1971.....	5,000.00
1er juillet 1972.....	5,000.00

Tenders

Province of Quebec

CITY OF GIFFARD
(County of Quebec)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned, Ronald Beaupré, Secretary-Treasurer, City Hall, 71 Royal Avenue, Giffard, city of Quebec, until 8 o'clock p.m., Monday, June 14, 1954, for the purchase of an issue of \$75,000.00 of bonds of the city of Giffard, county of Quebec, dated July 1st, 1954 and redeemable serially from July 1st, 1955 of July 1st, 1974 inclusively, with interest at a rate of not less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on January 1st and July 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Loan By-law No. 174 — Water-works, sewers, pavements, side-walks, creation of a working fund, etc.

For adjudication purposes only, the interest shall be calculated as from July 1st, 1954.

Table of redemption — \$75,000.00 — 20 years.

Year	Capital
July 1st, 1955.....	\$2,000.00
July 1st, 1956.....	2,500.00
July 1st, 1957.....	2,500.00
July 1st, 1958.....	3,000.00
July 1st, 1959.....	3,000.00
July 1st, 1960.....	3,000.00
July 1st, 1961.....	3,000.00
July 1st, 1962.....	3,000.00
July 1st, 1963.....	3,500.00
July 1st, 1964.....	3,500.00
July 1st, 1965.....	4,000.00
July 1st, 1966.....	4,000.00
July 1st, 1967.....	4,000.00
July 1st, 1968.....	4,000.00
July 1st, 1969.....	4,500.00
July 1st, 1970.....	4,500.00
July 1st, 1971.....	5,000.00
July 1st, 1972.....	5,000.00

1er juillet 1973..... 5,500.00
1er juillet 1974..... 5,500.00

July 1st, 1973..... 5,500.00
July 1st, 1974..... 5,500.00

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Beauport, comté de Québec.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales d'une banque à charte dans la province de Québec.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 14 juin 1954, à 8 heures p.m., en l'Hôtel de Ville, 71 avenue Royale, Giffard, comté de Québec.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Giffard, (Comté de Québec), ce 21 mai 1954.

Le Secrétaire-trésorier,
RONALD BEAUPRÉ.

Hôtel de Ville, 71, avenue Royale, Giffard,
(Comté de Québec), P.Q. 37289-0

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Beauport, county of Quebec.

Capital and interest are payable at all branches of a chartered bank in the Province of Quebec.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Monday, June 14, 1954, at 8 o'clock p.m., at the City Hall, 71 Royal Avenue, Giffard, county of Quebec.

The Council is not bound to accept the highest or any of the tenders.

Giffard (County of Quebec), this May 21, 1954.

RONALD BEAUPRÉ,
Secretary-Treasurer.

City Hall, 71, Royal Avenue, Giffard,
(County of Quebec), P.Q. 37289

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA
MUNICIPALITÉ DE ST-AMROISE-DE-LA
JEUNE-LORETTE
(Comté de Québec)

Province of Quebec

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE
MUNICIPALITY OF ST-AMROISE-DE
LA-JEUNE-LORETTE
(County of Quebec)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Mme Marie-Jeanne S. Gariépy, secrétaire-trésorier, 19 Blvd Bastien Est, Loretteville, comté de Québec, jusqu'à 8 heures p.m., lundi, le 14 juin 1954, pour l'achat de \$35,000.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de St-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette, Comté Québec, datées du 1er juillet 1954 et remboursables par séries du 1er juillet 1955 au 1er juillet 1974 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Résolution d'emprunt en date du 1er avril 1954, telle que modifiée — Agrandissement de l'école N° 5, Moulin des Mères.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er juillet 1954.

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Mrs. Marie Jeanne S. Gariépy, Secretary-Treasurer, 19 Bastien Boulevard East, Loretteville, County of Quebec, until 8 o'clock p.m., Monday, June 14, 1954, for the purchase of an issue of \$35,000.00 of bonds of the School Commissioners for the Municipality of St-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette, County of Quebec, dated July 1st, 1954 and redeemable serially from July 1st, 1955 to July 1st, 1974 inclusively, with interest at a rate of not less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on January 1st and July 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Loan By-law dated April 1st, 1954, as amended — Extension to School No. 5, Moulin des Mères.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from July 1st, 1954.

Tableau d'amortissement — \$35,000 — 20 ans

Année	Capital
1er juillet 1955.....	x\$9,000.00
1er juillet 1956.....	x 9,000.00
1er juillet 1957.....	500.00
1er juillet 1958.....	500.00
1er juillet 1959.....	500.00
1er juillet 1960.....	500.00
1er juillet 1961.....	1,000.00
1er juillet 1962.....	1,000.00

Table of redemption — \$35,000 — 20 years

Year	Capital
July 1st, 1955.....	x\$9,000.00
July 1st, 1956.....	x 9,000.00
July 1st, 1957.....	500.00
July 1st, 1958.....	500.00
July 1st, 1959.....	500.00
July 1st, 1960.....	500.00
July 1st, 1961.....	1,000.00
July 1st, 1962.....	1,000.00

1er juillet 1963.....	1,000.00
1er juillet 1964.....	1,000.00
1er juillet 1965.....	1,000.00
1er juillet 1966.....	1,000.00
1er juillet 1967.....	1,000.00
1er juillet 1968.....	1,000.00
1er juillet 1969.....	1,000.00
1er juillet 1970.....	1,000.00
1er juillet 1971.....	1,000.00
1er juillet 1972.....	1,000.00
1er juillet 1973.....	1,500.00
1er juillet 1974.....	1,500.00

July 1st, 1963.....	1,000.00
July 1st, 1964.....	1,000.00
July 1st, 1965.....	1,000.00
July 1st, 1966.....	1,000.00
July 1st, 1967.....	1,000.00
July 1st, 1968.....	1,000.00
July 1st, 1969.....	1,000.00
July 1st, 1970.....	1,000.00
July 1st, 1971.....	1,000.00
July 1st, 1972.....	1,000.00
July 1st, 1973.....	1,500.00
July 1st, 1974.....	1,500.00

Les x indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$18,000, accordé par le Secrétaire de la province et payable en deux versements annuels de \$9,000 chacun, en 1955 et en 1956, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Loretteville, Comté de Québec.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Loretteville, Comté de Québec.

Lesdites obligations pouront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue lundi, le 14 juin 1954, à 8 heures p.m., au bureau de la secrétaire-trésorière, rue Racine (en face de la Banque Canadienne Nationale), Loretteville, Comté de Québec.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Loretteville, (Comté de Québec), ce 21 mai 1954.

La Secrétaire-trésorière,

Mme MARIE-JEANNE S. GARIÉPY.

19 Blvd Bastien Est, Loretteville,
(Comté Québec), P.Q. 37290-0

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ DU VILLAGE DE SAINT-FÉLICIEN
(Comté de Roberval)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, J.-H. Dumas, secrétaire-trésorier, B.P. 207, 199 boulevard Sacré-Cœur, St-Félicien, comté de Roberval, jusqu'à 4 heures p.m., mardi, le 15 juin 1954, pour l'achat de \$130,000.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité du village de Saint-Félicien, comté de Roberval, datées du 1er juin 1954 et remboursables par séries du 1er juin 1955 au 1er juin 1974 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre

The letters x indicate the years during which annual payments of a total amount of \$18,000 granted by the Provincial Secretary and payable in two instalments of \$9,000 each, in 1955 and 1956, shall be received and applied to the service of the said loan.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Loretteville, County of Quebec.

Capital and interests are payable at the bank mentioned in the loan procedure, at Montreal, Quebec or Loretteville, County of Quebec.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners, to be held on Monday, June 14, 1954, at 8 o'clock p.m., at the Secretary-Treasurer's Office, Racine Street (opposite the Banque Canadienne Nationale), Loretteville, County of Quebec.

The School Commissioners are not bound to accept the highest or any of the tenders.

Loretteville, (County of Quebec), this May 21, 1954.

Mrs. MARIE JEANNE S. GARIÉPY,
Secretary-Treasurer.

19 Bastien Blvd, East Loretteville,
(County of Quebec), P.Q. 37290

Province of Quebec

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF THE VILLAGE OF ST. FÉLICIEN
(County of Roberval)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned J.-H. Dumas, Secretary-Treasurer, P.B. 207, 199 Sacré-Cœur Boulevard, St. Félicien, county of Roberval, until 4 o'clock p.m., Tuesday, June 15, 1954 for the purchase of an issue of \$130,000.00 of bonds of the School Commissioners for the Municipality of the village of St. Félicien, county of Roberval, dated June 1st, 1954 and redeemable serially from June 1st, 1955 to June 1st, 1974 inclusively, with interest at a rate of not less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on June 1st and December 1st of each

de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Résolution d'emprunt en date du 29 mars 1954, telle que modifiée — Construction d'une école élémentaire.

Loan By-law dated March 29 1954, such as amended — Erection of elementary school.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er juillet 1954.

For adjudication purposes only; the interest shall be calculated as from July 1st, 1954.

Tableau d'amortissement — \$130,000.00 — 20 ans.

Table of redemption — \$130,000.00 — 20 years.

Année	Capital
1er juin 1955.....	x \$10,000.00
1er juin 1956.....	x 10,500.00
1er juin 1957.....	x 11,000.00
1er juin 1958.....	x 11,500.00
1er juin 1959.....	x 12,000.00
1er juin 1960.....	x 12,500.00
1er juin 1961.....	3,500.00
1er juin 1962.....	3,500.00
1er juin 1963.....	3,500.00
1er juin 1964.....	3,500.00
1er juin 1965.....	4,000.00
1er juin 1966.....	4,000.00
1er juin 1967.....	4,500.00
1er juin 1968.....	4,500.00
1er juin 1969.....	4,500.00
1er juin 1970.....	5,000.00
1er juin 1971.....	5,000.00
1er juin 1972.....	5,500.00
1er juin 1973.....	5,500.00
1er juin 1974.....	6,000.00

Year	Capital
June 1st, 1955.....	x \$10,000.00
June 1st, 1956.....	x 10,500.00
June 1st, 1957.....	x 11,000.00
June 1st, 1958.....	x 11,500.00
June 1st, 1959.....	x 12,000.00
June 1st, 1960.....	x 12,500.00
June 1st, 1961.....	3,500.00
June 1st, 1962.....	3,500.00
June 1st, 1963.....	3,500.00
June 1st, 1964.....	3,500.00
June 1st, 1965.....	4,000.00
June 1st, 1966.....	4,000.00
June 1st, 1967.....	4,500.00
June 1st, 1968.....	4,500.00
June 1st, 1969.....	4,500.00
June 1st, 1970.....	5,000.00
June 1st, 1971.....	5,000.00
June 1st, 1972.....	5,500.00
June 1st, 1973.....	5,500.00
June 1st, 1974.....	6,000.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$60,000, accordé par le Secrétaire de la province et payable en six versements annuels de \$10,000 par année, de 1955 à 1960 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$60,000, granted by the Provincial Secretary and payable in six instalments of \$10,000 each, from 1955 to 1960 inclusively, shall be received and applied to the service of the said loan.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Saint-Félicien, comté de Roberval.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at St. Félicien, county of Roberval.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Saint-Félicien, comté de Roberval.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure, at Montreal, Quebec or at St. Félicien, county of Roberval.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mardi, le 15 juin 1954, à 4 heures p.m., au lieu ordinaire des séances, en la salle de la commission scolaire, Saint-Félicien, comté de Roberval.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on June 15, 1954, at 4 o'clock p.m., at the usual meeting place, in the School Commission Hall, St. Félicien, county of Roberval.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

The School Commissioners are not bound to accept the highest or any of the tenders.

Saint-Félicien, (Comté de Roberval), ce 21 mai 1954.

St. Félicien, (County of Roberval), this May 21, 1954.

Le Secrétaire-trésorier,
J.-H. DUMAS.

J.-H. DUMAS,
Secretary-Treasurer.

B.P. 207, 199 Boulevard Sacré-Cœur, St-Félicien, (Comté de Roberval), P.Q. 37291-0

P.B. 207, 199 Sacré-Cœur Boulevard, St. Félicien, (County of Roberval), P.Q. 37291

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES CATHOLIQUES
POUR LA MUNICIPALITÉ DE BEAUCONSFIELD
(Comté de Jacques-Cartier)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Michel-A. Rousseau, secrétaire-trésorier, 549, 4ème rue, Beaufort, comté de Jacques-Cartier, jusqu'à 8 heures p.m., mercredi, le 16 juin 1954, pour l'achat de \$95,000.00 d'obligations des commissaires d'écoles catholiques pour la municipalité de Beaufort, comté de Jacques-Cartier, datées du 1er juillet 1954 et remboursables par séries du 1er juillet 1955 au 1er juillet 1974 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Résolution d'emprunt en date du 15 décembre 1953, telle que modifiée — Agrandissement d'une école.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er juillet 1954.

Tableau d'amortissement — \$95,000.00 — 20 ans.

Année	Capital
1er juillet 1955.....	x \$13,000.00
1er juillet 1956.....	x 13,500.00
1er juillet 1957.....	x 14,000.00
1er juillet 1958.....	2,000.00
1er juillet 1959.....	2,500.00
1er juillet 1960.....	2,500.00
1er juillet 1961.....	2,500.00
1er juillet 1962.....	2,500.00
1er juillet 1963.....	3,000.00
1er juillet 1964.....	3,000.00
1er juillet 1965.....	3,000.00
1er juillet 1966.....	3,000.00
1er juillet 1967.....	3,500.00
1er juillet 1968.....	3,500.00
1er juillet 1969.....	3,500.00
1er juillet 1970.....	3,500.00
1er juillet 1971.....	4,000.00
1er juillet 1972.....	4,000.00
1er juillet 1973.....	4,000.00
1er juillet 1974.....	4,500.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$37,200, accordé par le Secrétaire de la province et payable en trois versements annuels de \$12,400 chacun, de 1955 à 1957 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Pointe-Claire, comté de Jacques-Cartier.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, Québec ou Pointe-Claire, comté de Jacques-Cartier.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert com-

Province of Quebec

THE CATHOLIC SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE
MUNICIPALITY OF BEAUCONSFIELD
(County of Jacques-Cartier)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Michel-A. Rousseau, Secretary-Treasurer, 549, 4th Street, Beaufort, County of Jacques-Cartier, until 8 o'clock p.m., Wednesday, June 16, 1954, for the purchase of an issue of \$95,000.00 of bonds of the Catholic School Commissioners for the Municipality of Beaufort, County of Jacques-Cartier, dated July 1st, 1954 and redeemable serially from July 1st 1955, to July 1st, 1974 inclusively, with interest at a rate of not less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on January 1st and July 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Loan by-law dated December 15, 1953, as amended — Extension of a school.

For adjudication purposes only; the interests will be calculated as from July 1st, 1954.

Table of redemption — \$95,000.00 — 20 years.

Year	Capital
July 1st, 1955.....	x \$13,000.00
July 1st, 1956.....	x 13,500.00
July 1st, 1957.....	x 14,000.00
July 1st, 1958.....	2,000.00
July 1st, 1959.....	2,500.00
July 1st, 1960.....	2,500.00
July 1st, 1961.....	2,500.00
July 1st, 1962.....	2,500.00
July 1st, 1963.....	3,000.00
July 1st, 1964.....	3,000.00
July 1st, 1965.....	3,000.00
July 1st, 1966.....	3,000.00
July 1st, 1967.....	3,500.00
July 1st, 1968.....	3,500.00
July 1st, 1969.....	3,500.00
July 1st, 1970.....	3,500.00
July 1st, 1971.....	4,000.00
July 1st, 1972.....	4,000.00
July 1st, 1973.....	4,000.00
July 1st, 1974.....	4,500.00

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$37,200, granted by the Provincial Secretary and payable in three instalments of \$12,400 each, from 1955 to 1957 inclusively, shall be received and applied to the service of the said loan.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Pointe-Claire, County of Jacques-Cartier.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or Pointe-Claire, County of Jacques-Cartier.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued

prend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mercredi, le 16 juin 1954, à 8 heures p.m., en l'école catholique de Beaconsfield, 34 avenue Neveu, Beaurepaire, comté de Jacques-Cartier.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Beaconsfield, (Comté de Jacques-Cartier), ce 21 mai 1954.

Le Secrétaire-trésorier,
MICHEL-A. ROUSSEAU.

549, 4ème rue, Beaurepaire,
(Comté de Jacques-Cartier), P.Q. 37292-0

Province de Québec

VILLE DE CHICOUTIMI-NORD
(Comté de Chicoutimi)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, David Boucher, secrétaire-trésorier, 589 rue Roussel, Chicoutimi-Nord, comté de Chicoutimi, jusqu'à 8 heures p.m., lundi, le 14 juin 1954, pour l'achat de \$400,000.00 d'obligations de la ville de Chicoutimi-Nord, comté de Chicoutimi, datées du 1er avril 1954 et remboursables par séries du 1er avril 1955 au 1er avril 1969 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Règlement d'emprunt N° 146 — Aqueduc, égouts, service de protection contre l'incendie, améliorations à l'hôtel de ville, pavages, etc.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er juillet 1954.

Tableau d'amortissement — \$400,000.00 — 15 ans

Année	Capital
1er avril 1955.....	\$ 6,000.00
1er avril 1956.....	6,000.00
1er avril 1957.....	7,000.00
1er avril 1958.....	7,000.00
1er avril 1959.....	7,000.00
1er avril 1960.....	7,000.00
1er avril 1961.....	8,000.00
1er avril 1962.....	8,000.00
1er avril 1963.....	9,000.00
1er avril 1964.....	10,000.00
1er avril 1965.....	10,000.00
1er avril 1966.....	10,000.00
1er avril 1967.....	11,000.00
1er avril 1968.....	11,000.00
1er avril 1969.....	283,000.00

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Chicoutimi.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Chicoutimi.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Wednesday, June 16, 1954, at 8 o'clock p.m., at the Catholic School of Beaconsfield, 34 Neveu Ave., Beaurepaire, County of Jacques-Cartier.

The School Commissioners are not bound to accept the highest or any of the tenders.

Beaconsfield, (County of Jacques-Cartier), this May 21, 1954.

MICHEL-A. ROUSSEAU,
Secretary-Treasurer.

549, 4th Street, Beaurepaire,
(County of Jacques-Cartier), P.Q. 37292

Province of Quebec

TOWN OF CHICOUTIMI-NORTH
(County of Chicoutimi)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned David Boucher, Secretary-Treasurer, 589 Roussel Street, Chicoutimi-North, county of Chicoutimi, until 8 o'clock p.m., Monday, June 4, 1954, for the purchase of an issue of \$400,000.00 of bonds of the town of Chicoutimi-North, county of Chicoutimi, dated April 1st, 1954, and redeemable serially from April 1st, 1955 to April 1st, 1969 inclusively, with interest at a rate of not less than 3% nor more than 4½ per annum, payable semi-annually on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Loan By-law No. 146 — Waterworks, sewers, fire protection service, improvements to City Hall, pavements, etc.

For adjudication purposes only; interest shall be calculated as from July 1st, 1954.

Table of redemption — \$400,000.00 — 15 years

Year	Capital
April 1st, 1955.....	\$ 6,000.00
April 1st, 1956.....	6,000.00
April 1st, 1957.....	7,000.00
April 1st, 1958.....	7,000.00
April 1st, 1959.....	7,000.00
April 1st, 1960.....	7,000.00
April 1st, 1961.....	8,000.00
April 1st, 1962.....	8,000.00
April 1st, 1963.....	9,000.00
April 1st, 1964.....	10,000.00
April 1st, 1965.....	10,000.00
April 1st, 1966.....	10,000.00
April 1st, 1967.....	11,000.00
April 1st, 1968.....	11,000.00
April 1st, 1969.....	283,000.00

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Chicoutimi.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or Chicoutimi.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 14 juin 1954, à 8 heures p.m., en la salle du conseil au Collège St-Jean-Baptiste, Chicoutimi-Nord, comté de Chicoutimi.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Chicoutimi-Nord (Comté de Chicoutimi), ce 20 mai 1954.

Le Secrétaire-trésorier,
DAVID BOUCHER.

589, rue Roussel, Chicoutimi-Nord,
(Comté Chicoutimi), P. Q. 37293-0

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES CATHOLIQUES POUR
LA MUNICIPALITÉ DE LA CITÉ DE GRANBY
(Comté de Shefford)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Lindor Tétreault, N.P., secrétaire-trésorier, 12 rue St-Antoine-Sud, Granby, Cte Shefford, jusqu'à 8 heures p.m., mardi, le 15 juin 1954, pour l'achat de \$350,000 d'obligations des commissaires d'écoles catholiques pour la municipalité de la cité de Granby, Cte Shefford, datées du 1er juin 1954 et remboursables par séries du 1er juin 1955 au 1er juin 1974 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Résolution d'emprunt en date du 26 mars 1954
— Construction d'une école pour garçons dans la paroisse St-Joseph.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er juillet 1954.

Tableau d'amortissement—\$350,000—20 ans

Année	Capital
1er juin 1955	x\$32,500.00
1er juin 1956	x 34,000.00
1er juin 1957	x 35,500.00
1er juin 1958	x 37,000.00
1er juin 1959	x 38,500.00
1er juin 1960	8,500.00
1er juin 1961	8,500.00
1er juin 1962	9,000.00
1er juin 1963	9,500.00
1er juin 1964	10,000.00
1er juin 1965	10,500.00
1er juin 1966	11,000.00
1er juin 1967	11,500.00
1er juin 1968	12,000.00
1er juin 1969	12,500.00
1er juin 1970	13,000.00
1er juin 1971	13,000.00
1er juin 1972	14,000.00
1er juin 1973	14,500.00
1er juin 1974	15,000.00

Les x indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$160,000, accordé par le Secrétaire de la province et payable en cinq versements annuels de \$32,000 chacun, de 1955 à 1959 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Monday, June 14, 1954, at 8 o'clock p.m., at the Council room at the College of St. Jean Baptiste, Chicoutimi-North, County of Chicoutimi.

The Council is not bound to accept the highest or any of the tenders.

Chicoutimi-North, (County of Chicoutimi), this May 20th, 1954.

DAVID BOUCHER,
Secretary-Treasurer.

589 Roussel Street, Chicoutimi-North,
(County of Chicoutimi), P.Q. 37293

Province of Quebec

THE CATHOLIC SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE
MUNICIPALITY OF THE CITY OF GRANBY
(County of Shefford)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Lindor Tétreault, N.P., Secretary-Treasurer, 12 St. Antoine-South Street, Granby, Cty. Shefford, until 8 o'clock p.m., Tuesday, June 15, 1954, for the purchase of an issue of \$350,000 of bonds of the Catholic School Commissioners for the municipality, of Granby, Cty. Shefford, dated June 1st, 1954 and redeemable serially from June 1st, 1955 to June 1st, 1974 inclusively, with interest at a rate of not less than 3% nor more than 4½ per annum, payable semi-annually on June 1st and December 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Loan By-law, dated March 26 1954 — Erection of a school for boys in the parish of St. Joseph.

For adjudication purposes only; interest shall be calculated as from July 1st, 1954.

Table of redemption—\$350,000—20 years

Year	Capital
June 1st, 1955	x\$32,500.00
June 1st, 1956	x 34,000.00
June 1st, 1957	x 35,500.00
June 1st, 1958	x 37,000.00
June 1st, 1959	x 38,500.00
June 1st, 1960	8,500.00
June 1st, 1961	8,500.00
June 1st, 1962	9,000.00
June 1st, 1963	9,500.00
June 1st, 1964	10,000.00
June 1st, 1965	10,500.00
June 1st, 1966	11,000.00
June 1st, 1967	11,500.00
June 1st, 1968	12,000.00
June 1st, 1969	12,500.00
June 1st, 1970	13,000.00
June 1st, 1971	13,000.00
June 1st, 1972	14,000.00
June 1st, 1973	14,500.00
June 1st, 1974	15,000.00

The letters x indicate the years during which annual payments of a total amount of \$160,000 granted by the Provincial Secretary and payable in five instalments of \$32,000 each, from 1955 to 1959 inclusively, shall be received and applied to the service of the said loan.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Granby, Cte Shefford.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Granby, Cte Shefford.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mardi, le 15 juin 1954, à 8 heures p.m., en l'école du Christ Roi, rue Court, Granby, Cte Shefford.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Granby, (Comté de Shefford), ce 21 mai 1954.

Le Secrétaire-trésorier,

LINDOR TÊTREAU, N.P.

12 rue St-Antoine-Sud, Granby,
(Cte Shefford), P.Q.

37294-0

Province de Québec

VILLE DE ST-VINCENT-DE-PAUL
(Comté de Laval)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Armand Brisebois, Secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, rue St-Étienne, St-Vincent-de-Paul, Comté Laval, Montréal 12, jusqu'à 8 heures p.m., mercredi, le 16 juin 1954, pour l'achat de \$136,000 d'obligations de la ville de St-Vincent-de-Paul, comté de Laval, datées du 1er juin 1954 et remboursables par séries du 1er juin 1955 au 1er juin 1974 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Règlements d'emprunts Nos 18, 19, 23, 24 et 34 — Aqueduc, égouts, pavages, trottoirs, divers travaux municipaux, etc.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er juillet 1954.

Tableau d'amortissement — \$136,000.00 — 20 ans

Année	Capital
1er juin 1955.....	\$1,500.00
1er juin 1956.....	1,500.00
1er juin 1957.....	1,500.00
1er juin 1958.....	2,500.00
1er juin 1959.....	3,000.00
1er juin 1960.....	3,500.00
1er juin 1961.....	4,000.00
1er juin 1962.....	4,500.00
1er juin 1963.....	4,500.00
1er juin 1964.....	5,000.00
1er juin 1965.....	5,000.00
1er juin 1966.....	6,000.00

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Granby, Cty. Shefford.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or Granby, Cty. Shefford.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Tuesday, June 15, 1954, at 8 o'clock p.m., at the Christ-Roi School, Court Street, Granby, Cty. Shefford.

The School Commissioners are not bound to accept the highest or any of the tenders.

Granby, (County of Shefford), this May 21, 1954.

LINDOR TÊTREAU, N.P.,

Secretary-Treasurer.

12 St. Antoine-South Street,
Granby, (Cty. Shefford), P.Q.

37294

Province of Quebec

TOWN OF ST. VINCENT-DE-PAUL
(County of Laval)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Armand Brisebois, Secretary-Treasurer, City Hall, St. Étienne Street, St. Vincent-de-Paul, County Laval, Montreal 12, until 8 o'clock p.m., Wednesday, June 16, 1954 for the purchase of an issue of \$136,000.00 of bonds of the Town of St. Vincent-de-Paul, County of Laval, dated June 1st, 1954, and redeemable serially from June 1st, 1955 to June 1st, 1974, inclusively, with interest at a rate of not less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on June 1st 1955 and December 1st, of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Loan By-law Nos. 18, 19, 23, 24 and 34 — Waterworks, sewers, pavements, side-walks, various municipal works, etc.

For adjudication purposes only; interest shall be calculated as from July 1st, 1954.

Table of redemption — \$136,000.00 — 20 years

Year	Capital
June 1st, 1955.....	\$1,500.00
June 1st, 1956.....	1,500.00
June 1st, 1957.....	1,500.00
June 1st, 1958.....	2,500.00
June 1st, 1959.....	3,000.00
June 1st, 1960.....	3,500.00
June 1st, 1961.....	4,000.00
June 1st, 1962.....	4,500.00
June 1st, 1963.....	4,500.00
June 1st, 1964.....	5,000.00
June 1st, 1965.....	5,000.00
June 1st, 1966.....	6,000.00

1er juin 1967.....	6,000.00	June 1st, 1967.....	6,000.00
1er juin 1968.....	6,000.00	June 1st, 1968.....	6,000.00
1er juin 1969.....	6,500.00	June 1st, 1969.....	6,500.00
1er juin 1970.....	7,000.00	June 1st, 1970.....	7,000.00
1er juin 1971.....	7,000.00	June 1st, 1971.....	7,000.00
1er juin 1972.....	7,000.00	June 1st, 1972.....	7,000.00
1er juin 1973.....	9,000.00	June 1st, 1973.....	9,000.00
1er juin 1974.....	45,000.00	June 1st, 1974.....	45,000.00

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Vincent-de-Paul, comté de Laval.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à St-Vincent-de-Paul, comté de Laval.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mercredi, le 16 juin 1954, à 8 heures p.m., en l'Hôtel de Ville, rue St-Étienne, St-Vincent-de-Paul, comté de Laval.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Vincent-de-Paul (Comté de Laval), ce 25 mai 1954.

Le Secrétaire-trésorier,
ARMAND BRISEBOIS,

Hôtel de Ville, rue St-Étienne,
St-Vincent-de-Paul, (Comté de Laval),
Montréal 12, P.Q. 37301-0

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at St. Vincent-de-Paul, County of Laval.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or at St. Vincent-de-Paul, County of Laval.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at meeting of the Council, to be held on Wednesday, June 16, 1954, at 8 o'clock p.m., at the City Hall, St. Étienne Street, St. Vincent-de-Paul, County of Laval.

The Council is not bound to accept the highest or any of the tenders.

St. Vincent-de-Paul (County of Laval), this May 25, 1954.

ARMAND BRISEBOIS,
Secretary-Treasurer.

City Hall, St. Étienne Street,
St. Vincent-de-Paul, (County of Laval),
Montreal, 12, P.Q. 37301

Avis divers

AVIS

Avis est par les présentes donné que P. R. Yavorsky, Nick Marsymych and Michael Markowchuck, des cité et district de Montréal membres de l'exécutif d'une association de membres de l'Eglise, Ukrainienne Grecque Orthodoxe du Canada s'adresseront au Lieutenant-Gouverneur en Conseil pour obtenir des lettres patentes pour leur Eglise qui sera désignée sous le nom de "The Church of St Mary the Protectress".

Montréal, le 23 avril 1954.

Le Procureur des requérants,
37081-18-5-0 ALPHONSE BARBEAU,
57 ouest rue St-Jacques,
ch. 405, Montréal.

(P.G. 2346-47)

A. BRETON, CIE LTÉE

Règlement N° 23

"Que le nombre des directeurs composant le bureau de direction de la Compagnie, soit réduit de cinq à trois directeurs, et ce pour amender le règlement N° 3A."

Certifié vraie copie.

37283-0

Le Secrétaire,
AIMÉ FRENETTE.

Miscellaneous Notices

NOTICE

Notice is hereby given that P. R. Yavorsky, Nick Marsymych and Michael Markowchuck, of the City and district of Montreal, executive officers of an Association of Members of the Ukrainian Greek Orthodox Church of Canada, will apply to the Lieutenant-Governor in Council to obtain the incorporation of a church to be known as "The Church of St. Mary the Protectress".

Montreal, April the 23rd, 1954.

ALPHONSE BARBEAU,
37081-18-5-0 Petitioners' Attorney.
57, St-James St. West.
room 405 Montreal.

(A.G. 2346-47)

A. BRETON, CIE LTÉE

By-law No. 23

"That the number of the Directors composing the Board of Directors of the Company, be reduced from five to three Directors, and such, for the amendment of By-law No. 3A."

Certified true copy.

37283

AIMÉ FRENETTE,
Secretary.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Federated Credit Union Pointe St-Charles", en date du 14 avril 1954, dont le siège social est situé à Montréal, dans le district judiciaire de Montréal, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le six mai 1954.

Le Sous-secrétaire de la Province,
37284-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "North Star Credit Union", en date du 29 avril 1954, dont le siège social est situé à Montréal, dans le district judiciaire de Montréal, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le six mai 1954.

Le Sous-secrétaire de la Province,
37285-o JEAN BRUCHÉSI.

(P.G. 11233-54)

BARBER ELLIS OF MONTREAL, LIMITED

Règlement N° 8

Amendant le règlement N° 1, article 2:

Attendu qu'il est jugé opportun que le nombre des directeurs de la compagnie soit augmenté de trois à cinq directeurs.

En conséquence, qu'il soit décrété comme le règlement N° 8 de "Barber-Ellis of Montreal, Limited" ce qui suit:

"Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est, par les présentes, augmenté de trois à cinq directeurs, dont la majorité formera quorum pour la conduite des affaires".

Passé par le bureau de direction sous le sceau corporatif de la compagnie, ce 15e jour d'avril 1954.

Le Secrétaire,
C. TRESS.

Confirmé à l'assemblée spéciale des actionnaires tenue le 15e jour d'avril 1954.

(Sceau) Le Secrétaire,
37303 C. TRESS.

Canada, Province de Québec,
Comté de Rivière-du-Loup

CITÉ DE RIVIÈRE-DU-LOUP

Règlement N° 356 du 8 mai 1954

Concernant l'élection générale du Maire et des Échevins pour la Cité de Rivière-du-Loup.

A une séance du conseil de la Cité de Rivière-du-Loup, tenue à l'Hôtel de Ville, lundi le 3 mai 1954.

Étaient présents: Son Honneur le maire Gérard Lapointe; MM. les échevins: Hector Boucher, pro-maire, Léon Bélanger, Chs. St-Pierre, J. J. Dionne, Henri Proulx, P. E. Ouellet, tous membres du dit conseil et formant un quorum d'icelui, le dit Gérard Lapointe présidant en

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the Original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Federated Credit Union Pointe St. Charles", under date April fourteenth 1954, whereof the head office is at Montreal, in the judicial district of Montreal, and that the said document has been filed in the archives of department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, May sixth, 1954.

JEAN BRUCHÉSI,
37284 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "North Star Credit Union", dated April 29, 1954, whereof the head office is at Montreal, in the judicial district of Montreal, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this sixth day of May, 1954.

JEAN BRUCHÉSI,
37285 Under Secretary of the Province.

(A.G. 11233-54)

BARBER-ELLIS OF MONTREAL, LIMITED

By-law No. 8

Amending By-law No. 1, Section 2:

Whereas it is deemed expedient that the number of Directors of the Company should be increased from three Directors to five Directors.

Now, therefore, be it enacted as By-law No. 8 of "Barber-Ellis of Montreal, Limited as follows:

"That the number of Directors of the Company shall be, and the same is hereby increased from three Directors to five Directors, of whom a majority shall form a quorum for the transaction of business".

Passed by the Board of Directors, and sealed with the corporate seal of the Company this 15th day of April, 1954.

C. TRESS,
Secretary.

Confirmed at Special Shareholders meeting held the 15th day of April, 1954.

(Seal) C. TRESS,
37303-o Secretary.

Canada, Province of Quebec,
County of Rivière-du-Loup

CITY OF RIVIÈRE-DU-LOUP

By-law No. 356 of May 3, 1954.

Concerning the general election for Mayor and Aldermen of the City of Rivière-du-Loup.

At a meeting of the Council of the City of Rivière-du-Loup, held at the City Hall, Monday, May 3, 1954.

Present: His Honour Mayor Gérard Lapointe; Aldermen: Messrs Hector Boucher, Pro-Mayor, Léon Bélanger, Chs. St. Pierre, J. J. Dionne, Henri Proulx, P. E. Ouellet, all members of said Council forming a quorum thereof, the said Gérard Lapointe, President and in his capacity

sa qualité de Maire de la Cité et Joseph Lebel agissant comme Secrétaire-Trésorier.

of Mayor of the City, and Joseph Lebel, acting as Secretary-Treasurer.

Préambule

Attendu que conformément à l'article 173b de la Loi des Cités et Villes, tel qu'édicte par 2-3 Elizabeth II, chapitre 32, article 3, le conseil de la Cité de Rivière-du-Loup a le pouvoir de changer la date des élections générales municipales.

En conséquence, il est par le présent règlement statué et décrété comme suit:

Règlement

1° La prochaine élection générale du Maire et des Échevins pour la Cité de Rivière-du-Loup, aura lieu le 1er jour juridique du mois de novembre 1956 au lieu du 1er jour juridique de février 1957.

2° Par la suite, toute élection générale du Maire et des Échevins pour la Cité de Rivière-du-Loup devra être tenue le 1er jour juridique du mois de novembre de toute année dans laquelle doit être tenue une élection suivant la loi et les règlements alors en vigueur.

3° Le présent règlement entrera en vigueur et aura force de loi après approbation par le Ministre des Affaires Municipales et publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Copie certifiée,
(Signé) GÉRARD LAPOINTE,
Le Secrétaire-Trésorier,
J. LEBEL.

37304-o

(P.G. 3809-50)

ALBERT NOVELTY CO.

Règlement N° 24

"Sur la motion dûment proposée, secondée et adoptée à l'unanimité, il a été résolu d'amender le règlement N° 3, article 3 (a) de la compagnie en augmentant le nombre des directeurs de trois à quatre."

(Signé) J. GOLLAND,
Le Secrétaire,
37305

(P.G. 10970-51)

B. & H. METAL INDUSTRIES CO. LTD.

Règlement numéro 24-A

"Proposé par M. Camille R. Hébert.
Secondé par M. Dr. Albert Surprenant.
Et unanimement résolu:
Que le règlement numéro 24 de la compagnie soit et est par la présente abrogé et que le nombre des directeurs soit et est par la présente réduit de cinq à quatre."

B. & H. METAL INDUSTRIES CO. LTD.
par le Secrétaire-Trésorier,
(Signé) ÉMILIEN CARON,
37306-o

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la province a autorisé, le dix-sept mai 1954, le changement de nom du "Syndicat des Charpentiers Menuisiers de Shawinigan-Falls", dont la constitution en syndicat professionnel, sous le nom originaire de "Le Syndicat National Catholique des Charpentiers Menuisiers, Inc. des Chutes Shawinigan a été autorisée le 6 septembre

Preamble

Whereas pursuant to section 173b of the Cities and Towns Act, enacted by 2-3 Elizabeth II, chapter 32, section 3, the Council, of the City of Rivière-du-Loup has the power to change the date of Municipal general elections.

Therefore according to this by-law, it is hereby enacted and decreed as follows:

By-law

1. The next general election for Mayor and Aldermen of the City of Rivière-du-Loup, shall be held the first juridical day of the month of November 1956, instead of the 1st juridical day of February 1957.

2. Consequently, any general election for Mayor and Aldermen for the City of Rivière-du-Loup, should be held the 1st juridical day of the month of November of any year in which there shall be held an election according to the law and by-laws in force at that time.

3. This by-law shall come into force and shall become law after approval by the Minister of Municipal Affairs and publication in the *Quebec Official Gazette*.

(Signed) GÉRARD LAPOINTE,
Certified copy
Mayor.
J. LEBEL,
Secretary-Treasurer.

37304

(A.G. 3809-50)

ALBERT NOVELTY CO.

By-Law No. 24

"Upon motion duly moved and seconded, and carried unanimously, it was resolved to amend By-Law No. 3, Section 3 (a) of the Company by increasing the number of Directors from three to four."

(Signed) J. GOLLAND,
Secretary.
37305-o

(A.G. 10970-51)

B. & H. METAL INDUSTRIES CO. LTD.

By-Law Number 24-A

"Proposed by Mr. Camille R. Hébert.
Seconded by Dr. Albert Surprenant.
And unanimously resolved:
That company's By-law number 24 be and is hereby repealed and that the number of directors be and is hereby decreased from five to four."

B. & H. METAL INDUSTRIES CO. LTD.
(Signed) ÉMILIEN CARON,
Per Secretary-Treasurer.
37306

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary, on May seventeenth 1954, authorized the changing of the name of the "Syndicat des Charpentiers Menuisiers de Shawinigan Falls", the incorporation of which, under the original name of "Le Syndicat National Catholique des Charpentiers Menuisiers, Inc. des Chutes Shawinigan" had been authorized on

1935, et dont le siège social est situé à Shawinigan-Falls, dans le comté de Saint-Maurice, en celui de "Syndicat des Métiers de la Construction de Shawinigan, Inc.", et ce, conformément aux dispositions des articles 7 et suivants de la Loi des syndicats professionnels, (S.R.Q., 1941, chapitre 162).

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce dix-huit mai 1954.

Le Sous-secrétaire de la Province,
37307-o JEAN BRUCHÉSI.

September 6, 1935, and whereof the head office is situate at Shawinigan-Falls, in the County of Saint Maurice, to that of "Syndicat des Métiers de la Construction de Shawinigan, Inc.", and such, pursuant to the provisions of sections 7 and the following of the Professional Syndicates' Act, (R.S.Q., 1941, chapter 162).

Given at the office of the Provincial Secretary, this eighteenth day of May 1954.

JEAN BRUCHÉSI,
37307 Under Secretary of the Province.

Charte — Abandon de

AVIS D'ABANDON DE CHARTE

Avis est par les présentes donné que "Rosemère Inn Ltd", une corporation constituée en vertu de la première partie de la Loi des Compagnies de Québec, et ayant son siège social en la Ville de Rosemère, district de Terrebonne, s'adressera au procureur général de la Province de Québec, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des Compagnies de Québec.

Daté à Rosemère, ce 11 février 1954.

Le Secrétaire,
37286-o ANDRÉ FAUTEUX.

Charter — Surrender of

NOTICE OF SURRENDER OF CHAPTER

Notice is hereby given by these presents that "Rosemère Inn Ltd", a corporation incorporated under Part I of the Quebec Companies' Act, and having its head office in the Town of Rosemère, district of Terrebonne, will apply to the Attorney General, of the Province of Quebec, for leave to surrender its Charter, pursuant to the provisions of the Quebec Companies' Act.

Dated at Rosemère, this eleventh day of February, 1954.

ANDRÉ FAUTEUX,
37286 Secretary.

Département des Affaires municipales

ANNEXION À LA VILLE D'ALMA

A qui les présentes peuvent concerner:

Avis est par les présentes donné que, par l'arrêté en conseil N° 528, du 19 mai 1954, et conformément aux dispositions de l'article 43 de la Loi des cités et villes, il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil d'approuver le règlement N° 154 du conseil municipal de la ville d'Alma, tel que modifié par le règlement N° 155 dudit conseil, et de décréter que, à compter de la date de la publication du présent avis, le territoire mentionné audit règlement et décrit ci-dessous est détaché de la municipalité de Saint-Joseph d'Alma, comté de Lac Saint-Jean-Est, et annexé à la ville d'Alma.

Ce territoire est le suivant:

Premièrement: Une certaine étendue de territoire située dans le canton de Labarre, comté de Lac-Saint-Jean-Est, comprenant, en référence au cadastre officiel dudit canton, les lots et leurs subdivisions présentes et futures renfermées dans les limites suivantes, à savoir: partant du point d'intersection de la rive droite ou rive sud de la Petite-Décharge avec la ligne séparant le lot 2a, rang Saguenay dans la municipalité de Saint-Joseph-d'Alma des lots 1a et 1b, rang Saguenay dans la ville de Saint-Joseph-d'Alma, maintenant ville d'Alma; de là, ladite rive droite ou rive sud de la Petite-Décharge jusqu'à la ligne séparative des lots 3b et 4a, rang Saguenay; cette dernière ligne; une ligne séparant les lots 3b, 3a, 2b, 2a, rang Saguenay du lot 37, rang IV et enfin, ladite ligne séparant le lot 2a des lots 1a et 1b, rang Saguenay jusqu'au point de départ.

Deuxièmement: Une partie de territoire située dans les cantons de Signay et De l'Île, comté de Lac-Saint-Jean-Est, comprenant les lots ou partie de lot et leurs subdivisions présentes et

Department of Municipal Affairs

ANNEXATION TO THE TOWN OF ALMA

To whom these presents may concern:

Notice is hereby given that, by Order in Council No. 528, dated May 19, 1954, and pursuant to the provisions of section 43 of the Cities and Towns Act, His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased to approve By-law No. 154 of the Municipal Council of the town of Alma, such as it was amended by by-law No. 155 of said Council, and to decree that as from the date of publication of this notice, the territory mentioned in said by-law and hereinunder described, is detached from the municipality of Saint Joseph d'Alma, county of Lake Saint John-East, and annexed to the town of Alma.

This territory is the following:

Firstly: A certain area situate in the township of Labarre, county of Lake Saint John-East, comprising with reference to the official cadastre of said township, lots and present and future subdivisions thereof, included within the following boundaries, to wit: starting at a point of intersection on the right or left bank of the Petite-Décharge, together with the line dividing lot 2a, Saguenay range, in the municipality of Saint Joseph-d'Alma, from lots 1a and 1b, of Saguenay range in the town of Saint Joseph d'Alma, presently town of Alma; thence, the said right or left bank of the Petite-Décharge as far as the dividing line of lots 3b and 4a, Saguenay range; the latter line; line dividing lots 3b, 3a, 2b, 2a, Saguenay range, from lot 37, range IV and finally, the said line dividing lot 2a from lots 1a and 1b, Saguenay range as far as the starting point.

Secondly: A portion of territory situate in the townships of Signay and De l'Île, county of Lake Saint John-East, including lots or parts of lots and subdivisions thereof, both present and

futures renfermées dans les limites suivantes, à savoir: partant du point d'intersection de la rive droite ou rive sud de la Petite-Décharge avec la ligne séparant le lot 18b du lot 19a-82, rang IX, du cadastre officiel du canton de Signay; de là, en référence au cadastre officiel dudit canton, ladite ligne séparant le lot 18b du lot 19a-82, rang IX; puis passant par la limite de la ville de Saint-Joseph-d'Alma, maintenant ville d'Alma, la ligne séparant les lots 18a-115 et 18a des lots 19a-82 et 19a jusqu'à un point situé à une distance de cent pieds (100.0') au sud du chemin du Rang IX mesurée le long de ladite ligne une ligne brisée composée d'une succession de lignes droites traversant les lots 19a, 19b, 20a, 20b, 20c, 21 et 22, rang IX et intersectant chacune des lignes latérales desdits lots à une distance de 100.0' pieds au sud du chemin du rang IX mesurée le long desdites lignes latérales; la ligne séparative des lots 22 et 23, rang IX et des lots 22-1 et 23-1, rang IX jusqu'à la rive droite ou rive sud de la Petite-Décharge; une ligne droite traversant la Petite-Décharge jusqu'au point d'intersection de sa rive gauche ou rive nord avec la ligne séparant les lots 12 et 13a, rang I-Ile-d'Alma; puis, dans le canton de De l'Ile, en référence au cadastre officiel du canton de Delisle, ladite ligne séparant le lot 12 du lot 13a, rang I-Ile-d'Alma; la ligne séparant les lots 12 et 13a, rang II-Ile-d'Alma; partie de la ligne séparative des rangs II-Ile-d'Alma et III-Ile-d'Alma; la ligne séparant les lots 12 et 13, rang III-Ile-d'Alma; la rive droite ou rive sud de la Grande-Décharge sur la largeur du lot 12, rang III-Ile-d'Alma; puis, passant par la limite de la ville d'Isle-Maligne en suivant la ligne séparative des lots 11 et 12, rang III-Ile-d'Alma; partie de la ligne séparative des rangs II-Ile-d'Alma et III-Ile-d'Alma; la ligne séparative des lots 11 et 12, rang II-Ile-d'Alma sur une longueur de vingt-huit chaînes et quinze mailles (28.15 chs); une ligne parallèle à la ligne séparative des rangs II-Ile-d'Alma et III-Ile-d'Alma traversant le lot 11, rang II-Ile-d'Alma; partie de la ligne séparative des lots 10 et 11, rang II-Ile-d'Alma en allant vers le nord sur une distance de soixante-quinze mailles (0.75 chs); une ligne parallèle à la ligne séparative des rangs II-Ile-d'Alma et III-Ile-d'Alma traversant le lot 10, rang II-Ile-d'Alma; partie de la ligne séparative des lots 9b et 10, rang II-Ile-d'Alma jusqu'à la ligne de division entre la ville d'Isle-Maligne et la ville de Riverbend; puis passant par la limite de la ville de Riverbend, en suivant la ligne séparative des lots 9b et 10, rang II-Ile-d'Alma des lots 9b et 10a, rang I-Ile-d'Alma des lots 9c et 10b, rang I-Ile-d'Alma jusqu'à la rive gauche ou rive nord de la Petite-Décharge; une ligne droite traversant la Petite-Décharge jusqu'au point d'intersection de sa rive droite ou rive sud avec la ligne séparant le lot 20c-1 du lot 21-1, rang IX, canton de Signay; et enfin, ladite rive droite ou rive sud de la Petite-Décharge en allant vers l'est jusqu'au point de départ.

Québec, ce 29 mai 1954.

Le Ministre des Affaires municipales,
37296-o YVES PRÉVOST, C.R.

future, included within the following boundaries, to wit: starting from the point of intersection of the right or left bank of the Petite-Décharge together with the dividing line of lot 18b of lot 19a-82, range IX, of the official cadastre of the township of Signay; thence, with reference to the official cadastre of said township, the said line separating lot 18b from lot 19a-82, range IX; thence passing by the boundary line of the town of Saint Joseph-d'Alma, presently town of Alma, the line dividing lots 18a-115 and 18a from lots 19a-82 and 19a as far as a point situated at a distance of one hundred feet (100.0') south of range IX road, measured along the said line; a broken line composed of a series of straight lines crossing lots 19a, 19b, 20a, 20b, 20c, 21 and 22, range IX, intersecting each one of the lateral lines of said lots at a distance of 100.0' feet south of range IX road, measured along the said lateral lines; the dividing line of lots 22 and 23, range IX and lots 22-1 and 23-1, range IX as far as the right or left bank of the Petite-Décharge; a straight line crossing the Petite-Décharge as far as the point of intersection of the left or north bank thereof, together with the line dividing lots 12 and 13a, range I-Ile-d'Alma; thence, in the township of De l'Ile, with reference to the cadastre of the township of Delisle, the said line dividing lot 12 from lot 13a, range I-Ile-d'Alma; the line dividing lots 12 and 13a, range II-Ile-d'Alma; part of the dividing line of ranges II-Ile-d'Alma and III-Ile-d'Alma; the line dividing lots 12 and 13, range III-Ile-d'Alma; the right or left bank of the Grande-Décharge across the breadth of lot 12, range III-Ile-d'Alma; thence passing by the boundary limit of the town of Isle Maligne along the dividing line of lots 11 and 12, range III-Ile-d'Alma; part of the dividing line of ranges II-Ile-d'Alma and III-Ile-d'Alma; the dividing line of lots 11 and 12, range II-Ile-d'Alma on a length of twenty-eight chains and fifteen links (28.15 cha); a line parallel to the dividing line of ranges II-Ile-d'Alma and III-Ile-d'Alma crossing lot 11, range II-Ile-d'Alma; part of the dividing line of lots 10 and 11, range II-Ile-d'Alma, northwards, along a distance of seventy-five links (0.75 chs); a line parallel to the dividing line of ranges II-Ile-d'Alma and III-Ile-d'Alma crossing lot 10, range II-Ile-d'Alma; part of the dividing line of lots 9b and 10, range II-Ile-d'Alma as far as the dividing line between the town of Isle-Maligne and the town of Riverbend; thence passing by the boundary limit of the town of Riverbend, along the dividing line of lots 9b and 10, range II-Ile-d'Alma, lots 9b and 10a, range I-Ile-d'Alma, lots 9c and 10b, range I-Ile-d'Alma as far as the left or north bank of the Petite-Décharge; a straight line crossing the Petite-Décharge as far as the point of intersection of the right or south bank thereof, together with the line dividing lot 20c-1 from lot 21-1, range IX, township of Signay; and lastly, the said right or south bank of the Petite-Décharge, eastwards, as far as the starting point.

Quebec, this May 29th, 1954.

37296 YVES PRÉVOST, Q.C.,
Minister of Municipal Affairs.

Département de l'Instruction Publique

N° 940-53.

Québec, le 18 mai, 1954.

Demande est faite d'annexer, pour les contribuables catholiques seulement, à la muni-

Department of Education

No. 940-53.

Quebec, May 18, 1954.

Application is made to annex, for the Catholic ratepayers only, to the school municipality of

cipalité scolaire d'Aylmer, dans le comté de Gatineau, les territoires ci-dessous décrits, savoir:

Dans le Canton Eardley, les lots 1 à 8 inclusivement des rangs VI et V; 1 à 6 inclusivement du rang IV; 1 à 4 inclusivement du rang III; 1 à 3 inclusivement du rang II et 1 et 2 du rang I, qui seront détachés de la municipalité scolaire de Eardley, dans le même comté.

Dans la partie sud du Canton de Hull, les lots 26, 27, et 28 du rang III et le lot 28-G du rang IV qui seront détachés de la municipalité scolaire de Rapide des Chênes, dans le même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
37266-21-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

N° 913-53.

Québec, le 18 mai, 1954.

Demande est faite d'annexer, pour les contribuables catholiques seulement, à la municipalité scolaire catholique de Poltimore, dans le comté de Papineau, les lots 29-A et 29-B du rang XI du Canton de Wakefield et le lot 28 du rang X du même canton qui seront détachés de la municipalité scolaire de St-Edouard-de-Wakefield, dans le comté de Gatineau.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
37267-21-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

N° 359-51.

Québec, le 18 mai, 1954.

Demande est faite, de former en municipalité scolaire distincte, pour les contribuables protestants seulement, sous le nom de "La municipalité scolaire protestante de St-Laurent", dans le comté de Jacques-Cartier, le territoire ci-dessous décrit, savoir:

Les lots suivants, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Laurent, savoir:

- a) 36, 37, 38, 41, 42 et 43.
- b) 236, 237, 238, 239, 240, 241, 242, 243, 244, 245, 246, 247, 248, 249, 250, 251, 252, 253, 254, 255, 256, 257, 258, 259, 260, 261, 262, 263.
- c) 351, 352 et 266.
- d) 355, 356, 357, 358, 359, 360, 361, 362, 363, 366, 367, 368, 374, 375, 406, 407 et 408.
- e) 364, 365, 369, 370, 371, 372, 373, 376, 377, 378, 379, 380, 381, 382, 383, 384, 385, 386, 387, 388, 389, 390, 391, 392, 393, 394, 395, 396, 397, 398, 399, 400, 401, 402, 403, 404, 405, 412, 413, 414, 415, 416, 417, 418, 419, 420, 421, 422, 423, 424, 425, 426, 427, 428, 429, 430, 431, 432, 433, 434, 435, 436, 437, 438, 439, 440, 441, 442, 443, 444, 445, 446, 447, 448, 449, 450, 451, 452, 453, 454, 455, 456, 457, 458, 459, 460, 461, 462, 463 et 464.
- f) 409, 465, 466, 467, 468, 469, 470, 471, 472, 473, 474, 475, 476, 477, 478, 479, 480 et 483.
- g) P. 73, P. 77, P. 78, P. 82, P. 83, P. 84, P. 85, P. 86, P. 87, P. 88, P. 89, P. 96, P. 97, P. 103, P. 104, P. 105, P. 106, P. 107, P. 108, 109, 110, P. 111, 113, P. 114, P. 116, 117, 118, P. 119, P. 123, 124, 125, 126, 127, 128, 129, 130, 131, 132, 133, 134, 135, 136, 137, 138, 139 et 140.
- h) 141, 142, 143, 144, 145, 146, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 153, 154, 155, 156, 157 et 158.
- i) 159, 160, 161, 162, 163, 164, 165, 166, 167, 168, 169, 170, 171, 172, 173, 174, 175, 176, 177, 178, 179, 180, 181, 182, 183, 189, 190, 191, et 192.
- j) 184, 185, 186, 187, 188, 193, 194, 195, 196, 197, 198, 199, 200, 201, 202, 203, 204, 205, 206, 207, 208, 209, 210, 211, 212, 213, 214, 215, 216, 217, 218, 219, 220, 221, 222, 223, 224, 225, 226, 227, 228, 229, 230, 231, 232, 233, 234, 235.

Aylmer, in the county of Gatineau, the territories hereinbelow described, to wit:

In the Eardley Township, lots 1 to 8 inclusively of ranges VI and V; 1 to 6 inclusively of range IV; 1 to 4 inclusively of range III; 1 to 3 inclusively of range II and 1 and 2 of range I, which shall be detached from the school municipality of Eardley, in the same county.

In the South part of the Township of Hull, lots 26, 27 and 28 of Range III and lot 28-G of range IV which shall be detached from the school municipality of Rapide des Chênes, in the same county.

O. J. DÉSAULNIERS,
37266-21-2-o Superintendent of Education.

No. 913-53.

Quebec, May 18, 1954.

Application is made to annex, for Catholic ratepayers only, to the Catholic school municipality of Poltimore, in the County of Papineau, lots 29-A and 29-B, Range XI of the Township of Wakefield and lot 28, Range X, same Township, which lots shall be detached from the school municipality of St. Edouard-de-Wakefield, in the County of Gatineau.

O. J. DÉSAULNIERS,
37267-21-2 Superintendent of Education.

No. 359-51

Quebec, May 18, 1954.

Application is made to form into a separate school municipality, for the Protestant ratepayers only, under the name of "St-Laurent Protestant School Municipality", in the county of Jacques-Cartier, the territory described hereinunder to, wit:

The following lots, on the official plan and in the book of reference of the parish of St-Laurent, to wit:

- a) 36, 37, 38, 41, 42 and 43.
- b) 236, 237, 238, 239, 240, 241, 242, 243, 244, 245, 246, 247, 248, 249, 250, 251, 252, 253, 254, 255, 256, 257, 258, 259, 260, 261, 262, 263.
- c) 351, 352 and 266.
- d) 355, 356, 357, 358, 359, 360, 361, 362, 363, 366, 367, 368, 374, 375, 406, 407 and 408.
- e) 364, 365, 369, 370, 371, 372, 373, 376, 377, 378, 379, 380, 381, 382, 383, 384, 385, 386, 387, 388, 389, 390, 391, 392, 393, 394, 395, 396, 397, 398, 399, 400, 401, 402, 403, 404, 405, 412, 413, 414, 415, 416, 417, 418, 419, 420, 421, 422, 423, 424, 425, 426, 427, 428, 429, 430, 431, 432, 433, 434, 435, 436, 437, 438, 439, 440, 441, 442, 443, 444, 445, 446, 447, 448, 449, 450, 451, 452, 453, 454, 455, 456, 457, 458, 459, 460, 461, 462, 463 and 464.
- f) 409, 465, 466, 467, 468, 469, 470, 471, 472, 473, 474, 475, 476, 477, 478, 479, 480 and 483.
- g) P. 73, P. 77, P. 78, P. 82, P. 83, P. 84, P. 85, P. 86, P. 87, P. 88, P. 89, P. 96, P. 97, P. 103, P. 104, P. 105, P. 106, P. 107, P. 108, 109, 110, P. 111, 113, P. 114, P. 116, 117, 118, P. 119, P. 123, 124, 125, 126, 127, 128, 129, 130, 131, 132, 133, 134, 135, 136, 137, 138, 139 and 140.
- h) 141, 142, 143, 144, 145, 146, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 153, 154, 155, 156, 157 and 158.
- i) 159, 160, 161, 162, 163, 164, 165, 166, 167, 168, 169, 170, 171, 172, 173, 174, 175, 176, 177, 178, 179, 180, 181, 182, 183, 189, 190, 191 and 192.
- j) 184, 185, 186, 187, 188, 193, 194, 195, 196, 197, 198, 199, 200, 201, 202, 203, 204, 205, 206, 207, 208, 209, 210, 211, 212, 213, 214, 215, 216, 217, 218, 219, 220, 221, 222, 223, 224, 225, 226, 227, 228, 229, 230, 231, 232, 233, 234, 235.

k) 484, 486 et 487.
 l) 489, 490, 491, 492, 493, 494, 495, 496, 497, 498, 499, 500, 501, 502, 503, 504 et 506.
 m) 560, 561, 562, 563, 564, 565, 566, 567, 568, 569, 570, 571 et 572.
 n) 93, 94, 95, P. 96, P. 97, 98, 99, 100, 101, 102, P. 103, P. 104, P. 105, P. 106, P. 107, P. 108, P. 109, P. 110, P. 111, P. 112, P. 114, 115, P. 116, P. 119, 120, 121, 122 et P. 123.
 o) 2632, 2633 et 2634.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
 37268-21-2-o O. J. DÉSALNIERS.

N° 1044-53.

Québec, le 17 mai, 1954.

Demande est faite d'annexer, pour les contribuables catholiques seulement, à la municipalité scolaire de Eastman, dans le comté de Brôme, le territoire actuel de la municipalité scolaire de Stukely-Sud, dans le comté de Shefford.

Le territoire de cette municipalité scolaire de Stukely-Sud, comprend les lots suivants tous inclusivement du canton de Stukely, savoir: 111 à 158 du rang I; 218 à 244 du rang II; 277 à 300 du rang III et 345 à 360 du rang IV.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
 37269-21-2-o O. J. DÉSALNIERS.

N° 506-53.

Québec, le 20 mai 1954.

Il a plu au Lieutenant-Gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 13 mai 1954, de détacher de la municipalité scolaire de Sacré-Cœur-de-Jésus paroisse, dans le comté de Stanstead, la partie du lot N° 581 du cadastre officiel du canton de Stanstead, ci-dessous décrite, pour l'annexer à la municipalité scolaire de Sacré-Cœur-de-Jésus village, même comté, savoir:

Toute cette partie dudit lot 581, bornée à l'est par la ligne entre les rangs VIII et IX dudit canton; au nord par la ligne qui sépare les lots 5 et 6, rang VIII, au sud-ouest par un chemin public et au sud par la ligne entre les lots 4 et 5 du rang VIII dudit canton.

Cet arrêté ministériel prendra effet le 1er juillet 1954.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
 37281-o O. J. DÉSALNIERS.

N° 1603-53.

Québec, le 20 mai 1954.

Il a plu au Lieutenant-Gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 13 mai 1954, de détacher de la municipalité scolaire du village de St-Casimir, dans le comté de Portneuf, le lot N° 192 du cadastre officiel de la paroisse de St-Casimir, pour l'annexer à la municipalité scolaire de la paroisse de St-Casimir, dans le même comté.

Cet arrêté ministériel prendra effet le 1er juillet 1954.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
 37281-o O. J. DÉSALNIERS.

N° 1276-52.

Québec, le 20 mai 1954.

Il a plu au Lieutenant-Gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 13 mai 1954 de changer le nom de la municipalité scolaire de Ste-Anne-de-Stukely, dans le comté de Shefford, en celui de "Ste-Anne-de-la-Rochelle", même comté.

k) 484, 486 and 487.

l) 489, 490, 491, 492, 493, 494, 495, 496, 497, 498, 499, 500, 501, 502, 503, 504 and 506.

m) 560, 561, 562, 563, 564, 565, 566, 567, 568, 569, 570, 571, and 572.

n) 93, 94, 95, P. 96, P. 97, 98, 99, 100, 101, 102, P. 103, P. 104, P. 105, P. 106, P. 107, P. 108, P. 109, P. 110, P. 111, P. 112, P. 114, 115, P. 116, P. 119, 120, 121, 122 and P. 123.

o) 2632, 2633 and 2634.

O. J. DÉSALNIERS,
 Superintendent of Education.

No. 1044-53.

Quebec, May 17, 1954.

Application is made to annex, for Catholic ratepayers only, the actual territory of the school municipality of Stukely-South, in the County of Shefford, to the school municipality of Eastman, in the County of Brôme.

The territory of the said school municipality of Stukely-South, includes the following lots inclusively, of the Township of Stukely, to wit: 111 to 158, Rang I; 218 to 244, Range II; 277 to 300, Range III and 345 to 360, Range IV.

O. J. DÉSALNIERS,
 Superintendent of Education.

No. 506-53.

Quebec, May 20, 1954.

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council has been pleased by, Order in Council dated May 13th, 1954, to detach from the school municipality of the Sacré-Cœur-de-Jésus parish, in the county of Stanstead, that part of lot No. 581 of the official cadastre of the township of Stanstead hereinbelow described, to annex it to the school municipality of Sacré-Cœur-de-Jésus Village, same county, to wit:

All that part of said lot 581, bounded on the East by the line between ranges VIII and IX of the said township; on the North, by the line which separates lots 5 and 6, range VIII, on the Southwest, by a public road and on the South, by the line between lots 4 and 5 of range VIII of the said township.

This Order in Council will come into effect on July 1st, 1954.

O. J. DÉSALNIERS,
 Superintendent of Education.

No. 1603-53.

Quebec, May 20, 1954.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council dated May 13, 1954, has been pleased to detach from the school municipality of the Village of St. Casimir, in the County of Portneuf, lot No. 192 of the official cadastre of the parish of St. Casimir, in order to annex it to the school municipality of the parish of St. Casimir, in the same county.

This Order in Council will come into effect the first day of July 1954.

O. J. DÉSALNIERS,
 Superintendent of Education.

No. 1276-52

Quebec, May 20, 1954.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council dated May 13, 1954, has been pleased to change the name of the school municipality of Ste. Anne-de-Stukely, in the County of Shefford, to that of "Ste-Anne-de-la-Rochelle", same county.

Cet arrêté ministériel prendra effet huit jours après sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
37281-o O. J. DÉSAULNIERS.

N°. 1439-53.

Québec, le 21 mai, 1954.

Il a plu au Lieutenant-Gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 13 mai 1954, de détacher de la municipalité scolaire d'Ely-Nord, dans le comté de Shefford, les lots 98 et 99 du cadastre officiel d'Ely, pour les annexer à la municipalité scolaire de St-Théophile-d'Ely, dans le même comté.

Cet arrêté ministériel prendra effet le 1er juillet 1954.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
37281-o O. J. DÉSAULNIERS.

N° 548-53

Québec, le 20 mai, 1954.

Il a plu au Lieutenant-Gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 13 mai 1954, de détacher de la municipalité scolaire de St-Vincent-d'Adamsville, dans le comté de Brôme, le territoire ci-dessous décrit pour l'annexer à celle de Ste-Marie-Médiatrice, dans le comté de Missisquoi.

Ce territoire comprend, en référence au cadastre officiel du canton de Farnham-Est, tous les lots, rues, ruelles, cours d'eau, emprises de chemins de fer ou parties d'iceux renfermées dans les limites ci-dessous décrites, savoir:

"Partant du coin nord-ouest du lot 377, du canton ci-dessus mentionné et de là, passant par les lignes et démarcations suivantes en continuité les unes des autres: vers l'est, la limite nord du 3ème rang dudit canton jusqu'au coin nord-ouest du lot 351; de là vers le sud, la limite est des lots 351 et 199 jusqu'au coin sud-est dudit lot 199; de là vers l'est, la limite nord du lot 202 jusqu'à son coin nord-est; de là vers le sud en suivant la ligne est des lots 202 et 83 jusqu'à sa rencontre avec la branche sud-est de la rivière Yamaska; de là en suivant ladite rivière Yamaska dans une direction générale ouest jusqu'à sa rencontre avec le coin nord-ouest du lot 105; de là traversant ladite rivière et continuant dans une direction ouest jusqu'au coin sud-ouest du lot 134; de là vers le nord en suivant la ligne ouest des lots 134, 137, 138 et 377 jusqu'au point de départ."

Cet arrêté ministériel prendra effet le 1er juillet 1954.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
37281-o O. J. DÉSAULNIERS.

This Order in Council will come into effect eight day after the publication thereof in the *Quebec Official Gazette*.

O. J. DÉSAULNIERS,
37281 Superintendent of Education.

No. 1439-53

Quebec, May 21st, 1954.

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated May 13, 1954, to detach from the school municipality of Ely-North, in the county of Shefford, lots 98 and 99 of the official cadastre of Ely, to annex them to the school municipality of St-Théophile-d'Ely, in the same county.

This Order in Council will come into effect on the first day of July, 1954.

O. J. DÉSAULNIERS,
37281 Superintendent of Education.

No. 548-53.

Quebec, May 20, 1954.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council, dated May 13, 1954, has been pleased to detach from the school municipality of St. Vincent-d'Adamsville, in the County of Brôme, the territory herein-under described in order that it be annexed to that of Ste. Marie-Médiatrice, in the County of Missisquoi.

This territory, with reference to the official cadastre of the Township of Farnham-East, all lots, streets, lanes, water-courses, railroad rights-of-way or parts thereof enclosed within the limits hereinbelow described, to wit:

"Starting from the northwest corner of lot 377, of the township hereinabove mentioned and thence, passing by the following lines and demarcations successively: on the east, the northern limit of the 3rd range of the said township as far as the northwest corner of lot 351; thence on the south, the eastern limit of lots 351 and 199 as far as the southeastern corner of the said lot 199; thence, on the east, the northern limit of lot 202 as far as its northeastern corner; thence, on the south, by following the eastern line of lots 202 and 83 to where it meets with the southeastern branch of the Yamaska River; thence, by following the said Yamaska River in a general westerly direction to where it meets with the northwestern corner of lot 105, thence, crossing the said river and continuing in a westerly direction to the southwestern corner of lot 134, thence, towards the north by following the western line of lots 134, 137, 138 and 377 to the starting point."

This Order in Council will come into effect on July first 1954.

O. J. DÉSAULNIERS,
37281 Superintendent of Education.

Département des Terres et Forêts

AVIS

Cadastre officiel du canton de Hull, division d'enregistrement de Gatineau.

Avis et par la présente donné qu'une partie du lot 6-C est annulée et le lot 6-B est corrigé en vertu des articles 2174 et 2174A du Code civil.

Québec, le 17 mai 1954.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
37282-o AVILA BÉDARD.

Department of Lands and Forests

NOTICE

Official cadastre of Township of Hull, registration, division of Gatineau.

Notice is hereby given that part of lot 6-C has been cancelled and lot 6-B has been corrected in virtue of Articles 2174 and 2174A of the civil Code.

Quebec, May 17, 1954.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
37282-o AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

AVIS

Cadastre officiel de la paroisse de Saint-Georges
division d'enregistrement de Beauce.

Avis est par la présente donné que le lot 846-48-1 est annulé en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 30 avril 1954.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

37282-o

NOTICE

Official cadastre of the parish of St. Georges,
registration of Beauce.

Notice is hereby given that lot 846-48-1 is cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, April the 30th, 1954.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

37282-o

Département du Travail

AVIS DE MODIFICATION

Conformément à la procédure prévue à l'article 8 de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), l'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis, par les présentes, qu'il se propose de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-Gouverneur en Conseil la modification suivante du décret numéro 1284 du 15 novembre 1951, dans sa teneur modifiée, relatif à l'industrie de la chemise pour hommes et garçons dans la province de Québec.

Le paragraphe 4 de l'article VII sera remplacé par l'article VII-A suivant:

"VII. A. *Chemise de travail*: 1° *Définition*: La chemise de travail dans le présent décret, s'entend d'une chemise de fabrication et de style particuliers dans l'industrie et généralement en usage parmi les travailleurs manuels, à l'exclusion de toutes chemises militaires, négligées, de sport, de chauffeurs ou d'uniformes, quelqu'en soit le style, le matériel, et sans restriction.

2° *Taux horaires minima pour le travail à l'heure ou à la pièce* Les taux horaires minima pour le travail régulier de jour durant une semaine régulière, sujets aux dispositions apparaissant ci-après, doivent être ceux mentionnés pour chaque opération dans leur zone respective:

a) Opérateurs, presseurs à la main, examinateurs et employés généraux:

	Taux horaires Zones	
	I	II
Premier trimestre.....	\$0.40	\$0.36
Après trois (3) mois.....	0.45	0.40
Après six (6) mois.....	0.49	0.45
Après douze (12) mois.....	0.56	0.51
Après dix-huit (18) mois.....	0.60	0.56

La moyenne générale pour les salariés auxquels s'applique ce paragraphe, après un an d'expérience dans l'industrie, doit être de \$0.68 l'heure dans la zone I et de \$0.62 l'heure dans la zone II.

	Taux horaires Zones	
	I	II
Premier trimestre.....	\$0.60	\$0.55
Après trois (3) mois.....	0.64	0.60
Après un (1) an.....	0.74	0.67
Après deux (2) ans.....	0.84	0.77
Après trois (3) ans.....	0.94	0.87
2° Après quatre (4) années de service:		
Coupeurs.....	1.10	1.00
Coupeurs au couteau à la main...	1.20	1.10
Marqueurs.....	1.20	1.10

c) Employés généraux de la fabrique, sexe masculin:

Premier semestre.....	0.55	0.50
-----------------------	------	------

Department of Labour

NOTICE OF AMENDMENT

Pursuant to the procedure established under section 8 of the Collective Agreement Act (R.S. Q. 1941, chapter 163 and amendments), the Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that he intends to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendment to the decree No. 1284 of November 15, 1951, as amended, relating to the men's and boys' shirt industry in the province of Québec.

Subsection 4 of section VII will be replaced by the following section VII-A:

"VII. A. *Work shirt*: 1. *Definition*: The work shirt in the present decree means a shirt of a particular make and style in the industry and generally used by manual laborers, to the exclusion of all other shirts, whether they be military, negligee, sport or for chauffeur or other uniforms, whatever be the style or material and without restriction;

2. *Minimum scale of wages for hour or piece work*: The hourly minimum rates of wages for work performed during a regular working day and during a regular working week, subject to the provisions hereinafter contained, shall be the rates appearing below opposite the respective operation in their respective zones:

a) Operators, pressers, (hand) examiners and general hands

	Per hour Zones	
	I	II
First three months.....	\$0.40	\$0.36
After three months.....	0.45	0.40
After six months.....	0.49	0.45
After twelve months.....	0.56	0.51
After eighteen months.....	0.60	0.56

The general average for employees covered by this section, after one year of experience in the industry, must be \$0.68 per hour in Zone I, and \$0.62 per hour in Zone II.

	Per hour Zones	
	I	II
Premier trimestre.....	\$0.60	\$0.55
Après trois (3) mois.....	0.64	0.60
Après un (1) an.....	0.74	0.67
Après deux (2) ans.....	0.84	0.77
Après trois (3) ans.....	0.94	0.87
2. After four years of service:		
Cutters.....	1.10	1.00
Hand Knife cutters.....	1.20	1.10
Markers.....	1.20	1.10

c) General factory workers, male:

First six months.....	0.55	0.50
-----------------------	------	------

Après le premier semestre.....	0.60	0.55	After six months.....	0.60	0.55
Après douze (12) mois.....	0.64	0.60	After twelve months.....	0.64	0.60
Après dix-huit (18) mois.....	0.69	0.64	After eighteen months.....	0.69	0.64
Après vingt-quatre (24) mois.....	0.74	0.69	After twenty-four months.....	0.74	0.69

d) Presseurs à la machine:

Les presseurs sur presse à vapeur les presseurs sur machines à plisser et à plier qui pressent les poignets, les cols et les revers doivent, après deux (2) ans, être considérés compétents et recevoir les apprentis auxquels s'appliquent ce sous-paragraphe doivent recevoir:

Premier semestre.....	0.51	0.46
Après le premier semestre.....	0.59	0.52
Après douze (12) mois.....	0.66	0.60
Après dix-huit (18) mois.....	0.74	0.62
Après vingt-quatre (24) mois.....	0.82	0.75

d) Pressers (machine):

Pressers on steam machine, pressers on creasing and folding machines who press cuffs, bands and facings shall, after two years be considered competent and shall receive.....

Apprentice covered by this subsection shall receive:

First six months.....	0.51	0.46
After six months.....	0.59	0.52
After twelve months.....	0.66	0.60
After eighteen months.....	0.74	0.62
After twenty-four months.....	0.82	0.75

Taux horaires
Zones
I II

Per hour
Zones
I II

e) Étaleurs (Spreaders)

Premier semestre.....	\$0.55	\$0.51
Après le 1er semestre.....	0.60	0.55
Après douze (12) mois.....	0.64	0.60
Après dix-huit (18) mois.....	0.69	0.64
Après vingt-quatre (24) mois.....	0.74	0.69

e) Spreaders:

First six months.....	0.55	0.51
After six months.....	0.60	0.55
After twelve months.....	0.64	0.60
After eighteen months.....	0.69	0.64
After twenty-four months.....	0.74	0.69

f) Assortisseurs (Dividers)

Premier semestre.....	0.51	0.46
Après le 1er semestre.....	0.55	0.51
Après douze (12) mois.....	0.60	0.55
Après dix-huit (18) mois.....	0.64	0.60

f) Dividers:

First six months.....	0.51	0.46
After six months.....	0.55	0.51
After twelve months.....	0.60	0.55
After eighteen months.....	0.64	0.60

3° *Supplément de salaire*: Le supplément de salaire horaire indiqué au paragraphe 3 de la Section VII du présent décret ne s'applique pas à la présente section VII "A" relative à la chemise de travail.

4° *Taux à la pièce*: Aucun taux à la pièce ne peut être fixé de façon à rapporter moins que les minima ci-haut.

5° *Départementalisation*: Lorsqu'il n'y a pas de départementalisation dans l'usine, et que les salariés travaillent à la fois à la fabrication ou à la production de chemises de travail et de chemises d'autres styles ou d'autres espèces, les taux horaires de salaires resteront ceux mentionnés à l'article VII du présent décret.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 29 mai 1954.

37297-0

3. *Additional wage*: The additional hourly wage indicated in paragraph 3 of Section VII of the present decree does not apply to this section VII "A" relating to the work shirt.

4. *Piece work prices*: No piece work prices may be fixed which do not yield a rate of pay equal to the minimums as above-mentioned.

5. *Departmentalization*: Whenever the shop is not divided into departments, and the workers are engaged at the same time in the fabrication or production of work shirt and shirts of other styles or kinds, the hourly rates and additional wages established in subsections 1, 2 and 3 of this section shall not be reduced.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, May 29, 1954.

37297-0

Examens du Barreau — Bars Examination

BARREAU D'ARTHABASKA — BAR OF ARTHABASKA
CANDIDAT POUR L'ADMISSION À L'EXAMEN PRATIQUE FINAL
CANDIDATE FOR THE ADMISSION OF THE FINAL EXAMINATION OF PRACTICE

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence	Collège College
Moisan.....	Jean.....	26	Lyster.....	Université McGill.

Victoriaville, le 20 mai 1954. — Victoriaville, May 20th, 1954.

Le Secrétaire du Barreau d'Arthabaska.
LAURENT TROTTIER,
Secretary of the Bar of Arthabaska.

BARREAU DE HULL — BAR OF HULL

CANDIDATS POUR L'ADMISSION À LA PRATIQUE DU DROIT
CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE PRACTICE OF LAW

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence
Béland.....	Jacques.....	26	Hull.
Carisse.....	J.-Bernard.....	27	Ottawa.
Laframboise.....	André.....	25	Ottawa.
Letellier de St-Just.....	Charles.....	27	Ottawa.
Quain.....	John Hamilton.....	24	Kingsmere.
Quain.....	Redmond Charles Hamilton.....	26	Kingsmere.
Soublière.....	Hector.....	22	Ottawa.
Taché.....	Pierre.....	25	Hull.

Hull, 21 mai 1954.— Hull, May 21, 1954.

Le Secrétaire du Barreau de Hull,
ROY FOURNIER,
Secretary of the Bar of Hull.

37309-o

BARREAU DES LAURENTIDES — BAR OF LAURENTIDES

CANDIDATS POUR L'EXAMEN D'ORDRE PRATIQUE (4e année)
CANDIDATES FOR THE EXAMINATION OF PRACTICAL ORDER (4th grade)

Examens de Juin 1954 — Examinations of June 1954

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence
Therrien.....	Vianney.....	23	St-Paul l'Ermite.
Perrault.....	Monique.....	24	Joliette.

Joliette, 21 mai 1954.— Joliette, May 21, 1954.

Le Secrétaire du Barreau des Laurentides,
MAURICE MAJEAU,
Secretary of Laurentides Bar.

37309-o

BARREAU DES LAURENTIDES — BAR OF LAURENTIDES

CANDIDAT POUR L'EXAMEN À LA PRATIQUE DU DROIT
CANDIDATE FOR THE EXAMINATION TO THE PRACTICE OF LAW

Examens de Juin 1954 — Examinations of June 1954

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence
Lépine.....	A. Arthur.....	27	Joliette.

Joliette, 21 mai 1954.— Joliette, May 21, 1954.

Le Secrétaire du Barreau des Laurentides,
MAURICE MAJEAU,
Secretary of Laurentides Bar.

37309-o

BARREAU DU SAGUENAY — BAR OF SAGUENAY

CANDIDATS POUR L'ADMISSION À L'EXAMEN THÉORIQUE (3e et 4e années)
CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE EXAMINATION OF THEORETICAL (3rd and 4th years)

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence
Asselin.....	Roger.....	27	St-Ambroise.
Dubup.....	Alfred.....	25	Chicoutimi.
Gendron.....	Georges.....	25	Chicoutimi.
Lapointe.....	Dominique.....	24	Notre-Dame d'Hébertville.

Chicoutimi, le 20 mai 1954.— Chicoutimi, May 20, 1954.

Le Secrétaire du Barreau du Saguenay,
VINCENT GARNEAU,
Secretary of the Bar of Saguenay.

37309-o

BARREAU DE ST-FRANÇOIS — BAR OF ST. FRANCIS

CANDIDATS POUR L'ADMISSION À LA PRATIQUE DU DROIT
CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE PRACTICE OF LAW

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence
Mercure	Luc	25	Lac Mégantic.
Rouillard	Jean	26	Sherbrooke.

Sherbrooke, 25 mai 1954. — Sherbrooke, May 25, 1954.

Le Secrétaire du Barreau de St-François,
CHARLES LEBLANC,
Secretary of the Bar of St. Francis.

37309-o

Liquidation avis de:

Winding up Notice:

Avis est donné que, lors d'une assemblée générale spéciale des sociétaires de "La Caisse Populaire de St-Luc", tenue à Saint-Luc, dans le comté de St-Jean, le 27 avril 1954, une résolution a été adoptée, à l'effet que les affaires de ladite société soient liquidées volontairement, et que celle-ci soit dissoute, conformément aux dispositions de la Loi des syndicats coopératifs de Québec et de la Loi de la liquidation volontaire des compagnies à fonds social, et que Messieurs Léopold Moreau, Paul Marcell et J.-T.-L. Doyon ont été nommés liquidateurs.

Donné au bureau du Secrétaire de la province le 15 mai 1954.

Le Sous-secrétaire de la province,
37295-o JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that at a special general meeting of the members of "La Caisse Populaire de St-Luc", held at Saint Luc, in the County of St. John, on April 27, 1954, a resolution has been adopted to the effect that the affairs of the said association be voluntarily wound-up, and that it be dissolved, pursuant to the provisions of the Quebec Cooperative Syndicates' Act and the Winding-up Act, and that Messrs Léopold Moreau, Paul Marcell and J. T. L. Doyon have been appointed liquidators.

Given at the office of the Provincial Secretary, the fifteenth day of May 1954.

37295 JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

Ministère des Finances

Department of Finance

AVIS DE RACHAT PAR ANTICIPATION

NOTICE OF REDEMPTION

Province de Québec

Province of Quebec

\$13,950,000 d'obligations à 4% en date du 1er février 1941, échéant le 1er février 1956.

\$13,950,000 4% Debentures dated February 1st, 1941, maturing February 1st, 1956.

Avis est donné par les présentes que l'émission de \$13,950,000 d'obligations à 4% en date du 1er février 1941 de la Province de Québec, effectuée sous l'autorité de la Loi 1 Édouard VIII (2e session), chapitre 2, et remboursable par anticipation selon la teneur des obligations, est, par les présentes, appelée pour rachat le 1er août 1954 à la valeur nominale des obligations plus l'intérêt couru jusqu'à la date précitée du rachat.

Notice is hereby given that the \$13,950,000 4% Debentures dated February 1st, 1941 of the Province of Quebec, issued under the authority of the Act 1 Edward VIII (2nd Session), Chapter 2, and subject to prior redemption according to the terms of the Debentures, are hereby called for redemption on the first day of August, 1954 at their face value plus interest accrued to the said redemption date.

Les obligations comportant tous les coupons échéant postérieurement au 1er août 1954 peuvent être remises contre paiement en monnaie légale du Canada, aux banques et aux lieux de paiement indiqués sur les obligations. Les obligations enregistrées devront être accompagnées de tous les documents nécessaires au transfert.

Debentures, with all coupons maturing subsequent to August 1st, 1954 attached, may be surrendered against payment in lawful money of Canada, at the banks and the places of payment stipulated in the Debentures. Registered Debentures should be accompanied by all instruments requisite for transfer.

L'intérêt sur toutes ces obligations cessera de courir le 1er août 1954 et postérieurement à cette date les détenteurs de ces obligations n'auront le droit de recevoir que le paiement du capital et de l'intérêt couru à la date précitée du rachat.

Interest on all of such Debentures shall cease to accrue on the first day of August, 1954 and thereafter the holders of such Debentures shall have no rights except to receive payment of principal and accrued interest to the said redemption date.

PROVINCE DE QUÉBEC
ONÉSIME GAGNON
Ministre des finances

PROVINCE OF QUEBEC
ONÉSIME GAGNON
Minister of Finance

le 29 mai 1954

37313 May 29th, 1954.

37313

AVIS DE RACHAT PAR ANTICIPATION

Province de Québec

\$31,500,000 d'obligations à 3¼% en date du 15 février 1940, échéant le 15 février 1955.

Avis est donné par les présentes que l'émission de \$31,500,000 d'obligations à 3¼% en date du 15 février 1940 de la Province de Québec, effectuée sous l'autorité de la Loi 1 Édouard VIII (2e session), chapitre 2, et remboursable par anticipation selon la teneur des obligations, est, par les présentes, appelée pour rachat le 15 août 1954 au pair plus l'intérêt couru jusqu'à la date précitée du rachat.

Les obligations comportant le coupon échéant le 15 février 1955 peuvent être remises contre paiement en monnaie légale du Canada, aux banques et aux lieux de paiement indiqués sur les obligations. Les obligations enregistrées devront être accompagnées de tous les documents nécessaires au transfert.

L'intérêt sur toutes ces obligations cessera de courir le 15 août 1954 et postérieurement à cette date les détenteurs de ces obligations n'auront le droit de recevoir que le paiement du capital et de l'intérêt couru à la date précitée du rachat.

PROVINCE DE QUÉBEC
ONÉSIME GAGNON
Ministre des finances

le 29 mai 1954.

37313

NOTICE OF REDEMPTION

Province of Quebec

\$31,500,000 3¼% Debentures dated February 15th, 1940, maturing February 15th, 1955.

Notice is hereby given that the \$31,500,000 3¼% Debentures dated February 15th, 1940 of the Province of Quebec, issued under the authority of the Act 1 Edward VIII (2nd Session), Chapter 2, and subject to prior redemption according to the terms of the Debentures, are hereby called for redemption on the fifteenth day of August, 1954 at their face value plus interest accrued to the said redemption date.

Debentures, with coupon maturing February 15th, 1955 attached, may be surrendered against payment in lawful money of Canada, at the banks and the places of payment stipulated in the Debentures. Registered Debentures should be accompanied by all instruments requisite for transfer.

Interest on all of such Debentures shall cease to accrue on the fifteenth day of August, 1954 and thereafter the holders of such Debentures shall have no rights except to receive payment of principal and accrued interest to the said redemption date.

PROVINCE OF QUEBEC
ONÉSIME GAGNON
Minister of Finance

May 29th, 1954.

37313

Sièges sociaux

HUDDERSFIELD URANIUM & MINERALS LTD
(No Personal Liability)

Avis est donné que la compagnie "Huddersfield Uranium & Minerals Ltd" (No Personal Liability), constituée en corporation par lettres patentes en date du 8 mai, 1954, et ayant le principal siège de ses affaires à Montréal, Province de Québec, a établi son bureau à Suite 204, 159 ouest, rue Craig, à Montréal, P.Q.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Daté à Montréal, ce 11 mai, 1954.

(Sceau) La Secrétaire-Trésorière,
37287-o ANDRÉE BOURDON.

WHITNEY URANIUM MINES LTD.
(No Personal Liability)

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Whitney Uranium Mines Ltd." (No Personal Liability) constituée en corporation par lettres patentes, en vertu de la Loi des compagnies de Québec, en date du 31 mars 1954, a établi son siège social à 1085 côte Beaver Hall, Montréal, Québec.

A compter de la date de cet avis ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 11e jour de mai 1954.

(Sceau) Le Président,
37288 FRANK M. SMALL.

Head Offices

HUDDERSFIELD URANIUM & MINERALS LTD
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that "Huddersfield Uranium & Minerals Ltd" (No Personal Liability), company incorporated by letters patent dated the 8th of May, 1954, and having its chief place of business in Montreal, Province of Quebec, has established its office at Suite 204, 159 Craig Street West, Montreal.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the Company as being the head office of the company.

Montreal, May 11, 1954.

(Seal) ANDRÉE BOURDON,
37287-o Secretary-Treasurer.

WHITNEY URANIUM MINES LTD.
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that "Whitney Uranium Mines Ltd." (No Personal Liability) incorporated by letters patent under the Quebec Mining Companies' Act on March 31st, 1954, has established its Head Office at 1085 Beaver Hall Hill, Montreal, Quebec.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the Company as being the Head Office of the Company.

Dated at Montreal, this 11th day of May, 1954.

(Seal) FRANK M. SMALL,
37288-o President.

Avis est donné que la Compagnie "Commercial Enterprises Limited" constituée en corporation par Lettre Patente le 31 janvier 1947 et ayant

Notice is hereby given that Commercial Enterprises Limited incorporated by letters of patent on the 31st. of January 1947 and having its

son bureau principal dans la Cité de Montréal a changé ce bureau principal a 1475 Rue Crescent Montréal.

A compter de la date du présent avis le dit bureau est considéré par la Compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, le 30 mai 1954.

Le Secrétaire-Trésorier,

H. M. SMITH.

37308-o

head-office in the City of Montreal, has removed this head-office to 1475 Crescent Street Montreal.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the Company as being the Head-Office of the Company.

Montreal, May 30th, 1954.

H. M. SMITH,
Secretary-Treasurer.

37308-o

AVIS OFFICIEL

Le "Conseil New Carlisle, No. 3441 des Chevaliers de Colomb", de New Carlisle, P.Q. donne avis par les présentes qu'il possède son siège social à l'adresse ci-dessus indiquée et qu'il se prévaut des dispositions de la Loi concernant les Chevaliers de Colomb de la province de Québec (1-2 Elizabeth II, ch. 134, art. 2a) à partir du 22 avril 1953.

Grand Chevalier,
JOHN F. SHEEDAN,
Secrétaire Archiviste,
ANTONIO MARTIN.

37302-o

OFFICIAL NOTICE

The "Council, New Carlisle, No. 3441 of the Knights of Columbus", of New Carlisle, P.Q. hereby gives notice that its corporate seat is located at the abovementioned address and that it is availing itself of the provisions of the Act respecting the Knights of Columbus of the Province of Quebec (1-2 Elizabeth II, chap. 134, Sec. 2a), as from April 22, 1953.

JOHN F. SHEEHAN,
Grand Knight.
ANTONIO MARTIN,
Recording-Secretary.

37302

Ventes — Loi de faillite

Canada, province de Québec, district de Chicoutimi, Cour supérieure (En matière de faillite).

VENTE À L'ENCAN

Dans l'affaire de la faillite de: Andrew Sliger, garagiste et opérant le commerce de garage à Desbiens Mills, et Boul. Dequen à Naudville, P.Q. débiteur:

Avis est par les présentes donné que VENDREDI, le 18 JUIN 1954, à ONZE heures a.m. sera vendu par encan public à la porte de l'Eglise de Desbiens Mills, Co. Lac St-Jean, l'immeuble ci-après décrit, savoir:

A1) Le lot de terre connu et désigné sous le N° vingt-D-six (N° 20-d-6) du rang A, du cadastre du canton Métabetchouan, suivant la nouvelle subdivision, mesurant cinquante pieds de largeur sur cent pieds de profondeur.

A2) Une lisière de terrain contigue au terrain ci-dessus décrit, mesurant seize pieds (16') de largeur sur cent pieds (100') de profondeur, faisant partie du lot de terre connu et désigné sous le N° vingt-D-sept (ptie. N° 20-d-7) dudit rang du cadastre du canton Métabetchouan, étant les seize pieds (16') ouest dudit lot et bornée comme suit: vers l'ouest au lot vingt-D-six (20-d-6) ci-dessus décrit, vers l'est au résidu dudit lot vingt-D-sept (20-d-7) au nord à la rue qui s'y trouve et au sud au lot vingt-D (20-d).

A3) Un autre terrain mesurant soixante-six pieds (66') de largeur sur cent pieds (100') de profondeur, faisant partie du lot de terre connu et désigné sous le N° vingt-D (ptie 20-d) dudit rang A, du cadastre du canton Métabetchouan, bornée comme suit: en largeur au nord aux deux terrains ci-dessus décrits au sud au résidu dudit lot vingt-D (20-d) soit à ladite distance de cent pieds (100'), joignant à l'est au terrain de Lake St. John Distributing Co. Ltd. ou représentants, et à l'ouest au résidu dudit lot vingt-D (20-d). Le tout avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Sales — Bankruptcy Act

Canada, Province of Quebec, district of Chicoutimi, Superior Court (Sitting in Bankruptcy).

AUCTION SALE

In the matter of Bankruptcy of: Andrew Sliger, garage-keeper and operating a garage at Desbiens Mills, and Boul. Dequen at Naudville, P.Q., Debtor;

Notice is hereby given that FRIDAY, JUNE EIGHTEENTH, 1954, at ELEVEN o'clock a.m. shall be sold by Public Auction at the church door of Desbiens Mills, County of Lake St. John, the immovable hereinafter described, to wit:

A1) Lot of land known and designated under No. twenty-D-six (No. 20-d-6) of range A, on the official cadastre of the township of Metabetchouan, following the new subdivision, measuring fifty feet in width by one hundred feet in depth.

A2) A strip of land contiguous to the land hereinbelow described, measuring sixteen feet (16') in width by one hundred feet (100') in depth, forming part of lot of land known and designated under No. twenty-D-seven (Pt. No. 20-d-7) of the said range of the cadastre of the Township of Metabetchouan, being the sixteen feet (16') west of the said lot and bounded as follows: on the west by lot twenty-D-six (20-d-6) hereinabove described, on the east by the residue of the said lot twenty-D-seven (20-d-7) on the north by the street found thereon and on the south by lot twenty-D-(20-d).

A3) Another lot measuring sixty-six feet (66') in width by one hundred feet (100') in depth, forming part of lot of land known and designated under No. twenty-D (Pt. 20-d) of the said range A, of the cadastre of the Township of Metabetchouan, bounded as follows: in width on the north by the two lots hereinabove described, on the south, by the residue of the said lot twenty-D (20-d) albeit at a distance of one hundred feet (100'), joining on the east the land of the Lake St. John Distributing Co. Ltd. or representatives, and on the west, by the residue of the said lot twenty-D (20-d). The whole with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

Cet item sera offert en vente au plus haut et dernier enchérisseur, à charge des rentes et autres servitudes qui peuvent exister.

Les titres et certificats peuvent être examinés en tout temps en s'adressant aux syndics soussignés.

Cette vente est faite conformément aux articles 716, 717 et 719-A du C.P.C. et aussi à l'article 55 de la Loi de Faillite 1949; cette vente équivaut à la vente au Shérif, le tout suivant jugement rendu par l'Honorable Tribunal des Faillites, pour le district de Chicoutimi.

Conditions de paiement: Argent comptant.
Québec, ce 11 mai 1954.

Les Syndics,
R. ERNEST LEFAIVRE,
111 Côte de la Montagne, Québec, Que.
PIERRE E. LABERGE,

37212-20-2-o 369 est rue Racine, Chicoutimi, Que.

This item shall be offered for sale to the highest and last bidder subject to the ground rents and other servitudes which may exist.

Titles and certificates may be examined at any time upon application to the undersigned trustees.

This sale is made pursuant to articles 716, 717 and 719-A of C.C.P., and also to article 55 of the Bankruptcy Act, which gives this sale the effect of a sheriff's sale, the whole according to a judgment rendered by the Honorable Court "Sitting in Bankruptcy", for the District of Chicoutimi.

Conditions: cash
Quebec, May 11, 1954.

R. ERNEST LEFAIVRE,
111 Mountain Hill, Quebec, P.Q.
PIERRE E. LABERGE,
Trustees,

37212-20-2 369 Racine Street, East, Chicoutimi.

Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, N° 141, "En faillite". Dans l'affaire de la faillite de Lucien Laplante, Montréal, P.Q., cédant autorisé & Hermas Perras Syndic.

AVIS DE VENTE

Avis public est par les présentes donné que l'immeuble suivant savoir:

Désignation

"Un emplacement situé en la Paroisse de Saint-Paul de l'Île-aux-Noix, comté de Saint-Jean, contenant cent soixante-sept pieds de largeur en front et cent soixante pieds de largeur à l'ouest par cent soixante-dix pieds de profondeur dans la ligne sud et cent-soixante seize pieds de profondeur dans la ligne nord, le tout plus ou moins, connus et désigné comme étant partie du lot numéro quatre-vingt-dix (P. N° 90), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Valentin, borné comme suit: à l'est par la route N° 9B; au sud, par le lot N° 88, dudit cadastre, appartenant à l'Oeuvre et Fabrique de Saint-Paul de l'Île aux Noix; au nord et à l'ouest, par d'autres parties dudit lot N° 90; Avec toutes les bâtisses dessus érigée, et particulièrement une bâtisse servant d'Hôtel, et dépendance."

Sera vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Paul de l'Île aux Noix, comté de St-Jean, à ONZE heures de l'avant-midi, MERCREDI le 7 JUILLET 1954.

Cette vente est faite en vertu d'un jugement rendu par le Régistrare, à Montréal, le 13 mai 1954, et suivant les dispositions des articles 55 et suivants de la Loi de 1949 sur la faillite, afin de donner à cette vente l'effet du décret aux termes du Code de procédure civile.

Conditions: comptant.

En plus du prix d'acquisition l'acquéreur devra payer les droits du gouvernement de 2½% conformément à la Loi.

Pour autres renseignements et cahier des charges, s'adresser au soussigné.

Le Syndic,
HERMAS PERRAS.
Bureau de:
Perras & Perras,
Syndics-Licenciés, 4 est, Notre-Dame,
Montréal, P.Q. 37298-22-2-o

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 141, "Sitting in Bankruptcy". In the matter of Bankruptcy of: Lucien Laplante, Montreal, P. Q., Authorized Assignor, & Hermas Perras, Trustee.

NOTICE OF SALE

Public notice is hereby given that the following immoveable to wit:

Description

"An emplacement situate in the Parish of Saint Paul de l'Île-aux-Noix, county of Saint John, containing one hundred and sixty-seven feet of frontage and one hundred and sixty feet in width to the west by one hundred and seventy feet in depth on the south line, and one hundred and seventy-six feet in depth on the north line, all of which more or less, known and designated as being part of lot number ninety (P. No. 90), on the official plan and of reference of the parish of Saint Valentin, bounded as follows: to the east by Route No. 9B; south, by lot No. 88 of said cadastre, belonging to "l'Oeuvre et Fabrique de Saint-Paul de l'Île aux Noix; to the north and west, by other parts of said lot No. 90; with all buildings erected thereon, and particularly a building being used as a hotel, and dependencies."

Shall be sold at the parochial church door of St. Paul de l'Île aux Noix, County of St. John, at ELEVEN o'clock in the forenoon, WEDNESDAY, JULY SEVENTH 1954.

This sale is carried out in accordance with a judgment rendered by the Registrar, at Montreal, May 13, 1954, pursuant to the provisions of section 55 and the following of the Bankruptcy Act, 1949, in order that this sale may have the effect of a sale by Sheriff, according to the Code of Civil Procedure.

Conditions: Cash.

Over and above the purchasing price, the buyer is bound to pay the 2½% government rights pursuant to the Act.

For further information and list of charges, apply to the undersigned.

Office of:
Perras & Perras,
Licensed Trustees, 4 Notre Dame Street, East,
Montreal, P.Q. 37298-22-2
HERMAS PERRAS,
Trustee.

Vente par licitation

Province de Québec, District de Montréal,
Cour Supérieure, N° 342363, Paul Poirier, de-
mandeur vs Arthur Poirier, défendeur.

AVIS DE LICITATION

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure siégeant à Montréal dans le district de Montréal et rendu par l'honorable juge André Montpetit le 6 avril 1954, dans une cause dans laquelle Paul Poirier, journalier, des cité et district de Montréal, est demandeur et Arthur Poirier, employé à la Voirie provinciale, de la paroisse de Saint-Martin, comté de Laval, district de Montréal, est défendeur; ordonnant la licitation d'un immeuble désigné comme suit:

"Un emplacement ou un immeuble situé au village de Saint-Martin, ayant front sur la rue Principale, connu et désigné comme faisant partie des lots 383 et 393 des plan et devis de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Martin, savoir de cette partie du lot 393 de la paroisse de Saint-Martin, de 86 pieds de largeur par la profondeur dudit lot, borné à l'ouest par le chemin public, au nord par le résidu dudit lot appartenant à Louis Cléroux ou représentant, au sud par Hector Barbe ou représentant et à l'est par cette partie dudit lot 383 ci-après décrit, et de partie du lot 383 aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint Martin contenant 10 pieds 4 pouces dans la ligne sud, 17 pieds 9 pouces dans la ligne nord et 86 pieds dans la ligne sud-ouest, bornée à l'est par le boulevard du Curé Labelle, au sud par Hector Barbe ou représentant et au nord par Louis Cléroux ou représentant et avec bâtisses et constructions dessus érigées."

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'en- chère et adjugé au plus offrant et dernier en- chérissseur, le VINGT-NEUF JUIN 1954, à DIX heures et TRENTE de l'avant-midi, dans la salle d'audience chambre 31 au Palais de Justice à Montréal, cour tenante, sujet aux charges, causes et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du Protonotaire de ladite Cour, et que toute opposition afin d'annuler, afin de charges, ou afin de distraire à ladite licitation devra être déposée au greffe du Protonotaire de ladite Cour au moins 12 jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication et que toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les 6 jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par les présentes, elles seront forcloses de droit de le faire.

Un dépôt de \$1200.00 sera exigé avant la vente de tout offrant ou enchérissseur.

Montréal, le 12 mai 1954.

Les Procureurs du demandeur,
37247-21-2-o GUÉRIN & PINARD.

Sale by Licitaton

Province of Quebec, District of Montreal,
Superior Court, No. 342363, Paul Poirier,
Plaintiff vs Arthur Poirier, defendant.

NOTICE OF LICITATION

Notice is given that in virtue of a judgment of the Superior Court sitting in Montreal in the District of Montreal on April 6th, 1954, in the case, where Paul Poirier, day-labourer, now residing in the City and District of Montreal, is plaintiff, and Arthur Poirier, employed at the Provincial Road Department, of the parish of St. Martin, Laval County, district of Montreal, is the defendant; ordering the licitation of the immoveable designated as follows:

"An emplacement or an immoveable situated in the village of St. Martin fronting on Main Street, known and designated as being a part of lots No. 383 and 393 of the Official Plan and Book of Reference for the Parish of St. Martin, to wit: this part of lot 393 of the Parish of St. Martin, of 86 feet in width by the depth of the said lot, bounded towards west by the public road, towards north by the residu of said lot belonging to Mr. Louis Cléroux or representative, towards south by Hector Barbe or representative and towards east by this part of said lot 383 hereinafter described, and part of lot 383, of the Official Plan and Book Reference of the Parish of St. Martin containing 10 feet 4 inches in the South line, 17 feet 9 inches in the North Line and 86 feet in the Southwest line, bounded towards East by Boulevard du Curé Labelle, towards South by Hector Barbe or representative and towards North by Louis Cléroux or representative; with buildings thereon erected."

The above described immoveable will be sold by auction and adjudged to the highest and last bidder on the TWENTY-NINE day of JUNE 1954, at HALF past TEN o'clock in the forenoon, Montreal Court sitting in the Court Room No. 31 in the Court House of Montreal, the said sale to be made subject to the charges clauses and conditions mentioned in the list of charges filed in the office of the Prothonotary of the said Court. Any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation must be filed in the office of the Prothonotary of the said Court at least 12 days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication and any opposition for payment be filed within six days following the adjudication; and failing the interested parties to file the said opposition within the delays hereby limited, they shall be foreclosed from so doing.

A deposit of \$1200.00 shall be exacted from each and every bidder.

Montreal, May 12, 1954.

GUÉRIN & PINARD,
37247-21-2-o Attorneys for the Plaintiff.

VENTES PAR SHÉRIFS

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

SHERIFFS' SALES

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

GASPÉ

Fieri Facias de Terris
Rimouski, province de Québec

Cour Supérieure, N° 14,748 { **FORBES & FORBES**, marchand de bois de Matane P.Q., demanderesse; vs **GERMAIN COLLIN**, de Mont-Albert, comté de Gaspé, P.Q., défendeur;

Un terrain de 55 pieds en front au chemin royal sur toute la profondeur s'étendant du chemin royal en courant vers le Nord jusqu'au fleuve St-Laurent, ledit terrain désigné comme faisant partie des lots portant les Nos. 26 et 27 du cadastre officiel du Bloc "A" Canton Tourelle, borné au Nord au fleuve St-Laurent, à l'Est à François Paquet, au Sud au Chemin Royal et à l'Ouest à Georges Pelletier, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Ste-Anne-des-Monts, comté de Gaspé, P.Q. **LUNDI** le CINQUIÈME jour de **JUILLET** 1954 à DIX heures de l'avant midi.

Le Shérif,

JOSEPH F. MEACHER.

Bureau du Shérif,

Percé, P.Q. le 22 mai 1954.

37299-22-2-o

HULL

District de Hull

Cour Supérieure, N° 2872. { **LA CAISSE POPULAIRE DE SAINTE-ROSE DE LIMA DE TEMPLETON**,

comté de Papineau, société régie par la Loi des syndicats coopératifs de Québec, ayant son siège social dans le village de Sainte-Rose de Lima, district de Hull, demanderesse; vs **HENRI DUVAL**, de Sainte-Rose de Lima, district de Hull, défendeur.

1. Un immeuble situé dans le canton de Templeton, contenant environ dix-huit acres en superficie plus ou moins, étant partie du lot quatorze "C" (14C ptie) du deuxième rang du canton de Templeton, et borné au nord par le chemin du deuxième rang, au sud par la ligne de division entre le premier et le deuxième rang dudit canton, à l'est par la propriété de Louis Filion et à l'ouest par la propriété de Peter Williams; avec bâtisses y érigées, circonstances et dépendances;

2. Un immeuble composé d'une partie du lot quatorze "B" (14B ptie) dans le premier rang du canton de Templeton, situé du côté nord de la voie ferrée du C.P.R., et ledit immeuble borné comme suit: au sud par la voie ferrée du C.P.R., à l'ouest par le lot 15, du même rang, au nord par le deuxième rang, et à l'est par la propriété de Rémi Sauvé. Ladite partie du lot contenant cinq (5) acres de terre en superficie plus ou moins; avec les bâtisses y érigées, circonstances et dépendances;

3. Un morceau de terrain, mesurant environ douze (12) arpents en superficie, étant connu et désigné comme partie du lot numéro quinze (15 ptie) du premier rang du canton de Templeton, lequel terrain est borné au nord par la propriété de Peter Williams, au sud par la voie ferrée du C.P.R., à l'est par le lot 14B du premier rang dudit canton et à l'ouest par le lot 16 du premier rang dudit canton; avec les bâtisses y érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Rose de Lima, district de Hull, le **SEIZIÈME** jour de **JUIN** prochain, à **TROIS** heures de l'après-midi.

Le Shérif,

R. ST-PIERRE.

Bureau du Shérif,
ce 5 mai 1954.

37172-19-2-o

GASPÉ

Fieri Facias de Terris
Rimouski, Province of Quebec

Superior Court, No. 14,748 { **FORBES & FORBES**, lumber merchant of Matane, P.Q., plaintiffs, vs **GERMAIN COLLIN**, of Mount Albert, County of Gaspé, P.Q. defendant;

A piece of land having 55 feet of frontage on the King's highway by the depth extending from the King's highway running towards as far as the River St. Lawrence, the said land designated as part of lots bearing numbers 26 and 27 of the official cadastre of Block "A", Township of Tourelle, bounded to the north by the River St. Lawrence, to the east by François Paquet, south by the King's highway and to the west by Georges Pelletier, with buildings erected thereon, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Ste Anne des Monts, County of Gaspé, P.Q., **MONDAY**, the **FIFTH** day of **JULY**, 1954, at **TEN** o'clock in the forenoon.

JOSEPH F. MEACHER,

Sheriff's Office,

Percé, P.Q. May 22, 1954.

Sheriff.

37259-22-2

HULL

District of Hull

Superior Court, No. 2872. { **LA CAISSE POPULAIRE DE SAINTE-ROSE DE LIMA DE TEMPLETON**,

county of Papineau, an association governed by the Quebec Cooperative Syndicates' Act, having its head office in the village of Sainte-Rose de Lima, district of Hull, plaintiff; vs **HENRI DUVAL**, of Sainte-Rose de Lima, district of Hull, defendant.

1. An immovable situate in the township of Templeton, covering an area of some eighteen acres, more or less, being part of lot fourteen "C" (p. 14C) range two of the township of Templeton, and bounded to the north by range two road, south, by the dividing line between ranges one and two of said township, east, by the property of Louis Filion and west, by the property of Peter Williams; with buildings erected thereon, circumstances and dependencies;

2. An immovable comprising part of lot fourteen "B" (p. 14B) in range one of the township of Templeton, situate on the north side of the C.P.R. railroad tracks, and the said immovable is bounded as follows: to the south by the C.P.R. railroad tracks, west by lot 15, same range, north by range two, and east by the property of Rémi Sauvé. The said part of the lot containing an area of five (5) acres of land, more or less; with buildings erected thereon, circumstances and dependencies;

3. A piece of land, measuring about twelve (12) arpents in area, being known and designated as part of lot number fifteen (p. 15) of range one of the township of Templeton, which land is bounded to the north by the property of Peter Williams, south, by the C.P.R. railroad tracks, to the east by lot 14B of range one, of the said township, and to the west by lot 16 of range one of said township; with buildings erected thereon, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Sainte-Rose de Lima, district of Hull, the **SIXTEENTH** day of **JUNE** next, at **THREE** o'clock in the afternoon.

R. ST-PIERRE,

Sheriff's Office,

this May 5th, 1954.

Sheriff.

37172-19-2

QUÉBEC

Fieri Facias
Cour Municipale

Québec, à savoir: **LA CITÉ DE QUÉBEC**
N° 603-1953 { contre Dame veuve
NAPOLÉON LAPERRIÈRE, de Québec, dans le district judiciaire de Québec, à savoir:

Un immeuble situé à Québec, rue St-Olivier, maintenant connu et désigné sous le lot numéro 3552 (trois mille cinq cent cinquante-deux) du cadastre officiel pour le quartier St-Jean de la Cité de Québec, avec bâtisses et dépendances, borné vers le nord par les nos 3558 et 3559, (trois mille cinq cent cinquante-huit et trois mille cinq cent cinquante-neuf), vers le sud par la rue St-Olivier, vers l'est par le N° 3551 (trois mille cinq cent cinquante-et-un) et vers l'ouest par le N° 3553, (trois mille cinq cent cent cinquante-trois); mesurant 31 pieds sur la ligne qui le divise des nos 3558 et 3559, 32 pieds sur la rue St-Olivier, 65 pieds et 6 pouces sur la ligne qui le divise du N° 3551, 65 pieds et 9 pouces sur la ligne qui le divise du N° 3553; contenant en superficie 2,062 pieds, mesure anglaise égale à 1,815 pieds français.

Pour être vendu à mon bureau, en la Cité de Québec, le DEUXIÈME jour de JUILLET, prochain à DIX heures du matin (heure avancée).

Le Député-Shérif,
Bureau du Shérif, ALBERT F. RACETTE.
Québec, 26 mai 1954. 37310-22-2-o
[Première insertion: 29 mai 1954]
[Deuxième insertion: 12 juin 1954.]

Fieri Facias
Cour de Magistrat

Québec, à savoir: **UNIVERSAL LOAN & FINANCE CORPORATION**, corps politique et incorporé, légalement constitué, ayant son principal bureau d'affaires à 213 Blvd Charest, en les Cité et District de Québec; contre ALBERT MARTIN, domicilié à Route Rurale, Valcartier, district de Québec, à savoir:

Les lots nos sept cent quatre-vingt-douze, sept cent quatre-vingt-treize, sept cent quatre-vingt-seize et sept cent quatre-vingt-dix-sept, (792, 793, 796 et 797) du cadastre de St-Ambroise de la Jeune Lorette, étant un emplacement situé en la paroisse de St-Ambroise sur le chemin de Valcartier, mesurant deux (2) arpents de largeur sur deux (2) arpents de profondeur, borné au sud-ouest par la route Valcartier, au nord-ouest par l'immeuble appartenant à Nichol Hayes, au nord-est par la ligne de concession, au sud-est par Georges Bilodeau, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. A distraite dudit emplacement la partie vendue à Monsieur Roch Leblond par acte de vente passé devant notaire, le 3 février 1952, et enregistré sous le numéro 362, 375, le 5 février 1952.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de St-Ambroise de la Jeune Lorette, comté de Québec, le DEUXIÈME jour de JUILLET prochain, à DEUX heures de l'après-midi (heure avancée).

Le Député-Shérif,
Bureau du Shérif, ALBERT F. RACETTE.
Québec, 26 mai 1954. 37311-22-2-o
[Première insertion: 29 mai 1954]
[Deuxième insertion: 12 juin 1954.]

QUÉBEC

Fieri Facias
Municipal Court

Quebec, to wit: **THE CITY OF QUEBEC** vs
No. 603-1953 { Dame NAPOLÉON LAPERRIÈRE, Widow, of Quebec, in the judicial district of Quebec, to wit:

An immoveable situate in Quebec, St. Olivier Street, presently known and designed under lot number 3552 (three thousand five hundred and fifty-two) of the official cadastre for the St. John Ward of the City of Quebec, with buildings and dependencies, bounded to the north by numbers 3558 and 3559, (three thousand five hundred and fifty-eight and three thousand five hundred and fifty-nine), southwards by St. Olivier Street, eastwards by number 3551 (three thousand five hundred and fifty-one) and westwards by number 3553 (three thousand five hundred and fifty-three); measuring 31 feet on the line dividing it from numbers 3558 and 3559, 32 feet on St. Olivier Street, 65 feet and 6 inches on the line dividing it from number 3551, 65 feet and 9 inches on the line dividing it from number 3553; containing an area of 2,062 feet, English measure, equal to 1,815 feet, French measure.

To be sold at my office, in the City of Quebec, the SECOND day of JULY next, at TEN o'clock in the morning (Daylight Saving Time).

ALBERT F. RACETTE,
Sheriff's Office Deputy Sheriff.
Quebec, May 26, 1954. 37310-22-2
[First insertion: May 29, 1954]
[Second insertion: June 12, 1954]

Fieri Facias
Magistrate's Court

Quebec, to wit: **UNIVERSAL LOAN & FINANCE CORPORATION**, body politic and corporate, legally incorporated, having its principal place of business at 213 Boulevard Charest, in the city and district of Quebec, vs ALBERT MARTIN, domiciled at Rural Route, Valcartier, district of Quebec, to wit:

Lot numbers seven hundred and ninety-two, seven hundred and ninety-three, seven hundred and ninety-six and seven hundred and ninety-seven, (792, 793, 796 and 797) of the cadastre of St. Ambroise de la Jeune Lorette, being an emplacement situate in the parish of St. Ambroise, Valcartier Road, measuring two (2) arpents in width and two (2) arpents in depth, bounded to the southwest by Valcartier Road, northwest by the immoveable belonging to Nichol Hayes, northeast by the concession line, southeast by Georges Bilodeau, with buildings erected thereon, circumstances and dependencies. Save and except that part of said emplacement sold to Mr. Roch Leblond by deed of sale passed before notary, on February 3, 1952, and registered under number 362, 375, February 5, 1952.

To be sold at the parochial church door of St. Ambroise de la Jeune Lorette, County of Quebec, the SECOND day of JULY next, at TWO o'clock in the afternoon (Daylight Saving Time).

ALBERT F. RACETTE,
Deputy Sheriff.
Sheriff's Office,
Quebec, May 26, 1954. 37311-22-2
[First insertion: May 29, 1954.]
[Second insertion: June 12, 1954.]

Fieri Facias

Québec, à savoir:
No. 73312

UNIVERSAL LOAN & FINANCE CORPORATION, corps politique et incorporé, légalement constitué, ayant son principal bureau d'affaires à 213 Blvd Charest, en les cité et district de Québec; contre **JOSEPH PETITCLERC**, domicilié à St-Alban, comté de Portneuf, district de Québec.

1. Une terre située à St-Alban, au premier rang nord de la rivière Ste-Anne, connue et désignée par le lot numéro cent quatre-vingt-dix-huit (198) du cadastre officiel du comté de Portneuf, pour la paroisse de St-Alban; sauf à distraire de ce lot une étendue de terrain et les droits de The Shawinigan Water & Power Company sur les bords de la rivière Ste-Anne, suivant ses titres. Avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

2. Une terre située à St-Alban rang sud de la rivière Ste-Anne, connue et désignée par les lots numéros cent quarante-et-un et cent quarante-deux (141 et 142) du cadastre officiel du comté de Portneuf, pour la paroisse de St-Alban; sauf à distraire de ces lots les droits riverains sur la rivière Ste-Anne appartenant à The Shawinigan Water & Power Company, suivant ses titres.

3. Une certaine étendue de terre à bois, à St-Alban, formant la partie sud, ou la juste moitié sud, de la juste moitié sud-ouest de la moitié sud-ouest du lot numéro cinq-B (5-B-S-O.) du cadastre officiel du comté de Portneuf, pour le troisième rang du canton d'Alton.

Pour être vendues à la porte de l'église paroissiale de St-Alban, comté de Portneuf, le DEUXIÈME jour de JUILLET prochain, à DIX heures du matin (heure avancée).

Le Député-Sherif,

Bureau du Shérif, **ALBERT F. RACETTE**.

Québec, 26 mai 1954.

37312-22-2-0

[Première insertion: 29 mai 1954.]

[Deuxième insertion: 12 juin 1954.]

TROIS-RIVIÈRES

Canada — Province de Québec
District de Trois-Rivières

Cour Supérieure,
N° 12,487.

LUCIEN GAGNON, vendeur d'automobiles usagées, des cité et district de Montréal, y faisant affaires seul sous les nom et raison sociale de L. Gagnon Automobiles Enrg., est demandeur; vs **LUC BLAIS**, de Saint-Alexis des Monts, district des Trois-Rivières, est défendeur.

"Un emplacement situé au village de Saint-Alexis-des-Monts mesurant trente-huit pieds (38') de largeur sur cent quarante-deux pieds (142') de profondeur, mesure anglaise, faisant partie du lot N° trois cent quarante-neuf (349) du Cadastre du Canton Hunterstown, avec les bâtisses y érigées et borné comme suit: à un bout à la ruelle, à l'autre bout, au lot N° 348, tenant d'un côté vers l'Est, à l'emplacement d'Arthur Bergeron et de l'autre côté, partie à Hubert Frappier et partie à Rémi Brais."

Pour être vendu, à la porte de l'église paroissiale de Saint-Alexis-des-Monts, comté de Maskinongé, le TRENTIÈME jour de JUIN 1954, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,

Bureau du shérif, **MERCIER & PELLERIN**.

Trois-Rivières, le 21 mai 1954.

37300-22-2-0

Fieri Facias

Quebec, to wit:
No. 73312

UNIVERSAL LOAN & FINANCE CORPORATION, body politic and corporate, legally incorporated, having its principal place of business at 213 Boulevard Charest, in the city and district of Québec; vs **JOSEPH PETITCLERC**, domiciled at St. Alban, County of Portneuf, district of Québec.

1. A farm situate at St. Alban, Range one, north of the St. Anne River, known and designated by lot number one hundred and ninety-eight (198) of the official cadastre of the County of Portneuf, for the parish of St. Alban; save and except a piece of land and the rights The Shawinigan Water & Power Company have on the banks of the St. Anne River, according to titles. With buildings erected thereon, circumstances and dependencies.

2. A farm situate at St. Alban, South Range of the River St. Anne, known and designated by lots number one hundred and forty-one and one hundred and forty-two (141 and 142) of the official cadastre of the County of Portneuf, for the parish of St. Alban; save and except the shore rights of The Shawinigan Water & Power Company have on the River St. Anne, according to titles.

3. A certain area of woodland, at St. Alban, forming the south part, or the exact south half, of the exact southwest half of the southwest half of lot number Five-B (5-B-S-W.) of the official cadastre of the County of Portneuf, for Range three of the Township of Alton.

To be sold at the parochial church door of St. Alban, County Portneuf, the SECOND day of JULY next, at TEN o'clock in the morning (Daylight Saving Time).

ALBERT F. RACETTE,

Sheriff's Office,

Deputy Sheriff.

Quebec, May 26 1954.

37312-22-2

[First insertion: May 29, 1954]

[Second insertion: June 12, 1954].

TROIS-RIVIÈRES

Canada — Province of Quebec
District of Trois-Rivières

Superior Court,
No. 12,487.

LUCIEN GAGNON, salesman of second-hand automobiles, of the city and district of Montreal, carrying on business alone under the name and style of L. Gagnon Automobiles Enrg., plaintiff; vs **LUC BLAIS**, of St. Alexis des Monts, district of Trois-Rivières, defendant.

"An emplacement situate in the village of St. Alexis des Monts measuring thirty-eight feet (38') in width by one hundred and forty-two feet (142') in depth, English measure, forming part of lot No. three hundred and forty-nine (349) of the cadastre of the Township of Hunterstown, with buildings erected thereon, and bounded as follows: at one extremity, by the lane, at the other, by lot No. 348, bordering on one side eastwards the emplacement of Arthur Bergeron and on the other side, partly by that of Hubert Frappier and partly by Rémi Brais."

To be sold at the parochial church door of St. Alexis des Monts, county of Maskinongé, the THIRTIETH day of JUNE, 1954, at THREE o'clock in the afternoon.

MERCIER & PELLERIN,

Sheriff's Office,

Sheriff.

Trois-Rivières, the 21st day of May 1954.

37300-22-2

Département de l'Instruction publique

Department of Education

N° 1511-53.

Québec, le 20 mai, 1954.

Il a plu au Lieutenant-Gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 13 mai 1954, de changer le nom de la municipalité scolaire d'Aubert, dans le comté des Îles de la Madeleine, en celui de "Bassin", même comté.

Cet arrêté ministériel prendra effet huit jours après la publication de cet avis dans la *Gazette Officielle de Québec*.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
37281-o O. J. DÉSAULNIERS,

N° 332-51.

Québec, le 20 mai 1954.

Il a plu au Lieutenant-Gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 13 mai 1954, de détacher de la municipalité scolaire d'Arntfield, dans le comté de Rouyn-Noranda, les lots suivants tous inclusivement du canton de Beauchastel, savoir: 20 à 31 du rang VII; 30 et 31 du rang VIII, pour être annexés à la municipalité scolaire de Beauchastel, même comté.

Cet arrêté ministériel prendra effet le 1er juillet 1954.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
37281-o O. J. DÉSAULNIERS.

No. 1511-53.

Quebec, May 20, 1954.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council dated May 13, 1954, has been pleased to change the name of the school municipality of Aubert, in the County of Magdalen Islands, to that of "Bassin", same County.

This Order in Council will take effect eight days following the publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*.

O. J. DÉSAULNIERS,
37281 Superintendent of Education.

No. 332-51.

Quebec, May 20, 1954.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council dated May 13, 1954, has been pleased to detach from the school municipality of Arntfield, in the County of Rouyn-Noranda, the following lots, all inclusive, of the Township of Beauchastel, to wit: 20 to 31, Range VII; 30 to 31, Range VIII, in order to be annexed to the school municipality of Beauchastel, same county.

This Order in Council will come into effect the first day of July 1954.

O. J. DÉSAULNIERS,
37281 Superintendent of Education.

Index de la Gazette officielle
de Québec, N° 22

Index of the Quebec Official
Gazette, No. 22

AVIS AUX INTÉRESSÉS:

1727

NOTICE TO INTERESTED PARTIES:

1727

AVIS DIVERS:

MISCELLANEOUS NOTICES:

A. Breton, Cie Ltée (Directeurs).....	1762
Albert Novelty Co. (Directeurs).....	1764
Barber-Ellis of Montreal, Limited (Directeurs).....	1763
B. et H. Metal Industries Co. Ltd. (Directeurs).....	1764
Federated Credit Union Pointe St Charles (Fondation).....	1763
North Star Credit Union (Fondation).....	1763
Rivière-du-Loup, cité de (Changement de date des élections).....	1763
Syndicat des Métiers de la Construction de Shawinigan, Inc. (Changement de nom).....	1764
The Church of St. Mary the Protectress (obtention de lettres patentes).....	1762

A. Breton, Cie Ltée (Directors).....	1762
Albert Novelty Co. (Directors).....	1764
Barber-Ellis of Montreal, Limited (Directors).....	1763
B. & H. Metal Industries Co. Ltd. (Directors).....	1764
Federated Credit Union Pointe St Charles (Foundation).....	1763
North Star Credit Union (Foundation).....	1763
Rivière-du-Loup, city of (Change of date of elections).....	1763
Syndicat des Métiers de la Construction de Shawinigan, Inc. (Change of name).....	1764
The Church of St. Mary the Protectress (Application for Letters Patent).....	1762

CHARTRE — ABANDON DE:

CHARTER — SURRENDER OF:

Rosemère Inn Ltd.....	1765
-----------------------	------

Rosemère Inn Ltd.....	1765
-----------------------	------

DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

DEPARTMENTAL NOTICES:

AFFAIRES MUNICIPALES:

MUNICIPAL AFFAIRS:

Annexion à la ville d'Alma.....	1765
---------------------------------	------

Annexation to the town of Alma.....	1765
-------------------------------------	------

INSTRUCTION PUBLIQUE:
Municipalité scolaire de:

EDUCATION:
School Municipality of:

Aylmer.....	1766
Bassin.....	1781
Beauchastel.....	1781

Aylmer.....	1766
Bassin.....	1781
Beauchastel.....	1781

Eastman.....	1768	Eastman.....	1768
Poltimore.....	1767	Poltimore.....	1767
Sacré-Cœur-de-Jésus.....	1768	Sacré-Cœur-de-Jésus.....	1768
St-Casimir.....	1768	St-Casimir.....	1768
St-Laurent.....	1767	St-Laurent.....	1767
Ste-Anne-de-la-Rochelle.....	1768	Ste-Anne-de-la-Rochelle.....	1768
Ste-Marie-Médiatrice.....	1769	Ste-Marie-Médiatrice.....	1769
St-Théophile-d'Ely.....	1769	St-Théophile-d'Ely.....	1769
TERRES ET FORETS:		LANDS AND FOREST:	
Service du Cadastre:		Cadastral Branch:	
Hull, canton de.....	1769	Hull, township of.....	1769
St-Georges, paroisse de.....	1770	St-Georges, parish of.....	1770
TRAVAIL:		LABOUR:	
Industrie ou métiers de:		Industry or Trades of:	
Chemise pour hommes et garçons dans la province de Québec (Modification).	1762	Men's and boys' shirt in the Province of Quebec (Amendment).....	1762
EXAMENS DU BARREAU:		BAR EXAMINATIONS:	
Arthabaska: pratique du droit (Final)...	1771	Arthabaska: practice of law (Final)...	1771
Hull: pratique du droit.....	1772	Hull: practice of law.....	1772
Laurentides: ordre pratique (4e).....	1772	Laurentides: practical order (4th).....	1772
Laurentides: pratique du droit.....	1772	Laurentides: practice of law.....	1772
Saguenay: théorique (3e et 4e).....	1772	Saguenay: theoretical (3rd and 4th).....	1772
St-François: pratique du droit.....	1773	St. Francis: practice of law.....	1773
LETTRES PATENTES:		LETTERS PATENT:	
Albert Lord Limitée.....	1728	Albert Lord Limitée.....	1728
Ameublements Baillargeon Limitée — Baillargeon Furniture Limited.....	1729	Ameublements Baillargeon Limitée — Baillargeon Furniture Limited.....	1729
Arto Construction Inc.— Construction Arto Inc.....	1729	Arto Construction Inc.— Construction Arto Inc.....	1729
Autobus Victoriaville Ltée.....	1729	Autobus Victoriaville Ltée.....	1729
Automat Merchandising Ltd.....	1730	Automat Merchandising Ltd.....	1730
Barwood Flooring (Canada) Ltd.....	1730	Barwood Flooring (Canada) Ltd.....	1730
Beaver Foundries Ltd.....	1730	Beaver Foundries Ltd.....	1730
Best Brands Ltd.....	1731	Best Brands Ltd.....	1731
Bordeaux Housing Incorporated.....	1331	Bordeaux Housing Incorporated.....	1331
Borgsen Steel Corporation.....	1731	Borgsen Steel Corporation.....	1731
Buttons & Ornaments Ltd.....	1732	Buttons & Ornaments Ltd.....	1732
Charron, Simard & Raymond, Incorporée.....	1732	Charron, Simard & Raymond, Incorporée.....	1732
Chs-Ed. Lamothe Inc.....	1732	Chs-Ed. Lamothe Inc.....	1732
Commission Industrielle de St-Jovite Inc.....	1733	Commission Industrielle de St-Jovite Inc.....	1733
Consolidated Uranium Corporation.....	1733	Consolidated Uranium Corporation.....	1733
Crawford & Chenier Ltd.— Ltée.....	1733	Crawford & Chenier Ltd.— Ltée.....	1733
Cut Rate Tile & Linoleum Co.....	1734	Cut Rate Tile & Linoleum Co.....	1734
Danville Curling Club Inc.....	1734	Danville Curling Club Inc.....	1734
Dorset Securities Ltd.....	1734	Dorset Securities Ltd.....	1734
Dubé & Gagnon Automobiles Ltée.....	1735	Dubé & Gagnon Automobiles Ltée.....	1735
Ducharme & Frère Incorporé.....	1735	Ducharme & Frère Incorporé.....	1735
Electrical Consulting, Estimating and Drafting Company Limited.....	1735	Electrical Consulting, Estimating and Drafting Company Limited.....	1735
Eugène Lavoie Inc.....	1736	Eugène Lavoie Inc.....	1736
Fédération des Clubs de Yacht du Québec.....	1736	Fédération des Clubs de Yacht du Québec.....	1736
Frigon & Bouvier Ltée.....	1736	Frigon & Bouvier Ltée.....	1736
Gauthier & Gauthier Inc.....	1737	Gauthier & Gauthier Inc.....	1737
Gerry Provost Entreprises Inc.....	1737	Gerry Provost Entreprises Inc.....	1737
Gilles Gagnon Limitée.....	1737	Gilles Gagnon Limitée.....	1737
Granby Speedway Company Limited.....	1738	Granby Speedway Company Limited.....	1738
Harmony Homes Inc.....	1738	Harmony Homes Inc.....	1738
Hoffman Upholstering (Canada) Ltd.....	1738	Hoffman Upholstering (Canada) Ltd.....	1738
H.-Paul Chevalier Inc.....	1739	H.-Paul Chevalier Inc.....	1739
Huddersfield Uranium & Minerals Ltd.....	1739	Huddersfield Uranium & Minerals Ltd.....	1739
International Flooring Company Limited.....	1739	International Flooring Company Limited.....	1739
I. Shaffran Limited.....	1740	I. Shaffran Limited.....	1740
J. Babb Inc.....	1740	J. Babb Inc.....	1740
J. B. Todd & Company, Limited.....	1740	J. B. Todd & Company, Limited.....	1740
J.-M. Simard, Ltée.....	1741	J.-M. Simard, Ltée.....	1741
Kastner's Ltd. (1954).....	1741	Kastner's Ltd. (1954).....	1741

La Belle Furniture Inc.....	1741
L'Aide à l'Éducation du Collège L'As- sorption Incorporé.....	1742
Laprairie Insurance Agencies Ltd — Les Agences d'Assurance de Laprairie Ltée.....	1742
La Société des Éditions Le Réveil Li- mitée.....	1743
Les Publications Excel Ltée.....	1743
Mark-Craft Co. Ltd.....	1743
Maureen's Ltd.....	1744
Mayfield Construction Inc.....	1744
McKay Street Interests Ltd.....	1744
Mid-Century Construction Inc.....	1745
Nyco Uniforms Ltd — Les Uniformes Nyco Ltée.....	1745
Oakdale Investment Corporation.....	1745
Perfect Brush Inc.....	1746
Planned Insurance Services Inc.....	1746
Quality Offset Plates Inc.....	1746
Raby & Frère Ltée.....	1747
Rapid Lumber & Manufacturing Inc.....	1747
Robert Dessureault Ltée.....	1747
St. Remi Entreprises Limitée.....	1748
The Canadian Luggage Co. Ltd.....	1748
Tunnel Champlain Inc.....	1748
Universal Land Development Co.....	1749
Vitré Investment Co.....	1749
Well-Made Hosiery Mills Limited.....	1749
Whitney Uranium Mines Ltd.....	1750
Willie Dussault Limitée.....	1750
Yvon & Robert Construction Limitée..	1750

La Belle Furniture Inc.....	1741
L'Aide à l'Éducation du Collège L'As- sorption Incorporé.....	1742
Laprairie Insurance Agencies Ltd — Les Agences d'Assurance de Laprairie Ltée.....	1742
La Société des Éditions Le Réveil Li- mitée.....	1743
Les Publications Excel Ltée.....	1743
Mark-Craft Co. Ltd.....	1743
Maureen's Ltd.....	1744
Mayfield Construction Inc.....	1744
McKay Street Interests Ltd.....	1744
Mid-Century Construction Inc.....	1745
Nyco Uniforms Ltd — Les Uniformes Nyco Ltée.....	1745
Oakdale Investment Corporation.....	1745
Perfect Brush Inc.....	1746
Planned Insurance Services Inc.....	1746
Quality Offset Plates Inc.....	1746
Raby & Frère Ltée.....	1747
Rapid Lumber & Manufacturing Inc.....	1747
Robert Dessureault Ltée.....	1747
St. Remi Entreprises Limitée.....	1748
The Canadian Luggage Co. Ltd.....	1748
Tunnel Champlain Inc.....	1748
Universal Land Development Co.....	1749
Vitré Investment Co.....	1749
Well-Made Hosiery Mills Limited.....	1749
Whitney Uranium Mines Ltd.....	1750
Willie Dussault Limitée.....	1750
Yvon & Robert Construction Limitée..	1750

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:

Armitage Tire Ltd.—Armitage Tire Ltée.....	1751
Chibougamau Explorers Ltd.....	1751
Continental Copper Mines, Limited...	1751
General Medical Centre Ltd.....	1752
La Société Canadienne de Courtage Inc.	1752
Laurentien Heating Inc.—Chauffage Laurentien Inc.....	1752
L'Imprimerie du Saguenay, Limitée...	1752
Metropolitan Milk Corporation.....	1753
Northern Petroleum Co. Ltd.....	1753
Shell Construction Company.....	1753
The Montreal Association for Multiple Sclerosis.....	1753
W. Klaar (Canada) Ltd.....	1754

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:

Armitage Tire Ltd.—Armitage Tire Ltée.....	1751
Chibougamau Explorers Ltd.....	1751
Continental Copper Mines, Limited...	1751
General Medical Centre Ltd.....	1752
La Société Canadienne de Courtage Inc.	1752
Laurentien Heating Inc.—Chauffage Laurentien Inc.....	1752
L'Imprimerie du Saguenay, Limitée...	1752
Metropolitan Milk Corporation.....	1753
Northern Petroleum Co. Ltd.....	1753
Shell Construction Company.....	1753
The Montreal Association for Multiple Sclerosis.....	1753
W. Klaar (Canada) Ltd.....	1754

LIQUIDATION, AVIS DE:

La Caisse Populaire de St-Luc.....	1773
------------------------------------	------

WINDING UP NOTICE:

La Caisse Populaire de St-Luc.....	1773
------------------------------------	------

MINISTÈRE DES FINANCES:

Avis de rachat par anticipation.....	1773
Avis de rachat par anticipation.....	1774

DEPARTMENT OF FINANCE:

Notice of redemption.....	1773
Notice of redemption.....	1774

SIÈGES SOCIAUX:

Chevaliers de Colomb, Conseil de: New Carlisle, N° 3441.....	1775
Commercial Enterprises Limited.....	1774
Huddersfield Uranium & Minerals Ltd.	1774
Whitney Uranium Mines Ltd.....	1774

HEAD OFFICES:

Knights of Columbus, Council of: New Carlisle, No. 3441.....	1775
Commercial Enterprises Limited.....	1774
Huddersfield Uranium & Minerals Ltd.	1774
Whitney Uranium Mines Ltd.....	1774

SOUMISSIONS:

Beaconsfield, commissaires d'écoles ca- tholiques de.....	1758
Chicoutimi-Nord, ville de.....	1759
Giffard, cité de.....	1754
Granby, commissaires d'écoles catholi- ques de la cité de.....	1760
St-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette, com- missaires d'écoles de.....	1755

TENDERS:

Beaconsfield, Catholic School Commis- sioners of.....	1758
Chicoutimi-North, town of.....	1759
Giffard, city of.....	1754
Granby, Catholic School Commissioners of the city of.....	1760
St-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette, School Commissioners of.....	1755

St-Félicien, commissaires d'écoles du
village de 1756
St-Vincent-de-Paul, ville de 1761

St-Félicien, School Commissioners of
the village of 1756
St-Vincent-de-Paul, town of 1761

VENTES, LOI DE FAILLITE:

Laplanche, Lucien 1776
Sliger, Andrew 1775

SALES, BANKRUPTCY ACT:

Laplanche, Lucien 1776
Sliger, Andrew 1775

VENTE PAR LICITATION:

Poirier vs Poirier 1777

SALE BY LICITATION:

Poirier vs Poirier 1777

VENTES PAR SHÉRIFS:

SHERIFFS' SALES:

GASPÉ:

Forbes & Forbes vs Collin 1778

GASPÉ:

Forbes & Forbes vs Collin 1778

HULL:

La Caisse Populaire de Ste-Rose-de-
Lima-de-Templeton vs Duval 1778

HULL:

La Caisse Populaire de Ste-Rose-de-
Lima-de-Templeton vs Duval 1778

QUÉBEC:

Cité de Québec vs Laperrière 1778
Universal Loan & Finance Corporation.
vs Martin 1779
Universal Loan & Finance Corporation.
vs Petitclerc 1779

QUÉBEC:

City of Quebec vs Laperrière 1778
Universal Loan & Finance Corporation
vs Martin 1779
Universal Loan & Finance Corporation
vs Petitclerc 1779

TROIS-RIVIÈRES:

Gagnon vs Blais 1780

TROIS-RIVIÈRES:

Gagnon vs Blais 1780

37280-o

37280-o